

COMPTES NATIONAUX

1998

Partie 3

Comptes détaillés et tableaux

Institut des Comptes Nationaux

Service Statistiques financières et économiques
Banque Nationale de Belgique, Bruxelles

Contenu de la publication Les comptes nationaux de la Belgique sont élaborés d'après les définitions du Système Européen des comptes nationaux et régionaux 1995 (SEC95). Les comptes nationaux annuels sont, dans la phase actuelle, publiés en trois parties. La partie 1 paraît au mois d'avril de l'année suivant l'année de référence et comprend les premières estimations des principaux agrégats. Les données de cette publication se fondent sur les comptes trimestriels. La partie 2 paraît au mois de juillet et présente les comptes détaillés du secteur et sous-secteurs des administrations publiques. La partie 3, qui comprend les comptes détaillés des autres secteurs institutionnels et les agrégats par branche d'activité, sort à la fin du mois de septembre suivant l'année de référence. Les comptes détaillés 1995-1998 ne doivent être publiés que pour le mois de septembre 2000. Il s'agit là d'une mesure transitoire. L'ICN estime cependant utile de publier ces comptes dès maintenant.

Outre les comptes de secteurs, les comptes détaillés donnent également de l'information par branche d'activité, comme la valeur ajoutée et l'emploi.

Cette première publication des comptes détaillés comprend aussi des renseignements plus précis sur le SEC95 en tant que système, son implémentation en Belgique et un aperçu chiffré des principales différences entre l'ancien (SEC79) et le SEC95.

Les comptes sont établis sur la base des données disponibles le 23 décembre 1999.

Commandes Commandes et renseignements sur les abonnements et réductions : Banque Nationale de Belgique, service Documentation - Publications, boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles.

Téléphone : 02 / 221 20 33
Fax : 02 / 221 31 63
E-mail : documentation@bnbb.be

Pour plus d'informations Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le Service Statistiques financières et économiques de la Banque Nationale de Belgique.

Téléphone: 02 / 221 30 45
Fax : 02 / 221 32 30
E-mail : nationalaccounts@nbb.be

Editeur responsable B. Meganck, Chef du département Statistique générale, Banque Nationale de Belgique.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos		7
Commentaires		9
1	Les comptes nationaux en quelques chiffres	11
1.1	Synthese globale	11
1.2	Optique production	12
1.3	Optique dépenses	13
1.4	Optique revenus	14
1.5	Données-clés des comptes de secteurs	15
1.5.1	Societes non financières (S.11)	15
1.5.2	Sociétés financières (S.12)	16
1.5.3	Administrations publiques (S.13)	17
1.5.4	Menages (S.14)	19
1.5.5	Institutions sans but lucratif au service des menages (isblsm) (S.15)	20
1.5.6	Reste du monde	21
2	LE SEC95 comme système	22
2.1	Introduction	22
2.2	Principes de base	22
2.2.1	Catégorisations	22
2.2.1.1	Les unités statistiques et leurs regroupements	22
2.2.1.2	Les opérations et autres flux	23
2.2.1.3	Les comptes	23
2.2.2	Identités	23
2.2.3	Définitions, règles d'enregistrement et conventions	24
2.3	Quelques définitions, règles d'enregistrement et conventions	24
2.3.1	L'économie nationale	24
2.3.2	La frontière de la production et la frontière des actifs	24
2.3.3	Principes d'évaluation	25
2.3.4	Moment d' enregistrement	25
2.3.5	Divers	25
2.4	Les secteurs institutionnels	25
2.4.1	Les sociétés non financières (S.11)	25
2.4.2	Les sociétés financières (S.12)	26
2.4.2.1	Le sous-secteur de la banque centrale (S.121) et le sous-secteur des autres institutions financières monétaires (S.122)	26
2.4.2.2	Le sous-secteur des autres intermédiaires financiers, à l'exclusion des sociétés d'assurance et des fonds de pension (S.123)	26
2.4.2.3	Le sous-secteur des auxiliaires financiers (S.124)	26
2.4.2.4	Le sous-secteur des sociétés d'assurance et fonds de pension (S.125)	26
2.4.3	Les administrations publiques (S.13)	27
2.4.3.1	Le sous-secteur de l'administration centrale (S.1311)	27
2.4.3.2	Le sous-secteur des administrations d'Etats fédérés (S.1312)	27
2.4.3.3	Le sous-secteur des administrations locales (S.1313)	27
2.4.3.4	Sous-secteur des administrations de sécurité sociale (S.1314)	27
2.4.4	Ménages (S.14)	27
2.4.5	Institutions sans but lucratif au service des ménages (S.15)	28
2.4.6	Reste du monde (S.2)	28
2.5	Le système de comptes	28
2.5.1	Le compte de production	28
2.5.2	Le compte d'exploitation	29
2.5.3	Le compte d'affectation des revenus primaires	29
2.5.4	Le compte de distribution secondaire du revenu	29
2.5.5	Le compte de redistribution du revenu en nature	30
2.5.6	Le compte d'utilisation du revenu	30
2.5.7	Le compte des transferts en capital	30
2.5.8	Le compte des acquisitions d'actifs non financiers	30
2.6	Le compte de biens et services	30

2.7	Le tableau des ressources et des emplois	30
2.7.1	Esquisse du cadre entrées-sorties dans le SEC95	30
2.7.2	La structure et la fonction du tableau des ressources et des emplois	31
3	Introduction du SEC95 en Belgique	32
3.1	Modifications concernant les données de base	32
3.1.1	Registre des entreprises et répertoire des unités de production	32
3.1.2	Données administratives	32
3.1.3	Exploitation d'informations statistiques et de résultats d'enquêtes	33
3.2	Principe de base de la nouvelle méthode de travail	33
3.2.1	Cohérence entre les comptes de secteurs et les branches d'activité	33
3.2.2	Standardisation et uniformisation poussée maximale	34
4	Principales différences entre le SEC79 et le SEC95	35
4.1	Généralités	35
4.2	Différences de définition entre le SEC79 et le SEC95, ayant des conséquences sur le PIB ou le RNB	35
4.2.1	Assurances	36
4.2.2	Logiciels et grandes base de données	37
4.2.3	Equipements et véhicules militaires, à l'exception des armes	37
4.2.4	Consommation de capital fixe relative aux routes, ponts, etc.	37
4.2.5	Distinction marchand - non marchand	37
4.2.6	Oeuvres récréatives, littéraires ou artistiques originales	38
4.2.7	Taxes à l'immatriculation des automobiles, acquittées par les ménages	38
4.2.8	Licences d'utilisation d'actifs incorporels non produits	38
4.2.9	Bénéfices réinvestis sur des investissements directs étrangers	38
4.3	Comparaison du PIB selon les trois optiques	39
4.3.1	Optique Production	39
4.3.2	Optique Dépenses	40
4.3.2.1	Dépenses de consommation finale (P.3)	41
4.3.2.2	Formation brute de capital (P.5)	42
4.3.2.3	Importations et exportations (P.6 et P.7)	43
4.3.3	Optique des revenus	43
4.4	Principaux soldes des comptes de secteurs selon le SEC79 et le SEC95	45
4.5	Conclusion	46
5	Nomenclatures	47
5.1	Nomenclature des secteurs institutionnels (S)	47
5.2	Nomenclature des opérations et des autres flux	47
5.2.1	Nomenclature des soldes comptables (B)	47
5.2.2	Opérations sur produits (biens et services) (P)	48
5.2.3	Opérations de répartition (D)	48
5.2.4	Autres postes des comptes d'accumulation (K)	50
Annexe: Incidence des modifications proposées par Eurostat sur le déficit des secteurs des administrations publiques ...		51
Agrégats et tableaux de synthèse		53
1	Composition du produit intérieur brut	55
1.1	Composition du produit intérieur brut, estimations à prix courants	55
1.2	Composition du produit intérieur brut, estimations aux prix de 1995	56
2	Répartition du produit intérieur	57
2.1	Revenu disponible, épargne et capacité ou besoin de financement, estimations à prix courants	57
2.2	Revenu disponible réel, estimations aux prix de 1995	57
3	Tableaux de synthèse des comptes des secteurs	58
3.1	Tableaux de synthèse des comptes des secteurs - 1995	58
3.2	Tableaux de synthèse des comptes des secteurs - 1996	60
3.3	Tableaux de synthèse des comptes des secteurs - 1997	62
3.4	Tableaux de synthèse des comptes des secteurs - 1998	64

Tableaux par branches	67
4 Compte de production et compte d'exploitation	69
4.1 Compte de production et compte d'exploitation par branche d'activité, estimations à prix courants	69
4.2 Production (P.1), consommation intermédiaire (P.2) et valeur ajoutée brute (B.1g), estimations aux prix de 1995	73
4.3 Valeur ajoutée brute par branche d'activité (A31) et par secteur institutionnel, estimations à prix courants	76
4.4 Rémunération des salariés par branche d'activité (A31) et par secteur institutionnel	80
Emploi	83
5 Population, emploi, chômage	85
5.1 Population totale, emploi et chômage	85
5.2 Répartition de l'emploi par branche d'activité (A31)	85
5.2.1 Répartition de l'emploi par branche d'activité (A31) – Indépendants	86
5.4 Répartition de l'emploi par branche d'activité (A31) – Salariés	87
Dépenses	89
6 Principales catégories de dépenses	91
6.1 Formation brute de capital	91
6.1.1 Formation brute de capital par branche d'activité (A31), estimations à prix courants	91
6.1.2 Formation brute de capital par branche d'activité (A31), estimations aux prix de 1995	92
6.1.3 Formation brute de capital par produit (Pi6), estimations à prix courants	93
6.1.4 Formation brute de capital par produit (Pi6), estimations aux prix de 1995	93
6.2 Dépenses de consommation finale des ménages par produit	94
6.2.1 Dépenses de consommation finale des ménages (P.3), estimations à prix courants	94
6.2.2 Dépenses de consommation finale des ménages (P.3), estimations aux prix de 1995	94
Comptes des secteurs	95
7 Comptes des secteurs	97
7.1 Economie totale (S.1)	97
7.1.1 Sociétés non financières (S.11)	102
7.1.2 Sociétés financières (S.12)	105
7.1.2.1 Banque centrale et autres institutions financières monétaires (S.121 + S.122)	108
7.1.2.2 Autres intermédiaires financiers, à l'exclusion des sociétés d'assurance et des fonds de pension (S.123)	111
7.1.2.3 Auxiliaires financiers (S.124)	114
7.1.2.4 Sociétés d'assurance et fonds de pension (S.125)	117
7.1.3 Administrations publiques (S.13)	120
7.1.4 Ménages (S.14)	124
7.1.5 Institutions sans but lucratif au service des ménages (S.15)	128
7.2 Reste du monde (S.2)	131
7.2.1 Union européenne (S.21)	134
7.2.1.1 Etats membres de l'Union européenne (S.211)	137
7.2.1.2 Institutions de l'Union européenne (S.211)	140
7.2.2 Pays et organisations internationales (S.22)	143

Signes conventionnels	p.m.	pour mémoire
	p	provisoire
	0	néant, inférieur à la moitié de l'unité retenue ou non disponible

Avant-propos

Comme annoncé en septembre 1998 dans l'avant-propos précédant la publication des comptes pour 1997, l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) présente désormais les comptes détaillés selon la méthodologie du SEC95. Précédemment, c'est-à-dire en avril et juillet 1999, les agrégats nationaux et les comptes sectoriels des administrations publiques avaient déjà été publiés conformément aux nouvelles définitions du SEC95. La publication actuelle présente les comptes détaillés de tous les secteurs institutionnels et les tableaux par branche d'activité. Conformément au calendrier prévu pour la communication à Eurostat, la publication d'une première vague de comptes rénovés est terminée. Ensuite viendront essentiellement les comptes régionaux au cours de la période comprise entre décembre 2000 et décembre 2001, tandis que la publication des tableaux des ressources et des emplois et des tableaux d'entrées-sorties, entre décembre 2002 et décembre 2003, clôturera la série des comptes nationaux belges entièrement rénovés.

Au cours des quatre dernières années, l'ICN a consenti d'importants efforts pour réformer les comptes nationaux. L'introduction du SEC95 a marqué en Belgique le signal de départ d'une révision en profondeur de la manière dont le pays aborde ces comptes. Outre l'exploitation de nouvelles sources statistiques, de nature administrative ou provenant d'enquêtes, beaucoup d'énergie a été consacrée à l'élaboration d'un registre des entreprises et d'un répertoire des unités productives, tous deux à caractère exhaustif. Ces efforts constituent à présent la base d'informations statistiques cohérentes, qui garantissent une estimation exhaustive des comptes nationaux et en ont sensiblement accru la qualité. Cette réforme n'a pu être menée à bien que grâce aux efforts considérables fournis conjointement par l'Institut National de la Statistique, la Banque Nationale de Belgique et le Bureau fédéral du Plan dans un projet commun.

L'intégration de manière appropriée de la réalité économique en mutation lors de l'établissement des comptes nationaux et l'attention portée par l'ICN à l'amélioration constante de la qualité font que les résultats obtenus ne peuvent pas être considérés comme vraiment définitifs.

Les adaptations fondamentales apportées aux sources, aux modes de calcul et à la méthodologie ont eu pour effet qu'à certains égards, une autre vue de la réalité transparaît de la publication actuelle par rapport à celle dégagée par la publication "Comptes nationaux 1997" de septembre 1998. Aussi la présente publication contient-elle des commentaires complémentaires en vue d'expliquer ces différences. Elle présente des séries cohérentes pour la période 1995 - 1998. D'ici à la fin de 2000, les séries rétrospectives jusqu'en 1970 seront publiées pour les besoins de la recherche économique portant sur une période plus longue.

Afin de promouvoir la transparence des nouveaux comptes, la présente publication renferme une partie méthodologique, relativement brève il est vrai. A la fin de l'année 2000 ou au début de l'année 2001, un inventaire très détaillé des méthodes utilisées sera disponible pour le public. Le Comité scientifique souscrit à cette approche et a approuvé les comptes détaillés 1995-1998.

Le Président du Conseil d'Administration de
l'Institut des Comptes Nationaux

Lambert Verjus

COMMENTAIRES

1 LES COMPTES NATIONAUX EN QUELQUES CHIFFRES

Un aperçu sommaire des comptes nationaux établis selon la méthodologie SEC95 est présenté dans les paragraphes ci-dessous. Sont d'abord traités les grands agrégats relatifs à l'ensemble de l'économie. Suit une description synthétique des comptes

nationaux selon les trois optiques (production, dépenses et revenus). Enfin, les chiffres-clés relatifs à chaque secteur institutionnel sont brièvement commentés.

1.1 SYNTHÈSE GLOBALE

	1995	1996	1997	1998
<i>Aux prix de 1995, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente</i>				
Produit intérieur brut		1,0	3,5	2,7
Dépenses de consommation finale des ménages		0,6	2,2	3,8
Dépenses de consommation finale des administrations publiques		2,3	0,0	1,4
Formation brute de capital fixe		1,0	6,5	3,7
Exportations de biens et services		1,3	6,7	4,2
Importations de biens et services		1,0	5,8	6,3
<i>A prix courants, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente</i>				
Revenu national brut		2,4	4,6	4,3
Produit intérieur brut		2,2	4,9	4,3
Dépense de consommation finale des ménages		2,7	3,7	4,7
Dépense de consommation finale des administrations publiques		3,6	2,4	3,6
Formation brute de capital fixe		2,1	7,7	4,2
Exportations de biens et services		3,8	11,7	3,9
Importations de biens et services		3,9	11,3	4,6
<i>En pourcentage du PIB</i>				
Besoin de financement des administrations publiques	-4,2	-3,7	-1,8	-1,0
<i>En pourcentage du revenu disponible brut des ménages</i>				
Épargne brute des ménages	19,7	19,1	18,1	17,0
<i>Nombre moyen de personnes ayant occupé un emploi pendant l'année (en milliers)</i>				
Emploi intérieur	3.713,8	3.726,3	3.756,0	3.802,5
dont: Indépendants	699,2	702,7	699,4	693,5
Salariés	3.014,6	3.023,6	3.056,6	3.109,0

En 1998, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 2,7 p.c. en termes réels. Cette croissance témoigne d'un affaiblissement des performances de l'économie belge par rapport à l'année 1997,

pendant laquelle la croissance s'était élevée à 3,5 p.c. Quant au PIB à prix courants, comme le revenu national brut, il a progressé de 4,3 p.c.

Les dépenses de consommation finale des ménages prolongent le mouvement à la hausse entamé en 1997. En 1998, elles ont enregistré une croissance importante, qui s'élève à 3,8 p.c. Parallèlement, le taux d'épargne des ménages s'est contracté progressivement au cours de la période sous revue pour atteindre 17,0 p.c. de leur revenu disponible brut en 1998.

Après une stagnation en 1997, les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont enregistré une hausse en 1998 (1,4 p.c.), sans toutefois égaler la croissance affichée en 1996 (2,3 p.c.).

Après une forte progression en 1997 (6,7 p.c.), le taux de croissance de la formation brute de capital fixe s'est limité à 3,7 p.c. en 1998.

Les exportations de biens et services à prix courants ont augmenté de 4,2 p.c. en 1998, ce qui est largement inférieur à la hausse de l'année

précédente (6,5 p.c. en 1997). Par contre, la croissance des importations de biens et services a légèrement progressé. Elle est passée de 5,8 p.c. en 1997 à 6,3 p.c. en 1998.

La tendance à la baisse du besoin de financement des administrations publiques s'est poursuivie en 1998. Alors que le besoin de financement atteignait encore 154 milliards en 1997, il est revenu à 91 milliards en 1998, ce qui correspond respectivement à -1,8 p.c. du PIB en 1997 et -1,0 p.c. en 1998.

Durant la période 1995-1998, le nombre de personnes ayant occupé un emploi a enregistré une croissance continue. La progression du nombre moyen de travailleurs est passée de 0,3 p.c. en 1996 à 0,8 p.c. en 1997, pour atteindre 1,2 p.c. en 1998. Cette augmentation de l'emploi est due à une forte hausse de l'emploi salarié, tandis que le nombre d'indépendants a diminué, tant en 1997 qu'en 1998.

1.2 OPTIQUE PRODUCTION

NACE-BEL		1996	1997	1998
<i>Aux prix de 1995, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente</i>				
A+ B	Agriculture, sylviculture et pêche	1,3	1,7	-3,9
C+D+E	Industrie et énergie	1,7	4,4	1,5
F	Construction	-4,3	3,4	0,9
G+H+I	Commerce, réparations de véhicules et d'articles domestiques, hôtels et restaurants, transports et communications	-2,8	1,7	5,5
J+K	Activités financières, immobilier, location et services aux entreprises	3,5	4,6	3,8
L+M+N+O+P+Q	Autres services	1,2	0,6	1,5

Après une légère progression au cours des années précédentes, la valeur ajoutée brute de la branche agriculture, sylviculture et pêche a diminué de 3,9 p.c. en 1998.

En regard de la forte augmentation enregistrée en 1997 (4,4 p.c.), la croissance de la branche industrie et énergie est revenue à 1,5 p.c. en 1998. Malgré la forte hausse enregistrée dans l'industrie chimique et l'industrie des fabrications de machines et équipements (respectivement 5,6 p.c. et 6,6 p.c.), les diminutions enregistrées dans les branches des fabrications de produits non métalliques (-1,4 p.c.), autres industries manufacturières (-2,0 p.c.), fabrications d'équipements électriques et électroniques (-4,3 p.c.) et raffinage de produits pétroliers

(-4,7 p.c.) ont contribué à obtenir une croissance moindre pour la totalité de la branche.

Après une diminution sensible en 1996 (- 4,3 p.c.), suivie d'une forte reprise en 1997 (3,4 p.c.), la valeur ajoutée brute de la branche de la construction s'est élevée à 0,9 p.c. en 1998.

La relance entamée en 1997 dans la branche commerce, réparation, horeca, transports et communications (1,7 p.c. en 1997 par rapport à - 2,8 p.c. en 1996) s'est poursuivie en 1998, avec une forte croissance de la valeur ajoutée, qui a atteint 5,5 p.c. Tandis que le commerce et les réparations de véhicules, d'une part, et l'horeca, d'autre part, ont enregistré une croissance proportionnellement plus faible (4,5 p.c.), c'est

surtout la branche transports et communications qui affiche une forte hausse (7,5 p.c.).

La branche des activités financières, immobilier, location et services aux entreprises a prolongé en 1998 la forte progression enregistrée en 1997, avec une croissance de 3,8 p.c. Cette hausse est due en grande partie aux bons résultats des institutions financières (6,4 p.c.).

Après une stabilisation en 1997, la valeur ajoutée brute de la branche des autres services a renoué avec la croissance, avec une hausse de 1,5 p.c. en 1998. Etant donné l'augmentation modique enregistrée dans les branches éducation et santé et action sociale (respectivement 0,7 p.c. et 0,3 p.c.), la croissance globale de la branche résulte principalement de la forte hausse enregistrée dans les autres services collectifs, sociaux et personnels (5,4 p.c.).

1.3 OPTIQUE DEPENSES

	1996	1997	1998
<i>Aux prix de 1995, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente</i>			
Dépenses de consommation finale	1,1	1,6	3,1
dont: Ménages	0,6	2,2	3,8
Administrations publiques	2,3	0,0	1,4
Formation brute de capital	-0,5	7,0	7,5
dont: Formation brute de capital fixe	1,0	6,5	3,7
Variation des stocks (*)	-0,1	0,0	0,8
Exportations de biens et services	1,3	6,7	4,2
Importations de biens et services	1,0	5,8	6,3

(*) Contribution à la croissance du PIB.

Les dépenses de consommation finale des ménages, qui constituent la composante la plus importante des dépenses intérieures, a continué à croître de façon soutenue en 1998 (3,8 p.c.). Les taux de croissance les plus élevés se situent dans les rubriques suivantes: moyens de transports (15,4 p.c.), communication (12,3 p.c.), services divers (11 p.c.) et transports (8,1 p.c.). En outre, les dépenses en matière d'articles ménagers durables (5,9 p.c.), de chauffage et éclairage (4,6 p.c.), d'entretien du ménage (4,4 p.c.) et de services financiers (4,3 p.c.) augmentent aussi de façon plus importante que la moyenne. Par contre, les dépenses en matière de soins personnels et hygiène (-3,5 p.c.) ainsi qu'en matière d'enseignement et recherche (-1,3 p.c.) sont en recul.

Après une stagnation en 1997, les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont légèrement augmenté en 1998 (1,4 p.c.).

En comparaison avec la hausse considérable enregistrée en 1997 (6,5 p.c.), la croissance de la formation brute de capital fixe totale s'est ralentie en 1998 (3,7 p.c.). Au cours de cette année, les

investissements des administrations publiques se sont stabilisés (0,7 p.c.). Par contre, la formation brute de capital fixe s'est montrée particulièrement vigoureuse dans les branches d'activité suivantes: raffinage de produits pétroliers (18,6 p.c.), industrie du caoutchouc et des plastiques (13,6 p.c.), fabrication de machines et d'équipements (14,3 p.c.), production et distribution de gaz et d'électricité (18,1 p.c.) et autres industries manufacturières (13,3 p.c.). L'évolution la plus marquante se situe dans l'industrie chimique. Après deux années consécutives de forte croissance (37,5 p.c. en 1996 et 39,4 p.c. en 1997), les investissements de cette branche d'activité sont fortement retombés en 1998 (-17,8 p.c.).

Après une forte croissance en 1997 (6,7 p.c.), la hausse des exportations de biens et services s'est ralentie en 1998 (4,2 p.c.), alors que l'évolution inverse est observée pour les importations de biens et services. En effet, on constate une augmentation de la croissance des importations, de 5,8 p.c. en 1997 à 6,3 p.c. en 1998.

1.4 OPTIQUE REVENUS

	1995	1996	1997	1998
<i>A prix courants, en milliards de francs</i>				
Rémunération des salariés	4.229	4.293	4.460	4.631
Loyers payés et imputés	590	611	630	655
Revenu mixte brut	731	742	765	807
Excédent brut d'exploitation	1.661	1.680	1.803	1.893
Impôts sur la production et les importations	1.082	1.146	1.215	1.262
Subsides (-)	165	168	162	160
 Produit intérieur brut	 8.129	 8.304	 8.712	 9.089
 Solde des transactions avec l'étranger	 83	 107	 82	 86
dont: Rémunération nette des salariés reçue du reste du monde (+)	108	108	110	111
Impôts sur la production et les importations (-)	90	84	89	90
Subsides (+)	41	34	33	27
Revenu net de la propriété reçu du reste du monde (+)	24	49	29	38
 Revenu national brut	 8.212	 8.411	 8.794	 9.175

En 1998, le revenu national brut à prix courants s'est élevé à 9.175 milliards de francs, contre 8.794 milliards de francs en 1997. Cela représente une augmentation de 4,3 p.c.

La part des rémunérations des salariés dans le revenu national brut total a diminué progressivement au fil des ans. Elle est passée de 52,8 p.c. en 1995 à 51,7 p.c. en 1998. Le produit intérieur brut, quant à lui, a atteint 9.089 milliards de francs en 1998, ce qui représente une croissance de 4,3 p.c. par rapport à l'année précédente.

Les rémunérations intérieures ont progressé, en valeur, de 3,8 p.c. en 1998 et de 3,9 p.c. en 1997, contre 1,5 p.c. en 1996. Quant aux loyers payés et imputés, ils ont augmenté de 4 p.c. en 1998.

Le revenu mixte brut a continué sa progression avec une croissance de 5,5 p.c. en 1998, après 3,1 p.c. en 1997 et 1,5 p.c. en 1996. L'excédent brut

d'exploitation a encore enregistré une augmentation de 5 p.c. en 1998, après une hausse de 7,3 p.c. en 1997.

Les impôts sur la production et les importations connaissent une progression limitée à 3,9 p.c., contre respectivement 6,0 et 5,9 p.c. en 1997 et 1996. Les subventions, quant à elles, ont encore diminué de 1,2 p.c. en 1998, après une diminution de 3,6 p.c. en 1997.

En ce qui concerne les corrections apportées pour passer du niveau intérieur au niveau national, les impôts sur la production et les importations versés par la Belgique au reste du monde (Union européenne) ont crû de seulement 1,1 p.c. en 1998, contre 6 p.c. en 1997. Les subventions reçues par la Belgique en provenance du reste de monde (Union européenne) ont, par contre, continué à diminuer, avec une chute de 18,2 p.c. en 1998.

1.5 DONNEES-CLES DES COMPTES DE SECTEURS

1.5.1 SOCIETES NON FINANCIERES (S.11)

		1995	1996	1997	1998
<i>A prix courants, en milliards de francs</i>					
Valeur ajoutée brute	B.1g	4.461	4.511	4.731	4.939
Rémunération des salariés (-)	D.1	2.771	2.805	2.930	3.047
Autres impôts moins autres subventions sur la production (-)	D.29-D.39	32	30	40	40
Excédent brut d'exploitation	B.2g	1.658	1.675	1.760	1.852
Revenu net de la propriété (-)	D.4	501	519	550	590
Revenu primaire brut	B.5g	1.157	1.156	1.210	1.262
Impôts courants sur le revenu (-)	D.5	161	172	192	234
Autres transferts courants (-)	D.6+D.7	6	10	9	11
Epargne brute	B.8g	991	973	1.010	1.017
Transferts en capitaux à recevoir nets (+)	D.9	15	64	74	76
Formation brute de capital (-)	P.5	931	926	1.008	1.102
Acquisitions nettes d'actifs non financiers non produits (-)	K.2	15	15	7	17
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	B.9	59	96	69	-26
<i>Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute (p.c.)</i>		37,2	37,1	37,2	37,5
<i>Revenu primaire brut / valeur ajoutée brute (p.c.)</i>		25,9	25,6	25,6	25,5
<i>Epargne brute / valeur ajoutée brute (p.c.)</i>		22,2	21,6	21,3	20,6
<i>Formation brute de capital / valeur ajoutée brute (p.c.)</i>		20,9	20,5	21,3	22,3
<i>Capacité (+) ou besoin (-) de financement / valeur ajoutée brute (p.c.)</i>		1,3	2,1	1,5	-0,5

Au cours de la période considérée, l'excédent brut d'exploitation a augmenté de 193 milliards, le revenu primaire brut, de 104 milliards, et l'épargne brute, de 26 milliards seulement.

La part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée s'est accrue de 0,4 p.c. depuis 1996. Cette augmentation a été compensée par une hausse relativement forte du revenu de la propriété payé aux autres secteurs. Par conséquent, la part du revenu primaire brut dans la valeur ajoutée n'a pas augmenté.

Le taux d'épargne a diminué régulièrement entre 1995 et 1998, passant de 22,2 p.c. à 20,6 p.c., en raison de la forte hausse de l'impôt des sociétés.

L'accroissement de la formation brute de capital, entamé en 1997, s'est renforcé en 1998. Par conséquent, l'ensemble du secteur affiche un besoin de financement (-26 milliards) pour l'année 1998, alors qu'il avait encore une capacité de financement de 96 milliards en 1996.

1.5.2 SOCIÉTÉS FINANCIÈRES (S.12)

		1995	1996	1997	1998
<i>A prix courants, en milliards de francs</i>					
Valeur ajoutée brute	B.1g	466	504	529	570
Rémunération des salariés (-)	D.1	273	281	287	304
Autres impôts moins autres subventions sur la production (-)	D.29-D.39	3	4	3	7
Excédent brut d'exploitation	B.2g	190	219	238	259
Revenu de la propriété (+)	D.4	1.877	1.781	1.817	1.844
Revenu de la propriété (-)	D.4	1.530	1.411	1.470	1.462
Correction pour services d'intermédiation financière indirectement mesurés (-)	P.119	336	364	348	372
Revenu primaire brut	B.5g	200	225	237	268
Impôts courants sur le revenu (-)	D.5	53	62	77	95
Cotisations sociales (+)	D.61	199	228	240	237
Prestations sociales (-)	D.62	153	159	163	174
Autres transferts courants (+)	D.7	166	174	173	178
Autres transferts courants (-)	D.7	166	174	173	178
Revenu disponible brut	B.6g	193	233	237	236
Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension (-)	D.8	46	69	77	63
Épargne brute	B.8g	147	163	160	173
Transferts en capitaux à recevoir nets (+)	D.9	0	1	5	24
Formation brute de capital (-)	P.5	55	69	79	75
Acquisitions nettes d'actifs non financiers non produits (-)	K.2	1	1	1	1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	B.9	91	95	84	121
<i>Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute (p.c.)</i>		<i>40,7</i>	<i>43,4</i>	<i>45,1</i>	<i>45,4</i>
<i>Revenu primaire brut / valeur ajoutée brute (p.c.)</i>		<i>43,0</i>	<i>44,7</i>	<i>44,9</i>	<i>47,1</i>
<i>Épargne brute / valeur ajoutée brute (p.c.)</i>		<i>31,5</i>	<i>32,5</i>	<i>30,2</i>	<i>30,4</i>
<i>Formation brute de capital / valeur ajoutée brute (p.c.)</i>		<i>11,8</i>	<i>13,6</i>	<i>14,9</i>	<i>13,1</i>
<i>Capacité (+) ou besoin (-) de financement / valeur ajoutée brute (p.c.)</i>		<i>19,4</i>	<i>18,9</i>	<i>15,8</i>	<i>21,3</i>

En 1998, la valeur ajoutée brute du secteur des institutions financières a augmenté de 5,8 p.c. pour atteindre 570 milliards de francs. La nature des activités du secteur se reflète dans l'importance des montants enregistrés dans les rubriques "revenu de la propriété reçu et payé": ils s'élèvent respectivement à 1.844 et 1.462 milliards de francs en 1998.

Les cotisations sociales effectives (237 milliards en 1998) reçues par le secteur financier sont versées par des employeurs, des salariés ou des indépendants à des sociétés d'assurance en vue de

garantir le bénéfice de prestations sociales aux assurés. En Belgique, ces régimes d'assurances sociales incluent les fonds de pension, les assurances de groupe, les assurances contre les accidents du travail et les assurances complémentaires soins de santé pour indépendants. Ces cotisations donnent lieu, d'une part, aux paiements de prestations (174 milliards en 1998), et, d'autre part, à une mise en réserve en vue du paiement de prestations futures. Ces réserves sont reprises à la rubrique ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension, qui s'élève à 63 milliards en 1998. Ce poste est destiné à faire

apparaître dans l'épargne des ménages la variation des réserves actuarielles sur laquelle ils ont un droit certain. Quant aux autres transferts courants, ils sont composés des primes nettes d'assurance dommages (en ressources) et des indemnités d'assurance dommages (en dépenses). Ces deux montants sont équivalents par construction. Ils se sont élevés à 178 milliards en 1998.

En 1998, la capacité de financement du secteur financier a augmenté de 44 p.c. et s'est établie à 121 milliards. La capacité de financement dépasse l'épargne du secteur. Cela est dû à un transfert en capital reçu du pouvoir fédéral, destiné à apurer des pertes de change sur des anciens emprunts émis avec la garantie de l'Etat.

1.5.3 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

		1995	1996	1997	1998
<i>A prix courants, en milliards de francs</i>					
Valeur ajoutée brute	B.1g	1.126	1.147	1.184	1.219
Rémunération des salariés (-)	D.1	979	998	1.034	1.067
Excédent brut d'exploitation	B.2g	147	149	150	152
Impôts moins subventions sur la production et les importations (+)	D.2-D.3	869	928	997	1.040
Revenu net de la propriété (-)	D.4	665	639	625	631
Revenu primaire brut	B.5g	351	438	522	561
Impôts courants sur le revenu (+)	D.5	1.361	1.389	1.496	1.603
Cotisations sociales (+)	D.61	1.369	1.398	1.460	1.504
Prestations sociales (-)	D.62	1.350	1.387	1.422	1.457
Autres transferts courants nets (-)	D.7	138	152	166	168
Revenu disponible brut	B.6g	1.593	1.685	1.890	2.043
Dépenses de consommation finale (-)	P.3	1.745	1.807	1.851	1.917
Epargne brute	B.8g	-152	-122	39	126
Transferts en capital à recevoir nets (+)	D.9	-52	-57	-49	-79
Formation brute de capital (-)	P.5	144	134	144	145
Acquisitions nettes d'actifs non financiers non produits (-)	K.2	-9	-9	0	-8
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	B.9	-339	-304	-154	-91

Les comptes des administrations publiques présentés dans cette publication sont rigoureusement identiques à ceux qui sont parus en juillet 1999 dans la publication «Comptes nationaux 1998, Partie 2: Comptes des administrations publiques», selon les définitions du nouveau système de comptabilité nationale (SEC95)¹.

En 1998, les dépenses de rémunérations ont augmenté de 3,2 p.c. Les impôts sur la production et les importations ont enregistré une hausse de 4,1 p.c., à la suite de l'augmentation substantielle des impôts sur les transactions mobilières et immobilières, qui résulte d'une hausse de 14,6 p.c. des recettes des droits d'enregistrement et de

36,4 p.c. des recettes des taxes sur les opérations de bourse et de reports.

Parmi les impôts sur le revenu dont les recettes ont augmenté de 7,4 p.c., les impôts sur le revenu des ménages ont progressé de 4,1 p.c. tandis que les impôts sur le revenu des sociétés ont crû de 23,0 p.c. en raison de la forte progression des versements anticipés. Le précompte mobilier (tous secteurs confondus) a enregistré une chute de 10 p.c.

Les prestations sociales ont augmenté de 2,9 p.c.; parmi celles-ci, les prestations pour soins de santé ont crû de 4,3 p.c., après avoir enregistré une légère baisse en 1997, conséquence des mesures gouvernementales affectant les honoraires médicaux, les frais pharmaceutiques et les frais d'hospitalisation.

¹ Depuis lors, quelques modifications ont été proposées par Eurostat, dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs. L'annexe traite en détail des conséquences de ces modifications éventuelles sur le déficit du secteur des administrations publiques.

Les transferts courants en provenance des autres secteurs se sont accrus de 23,2 p.c. à la suite du versement de plus de 4 milliards par le Luxembourg de la quote-part belge dans ses recettes de droit d'accises. Les transferts courants au reste du monde, en hausse de 10,8 p.c., ont été influencés, comme les années précédentes, par la croissance de la contribution de la Belgique à destination des institutions de l'Union européenne au titre de la "quatrième ressource". Cette évolution à la hausse de la "quatrième ressource", que l'on retrouve également dans les autres pays de l'Union européenne, est la conséquence du changement du mode de financement du budget de l'Union européenne. Ce mode de financement repose de moins en moins sur les impôts à l'importation et à la production.

La croissance des impôts en capital a atteint 18 p.c. à la suite de l'augmentation sensible des droits de succession. Les transferts en capital en provenance des autres secteurs ont diminué de 17 milliards (0,2 p.c. du PIB) mais les recettes de 1997 avaient été exceptionnellement influencées à la hausse par

une contribution unique des Pays-Bas pour l'aménagement de l'infrastructure destinée au TGV. Les transferts en capital aux autres secteurs ont progressé de 19,5 p.c., à la suite d'une intervention de 23 milliards du pouvoir fédéral destinée à apurer des pertes de change sur des emprunts émis au début des années 60 avec la garantie de l'Etat. Les autres acquisitions nettes d'actifs non financiers ont été nettement négatives (-7 milliards) à la suite de la vente de la troisième licence d'exploitation d'un réseau de téléphonie mobile.

L'épargne brute a atteint 126 milliards en 1998 et 39 milliards en 1997, année où elle est redevenue positive pour la première fois depuis presque 25 ans. Le besoin de financement des administrations publiques est passé de -154 milliards en 1997 à -91 milliards en 1998, ce qui représente une baisse de 63 milliards, qui le ramène de 1,8 p.c. du PIB à 1,0 p.c. du PIB. Cette amélioration a résulté d'une augmentation de 0,6 p.c. du PIB du solde primaire et d'une baisse de 0,2 p.c. du PIB des charges d'intérêts.

1.5.4 MENAGES (S.14)

		1995	1996	1997	1998
<i>A prix courants, en milliards de francs</i>					
Valeur ajoutée brute	B.1g	1.518	1.555	1.600	1.673
Rémunération des salariés (-)	D.1	133	132	129	129
Autres impôts moins autres subventions sur la production (-)	D.29-D.39	63	70	76	81
Excédent brut d'exploitation / revenu mixte	B.2g/B.3g	1.322	1.354	1.395	1.462
Rémunération des salariés (+)	D.1	4.337	4.401	4.570	4.742
Revenu net de la propriété (+)	D.4	842	835	856	877
Revenu primaire brut	B.5g	6.500	6.589	6.821	7.081
Impôts courants sur le revenu (-)	D.5	1.143	1.152	1.222	1.270
Cotisations sociales (-)	D.61	1.668	1.727	1.802	1.847
Prestations sociales (+)	D.62	1.603	1.644	1.683	1.722
Autres transferts courants nets (-)	D.7	21	7	12	15
Revenu disponible brut	B.6g	5.272	5.347	5.468	5.671
Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension (+)	D.8	46	69	77	63
Dépenses de consommation finale (-)	P.3	4.279	4.393	4.557	4.770
Epargne brute	B.8g	1.039	1.023	988	964
Transferts en capital à recevoir nets (+)	D.9	24	-15	-17	-26
Formation brute de capital (-)	P.5	536	526	561	589
Acquisitions nettes d'actifs non financiers non produits (-)	K.2	-7	-7	-6	-9
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	B.9	535	489	416	358
p.m. valeur ajoutée des services de logement		650	677	698	726
<i>Epargne brute / revenu disponible brut (p.c.) (taux d'épargne)</i>		19,7	19,1	18,1	17,0
<i>Capacité de financement / revenu disponible brut (p.c.)</i>		10,1	9,1	7,6	6,3

Les ménages ont enregistré une augmentation importante de leur revenu primaire - excédent brut d'exploitation, revenu mixte, loyers et revenu de la propriété - depuis 1995 (+ 581 milliards). Ce sont principalement les loyers (+ 405 milliards) et l'excédent brut d'exploitation/revenu mixte (+ 141 milliards) qui expliquent cette croissance. Le revenu net de la propriété, quant à lui, s'est accru de 35 milliards au cours de la période considérée.

La croissance du revenu disponible est moins prononcée (+ 399 milliards) que celle du revenu primaire pour deux raisons. D'une part, une partie importante de ce revenu supplémentaire a été transférée aux administrations publiques (les impôts sur le revenu ont augmenté de 127 milliards); d'autre part, les cotisations sociales se sont accrues plus rapidement que les prestations sociales.

L'épargne brute affiche une tendance à la baisse. En effet, les dépenses de consommation finale ont augmenté de façon plus importante que le revenu disponible. Par conséquent, le taux d'épargne a diminué au cours de la période, passant de 19,7 p.c. en 1995 à 17,0 p.c. en 1998.

La diminution de la capacité de financement en 1997 et 1998 est encore plus prononcée que celle de l'épargne brute, en raison de l'accroissement substantiel des investissements, principalement en logements. En 1995, les ménages consacraient encore environ 10 p.c. de leur revenu disponible à la formation d'actifs financiers nets. En 1998, ce pourcentage est descendu à 6,3 p.c.

1.5.5 INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MENAGES (ISBLSM) (S.15)

		1995	1996	1997	1998
<i>A prix courants, en milliards de francs</i>					
Valeur ajoutée brute	B.1g	75	79	83	87
Rémunération des salariés (-)	D.1	73	76	80	84
Autres impôts moins autres subventions sur la production (-)	D.29-D.39	0	0	0	1
Excédent brut d'exploitation	B.2g	2	2	2	3
Revenu net de la propriété (+)	D.4	1	1	1	1
Revenu primaire brut	B.5g	3	4	4	4
Impôts courants sur le revenu (-)	D.5	1	1	1	1
Autres transferts courants nets (+)	D.6+D.7	110	106	119	124
Revenu disponible brut	B.6g	113	109	122	126
Dépenses de consommation finale (-)	P.3	106	111	114	120
Epargne brute	B.8g	7	-2	8	6
Transferts en capital à recevoir nets (+)	D.9	3	6	5	5
Formation brute de capital (-)	P.5	3	4	5	6
Acquisitions nettes d'actifs non financiers non produits(-)	K.2	0	0	0	0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	B.9	7	0	7	6

La valeur ajoutée brute du secteur a atteint 87 milliards en 1998, ce qui représente une hausse de 4,8 p.c. par rapport à 1997.

Les transferts courants reçus par les ISBLSM proviennent principalement des administrations publiques (99 milliards en 1998) et des ménages (32 milliards en 1998). Le solde émane des entreprises et du reste du monde.

Les dépenses de consommation finale des ISBLSM (120 milliards en 1998) sont composées de deux

éléments: d'une part, la valeur de la production non marchande des ISBLSM (119 milliards en 1998) et, d'autre part, les dépenses qu'elles consacrent à l'acquisition de biens et services en vue de les fournir aux ménages au titre de transferts sociaux en nature (1 milliard en 1998).

La capacité de financement du secteur s'est élevée à 6 milliards en 1998, alors qu'elle s'élevait à 7 milliards en 1997.

1.5.6 RESTE DU MONDE (S.2)

		1995	1996	1997	1998
<i>A prix courants, en milliards de francs</i>					
Solde des échanges extérieurs de biens et services		-330	-334	-394	-366
Rémunération nette des salariés (+)	D.1	-108	-108	-110	-111
Impôts nets sur la production et les importations (+)	D.2-D.3	48	50	56	63
Revenu de la propriété net (-)	D.4	-24	-49	-29	-38
Impôts courants nets sur le revenu (-)	D.5	-3	-2	-3	-3
Autres transferts courants nets (+)	D.6+D.7	54	67	72	85
Solde des opérations courantes avec l'étranger		-362	-376	-407	-369
Transferts en capital nets (+)	D.9	9	1	-18	0
Acquisitions nettes d'actifs non financiers non produits(-)	K.2	0	1	2	1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	B.9	-352	-375	-423	-368

En 1998, les exportations belges ont dépassé les importations de 366 milliards. La prise en compte des divers transferts reçus et payés a encore légèrement accentué le déficit du reste du monde vis-à-vis de la Belgique. Le solde des opérations

courantes du reste du monde a atteint à -369 milliards. Le besoin de financement de l'étranger s'est élevé à 368 milliards en 1998, contre 423 milliards en 1997.

2 LE SEC95 COMME SYSTÈME

2.1 INTRODUCTION

Les comptes nationaux ont pour but de fournir un cadre cohérent utilisable pour des analyses macroéconomiques. Depuis le début des comptes nationaux, il s'est avéré nécessaire à plusieurs reprises d'adapter les règles méthodologiques aux nouveaux développements économiques. La plus récente révision des règles en vigueur au niveau mondial a mené, en 1993, au *Système de Comptabilité nationale* (SCN93), rédigé sous la responsabilité collective des Nations Unies, du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE et de la Commission européenne. Puisque, d'une part, le SCN93 vise une comparabilité internationale, et que, d'autre part, il existe une grande hétérogénéité dans la structure et le niveau de développement des pays, le SCN93 permet une certaine flexibilité dans l'application.

Le *Système européen des Comptes* (SEC95)² est la version communautaire du SCN93, et remplace le *Système européen de Comptes économiques* (SEC79)³ publié en 1979. Le SEC95 est compatible avec le SCN93, mais les options laissées ouvertes par le SCN93 ont été développées spécifiquement en fonction des besoins d'information de l'Union européenne. Une harmonisation maximale entre les indicateurs macroéconomiques des pays membres de l'Union européenne pourra ainsi être établie.

2.2 PRINCIPES DE BASE

Le SEC95 (et le SCN93) est un système complètement intégré de comptes et tableaux dans lequel la variation dans la situation du patrimoine des unités économiques résidentes groupées peut être expliquée par des opérations en produits, des opérations de répartition, des opérations financières et d'autres changements d'actifs. En utilisant un compte reste du monde dans lequel les opérations économiques entre l'économie nationale et l'étranger sont enregistrées, on obtient un système fermé.

Les principes de base servant à atteindre un système intégré concernent des catégorisations, des identités et des conventions et règles diverses.

² Règlement (CE) n° 2223/96 du Conseil du 25 juin 1996 portant sur le système européen de comptes nationaux et régionaux au sein de la Communauté (Journal Officiel des Communautés européennes (L310) du 30 novembre 1996)

³ Le SEC79 est une seconde version du *Système européen de Comptes économiques* publié en 1970, le SEC70, lui-même basé sur le *Système des Comptes nationaux* publié en 1968. La première version du SCN date de 1953.

2.2.1 CATÉGORISATIONS

Pour pouvoir synthétiser les données économiques d'un grand nombre d'agents économiques dans un cadre significatif, l'utilisation de classifications pertinentes est un point de départ essentiel. Les agents économiques doivent être classés en groupes, et une structure uniforme de comptes, avec une classification pertinente de opérations économiques, doit être prévue.

2.2.1.1 Les unités statistiques et leurs regroupements

Le SEC se caractérise par le recours à deux types d'unités et à deux modes de découpage de l'économie nettement différents, chacun de ceux-ci répondant à des besoins analytiques spécifiques. Pour décrire les flux de revenus et de dépenses, les flux financiers et les comptes de patrimoine, le SEC regroupe les *unités institutionnelles* en *secteurs institutionnels* sur la base de leurs fonctions, comportement et objectifs principaux.

Par unité institutionnelle, il faut entendre un centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale.

Dans le SEC95, les unités institutionnelles sont regroupées en cinq secteurs qui s'excluent mutuellement, à savoir (pour une description plus détaillée voir le 2.4):

- les sociétés non financières (S.11)
- les sociétés financières (S.12)
- les administrations publiques (S.13)
- les ménages (S.14)
- les institutions sans but lucratif au service des ménages – ISBLSM (S.15)

Ces cinq secteurs constituent l'économie totale (S.1)

Les opérations réalisées entre unités résidentes et unités non-résidentes sont enregistrées dans le compte reste du monde (S.2).

La plupart des unités institutionnelles exercent également, à côté de leur activité principale, une ou plusieurs activités secondaires. Pour la description du processus de production et l'analyse des entrées-sorties, les unités institutionnelles sont

divisées en unités plus petites et plus homogènes sur base de la nature de leur production. Ces *unités d'activité économique au niveau local* sont regroupées en *branche d'activité* en fonction de leur activité⁴ (cf. aussi le 2.6). La nomenclature des activités utilisée pour cela est la NACE-BEL, la version belge de la nomenclature statistique des activités économiques de la Communauté européenne⁵.

2.2.1.2 Les opérations et autres flux

Les unités institutionnelles se rapportent à un grand nombre d'événements économiques qui ne peuvent être analysés qu'en les classant en un certain nombre de catégories pertinentes.

Les flux économiques entre unités institutionnelles qui se passent de commun accord sont appelés *opérations* (par ex. une vente, le paiement d'un salaire, la souscription à un emprunt)⁶.

Les opérations sont classées en quatre catégories principales:

- les opérations sur produits (biens et services), qui rendent compte de l'origine (production intérieure ou importation) et de l'emploi des produits (consommation intermédiaire, consommation finale, investissement ou exportations).
- les opérations de répartition, qui montrent comment la valeur ajoutée générée par la production est distribuée entre le travail, le capital et les administrations publiques, et qui détaillent le processus de redistribution du revenu et de la richesse (par ex. les salaires des travailleurs, les versements de dividendes, les impôts sur le revenu)
- les opérations financières, qui décrivent les changements dans les actifs et passifs de divers instruments financiers (par ex. le paiement via un compte-courant, l'achat de titres)

⁴ Dans le contexte belge, la nature des sources utilisées – données administratives (comptes annuels, déclarations TVA et déclarations ONSS) – détermine le choix des unités statistiques; l'entreprise (unité institutionnelle) est l'unité pertinente, tant au niveau de la compilation des comptes des secteurs qu'au niveau des tableaux ressources-emplois.

Les entreprises sont regroupées à la fois dans un secteur déterminé et dans une branche d'activité déterminée en fonction de leur code de secteur institutionnel et leur code d'activité (code NACE).

⁵ La NACE, Rev.1 (Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, Règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990) et la NACE-BEL sont identiques jusqu'à la désagrégation en classes (4 digits), mais la NACE-BEL divise les classes en sous-classes (5 digits).

⁶ Certains flux économiques au sein d'une même unité institutionnelle sont aussi considérés comme des opérations, car ils sont de même nature que des opérations entre deux unités institutionnelles (par ex. les investissements par moyens propres, qui sont activés par l'entreprise).

- les autres opérations (la consommation de capital fixe, les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits)

Les modifications en actifs et passifs qui ne sont pas la conséquence d'opérations sont classés en *autres flux*. On en distingue deux grandes catégories:

- les autres changements de volume d'actifs et de passifs (par ex. les pertes dues à des catastrophes, l'obsolescence imprévue d'actifs fixes)
- les gains et pertes de détention, qui se décomposent en gains et pertes nominaux et réels.

2.2.1.3 Les comptes

Le système repose sur une série de comptes articulés entre eux, qui sont établis pour chaque unité institutionnelle, et qui chaque fois mettent en lumière un aspect spécifique du processus économique: la production, la formation des revenus, la distribution et l'utilisation du revenu, la formation de capital, et les autres changements d'actifs.

Il y a trois catégories de comptes:

- *les comptes des opérations courantes* concernent la production, la distribution et l'utilisation du revenu. Ils sont divisés en comptes de production, d'exploitation, d'affectation des revenus primaires, de distribution secondaire et tertiaire du revenu, et d'utilisation du revenu.
- *les comptes d'accumulation* permettent d'analyser les variations des actifs et des passifs financiers et non financiers des secteurs. On distingue le compte de capital, le compte financier, et le compte des autres changements d'actifs.
- *les comptes de patrimoine* montrent le total des actifs, des passifs, et de la valeur nette des différents secteurs en début et fin d'exercice.

Il résulte de chaque compte un solde (agrégat) qui est pertinent pour l'analyse économique: la valeur ajoutée, l'excédent d'exploitation/revenu mixte, le revenu primaire, le revenu disponible, l'épargne et la capacité/besoin de financement (voir le 2.5).

2.2.2 IDENTITÉS

Deux identités se trouvent à la base du système:

- une identité budgétaire qui implique que pour chaque agent économique et pour chaque

secteur institutionnel, les ressources totales doivent être égales aux emplois totaux (provenant des opérations tant réelles que financières)

- une identité d'opération qui implique que chaque opération fait l'objet d'un enregistrement en partie double, une fois comme ressource, une fois comme emploi⁷. Ce principe concerne les opérations enregistrées depuis le compte de production jusqu'au compte financier.

Le respect de l'identité budgétaire implique que si l'on désire dégager un agrégat sous forme de solde dans un compte, il faut le faire des deux côtés.

2.2.3 DEFINITIONS, RÈGLES D'ENREGISTREMENT ET CONVENTIONS

Les définitions, les règles standardisées d'enregistrement et les conventions sont notamment relatives aux critères de résidence, à la définition des frontières de production et des actifs, à l'évaluation des opérations et aux inscriptions dans les bilans, au moment de l'enregistrement, à la distinction entre les producteurs marchands et non marchands et au calcul de leur production, au calcul de la production des sociétés financières et à l'emploi de cette production (voir le 2.3).

2.3 QUELQUES DÉFINITIONS, RÈGLES D'ENREGISTREMENT ET CONVENTIONS

2.3.1 L'ÉCONOMIE NATIONALE

L'économie nationale est définie en termes d'*unités résidentes*. Une unité est considérée comme résidente d'un pays quand son centre d'intérêt économique est situé sur le territoire économique de ce pays⁸.

Le *territoire économique* comprend, en dehors du territoire géographique dirigé par les administrations publiques, notamment les enclaves territoriales, comme les ambassades, les consulats, les bases militaires et scientifiques situées dans le reste du monde.

L'expression *centre d'intérêt économique* indique qu'il existe, sur le territoire économique, un lieu

⁷ Puisque la plupart des opérations ont un aspect tant réel que financier, elles sont en fait comptabilisées quatre fois.

⁸ Ces unités résidentes peuvent avoir ou non la nationalité de ce pays, peuvent être dotées ou non de la personnalité juridique et peuvent être présentes ou non sur le territoire économique de ce pays au moment où elles effectuent une opération.

dans lequel ou à partir duquel, pendant une période de minimum un an, des activités économiques et des opérations d'ampleur suffisante peuvent être exécutées.

2.3.2 LA FRONTIÈRE DE LA PRODUCTION ET LA FRONTIÈRE DES ACTIFS

La délimitation des activités considérées comme production est un aspect fondamental des comptes nationaux. Comme le SEC79, le SEC95 enregistre tous les biens et services qui sont produits, y compris les services de logement produits par les propriétaires-occupants, mais à l'exception des services ménagers et personnels qui sont produits et consommés au sein du même ménage. Les productions dont les revenus ne sont pas ou pas suffisamment déclarés pour des raisons de fraude fiscale ou de travail en noir doivent également figurer dans les estimations. Contrairement au SEC79, le SEC95 prend explicitement en compte la production et les activités illégales dans la frontière de la production. Comme convenu au niveau européen, les agrégats ne contiendront, provisoirement, dans aucun pays, des estimations des activités illégales.

Le système des comptes nationaux (SEC95) prend seulement en compte dans les comptes de patrimoine des secteurs institutionnels les actifs dont les droits de propriété sont exercés par les unités institutionnelles et qui sont exploitables. Ainsi, par exemple, des richesses potentielles situées dans des eaux extraterritoriales et des couches de minerais inexploitable ne font pas partie des actifs économiques. Ni les biens de consommation durables achetés par les ménages aux fins de consommation personnelle ni "le capital humain" ne sont considérés comme actifs. La production des services d'enseignement n'est alors pas enregistrée comme formation de capital, mais bien comme consommation finale ou intermédiaire.

La signification du concept d'actif est donc en rapport avec la frontière de la production et avec la délimitation entre consommation et formation de capital.

Au point de vue de l'actif, une distinction est faite entre actifs produits et non produits. Les actifs produits aboutissent à la formation brute de capital et donnent lieu à la consommation de capital fixe. Pour les actifs non produits, seuls les coûts de transfert de propriété sont enregistrés comme formation brute du capital. Conformément à l'enregistrement des dépenses pour R&D comme consommation intermédiaire, les brevets sont repris comme actifs non produits.

Pour le traitement des éléments relatifs aux actifs, voir la partie 4.4.2.

2.3.3 PRINCIPES D'ÉVALUATION

Le SEC95 introduit un certain nombre de changements dans les prix auxquels sont évaluées les opérations.

Le SEC95 utilise des *prix de base* pour l'évaluation de la production et les prix d'acquisition pour l'évaluation des emplois intermédiaires et finaux. Les prix de base n'incluent aucun impôt sur les produits et englobent toutes les subventions sur les produits. Les prix d'acquisition payés par le consommateur intermédiaire ou final incluent aussi bien le solde des impôts et des subventions sur les produits, que les marges commerciales et de transport⁹.

Dans le SEC95, l'importation de biens est reprise dans le calcul des biens et services du reste du monde, estimé sur la base du FAB. Dans le SEC79, l'importation est estimée sur base du caf, en d'autres termes, en prenant en compte les frais de transport et d'assurance liés à l'importation.

2.3.4 MOMENT D' ENREGISTREMENT

Dans certains cas, un délai s'écoule entre l'événement économique qui donne naissance au versement et le versement monétaire lui-même. Il faut donc choisir quel sera le moment d'enregistrement de l'événement. Par ailleurs, le montant à enregistrer peut varier suivant le choix retenu pour le moment. Ainsi, si le versement monétaire n'est jamais effectué pour cause de défaillance du débiteur, il y aura un enregistrement égal au versement prévu si l'on a choisi pour moment d'enregistrement la date de l'événement économique; par contre il n'y aura aucun enregistrement si l'on a choisi de retenir le moment du paiement effectif.

Le principe du SEC95 est de privilégier l'événement économique et de comptabiliser les flux sur base des droits constatés¹⁰.

⁹ Dans le SEC79, la production était évaluée à des prix de producteur (hors TVA). Contrairement au SEC95, le solde des autres impôts (p. ex. accises) et subventions sur les produits (D.214) était inclus dans l'évaluation de la production et, par conséquent, dans la valeur ajoutée. Cette modification rend plus difficile la comparaison de la valeur ajoutée des différentes branches entre le SEC79 et le SEC95, en particulier dans les branches où les sommes consacrées aux autres impôts et subventions sur les produits (D.214) sont importantes.

¹⁰ Il y a toutefois une réserve pour les recettes fiscales et parafiscales où il ne doit pas être tenu compte de la partie des recettes dues mais jamais recouvrées.

2.3.5 DIVERS

Il est possible de calculer des agrégats bruts, ceci avant déduction de la consommation de capital fixe (la nouvelle dénomination pour les amortissements), et nets (après prise en compte de la consommation de capital fixe).

La distinction entre production marchande et non marchande est traitée dans la partie 4 (4.2).

Le traitement de la production du secteur financier entre en ligne de compte dans le compte de production (voir 2.5.1). La notion de produit national brut, reprise dans les anciennes versions du SNA et du SEC, est remplacée par celle de revenu national brut parce qu'il s'agit plus d'un concept de revenu que de production (voir 2.5.3).

2.4 LES SECTEURS INSTITUTIONNELS

Les secteurs institutionnels sont décomposés en sous-secteurs selon des critères propres à chaque secteur¹¹. Ceci permet une meilleure description et analyse du comportement économique des unités. Les secteurs et les sous-secteurs, avec un commentaire pour le contexte belge, sont¹² :

2.4.1 LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES (S.11)

Le secteur des sociétés non financières regroupe les unités institutionnelles dont les opérations de répartition et les opérations financières sont distinctes de celles de leurs propriétaires et qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers.

Font partie de ce secteur:

- toutes les sociétés non financières;
- les agences belges d'entreprises étrangères sans personnalité juridique séparée (quasi-sociétés¹³)

¹¹ Remarquez que la notion juridique *association sans but lucratif (ASBL)* n'est pas pertinente pour la classification en secteurs du SEC95 basée sur des critères économiques.

¹² Cf. aussi le website de la Banque nationale de Belgique: <http://www.nbb.be/DQ/F/dq5f.htm> (CSI: classification des secteurs institutionnels).

¹³ Les quasi-sociétés ne sont pas dotées de la personnalité juridique mais elles disposent d'une comptabilité complète. Elles sont réputées jouir de l'autonomie de décision et sont par conséquent traitées comme des unités institutionnelles distinctes. Ceci implique par exemple que la valeur ajoutée générée par une telle succursale belge d'un constructeur de voitures étranger est compris dans le PIB belge.

- les asbl qui doivent être considérées comme producteurs marchands et par conséquent, reprises dans le S.11 (secrétariats sociaux, secteur des handicapés, certains instituts de recherche, etc.).

2.4.2 LES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES (S.12)

Le secteur des sociétés financières comprend l'ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) et/ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers).

L'intermédiation financière est l'activité par laquelle une unité institutionnelle acquiert des actifs financiers et, simultanément, contracte des engagements pour son propre compte par le biais d'opérations financières sur le marché. Les actifs et passifs des intermédiaires financiers présentent des caractéristiques différentes, ce qui suppose que, dans le cadre du processus d'intermédiation financière, les fonds collectés soient transformés ou regroupés sur la base de critères tels que l'échéance, le volume, le degré de risque, etc. Par activités financières auxiliaires, il faut entendre des activités étroitement liées à l'intermédiation financière.

2.4.2.1 Le sous-secteur de la banque centrale (S.121) et le sous-secteur des autres institutions financières monétaires (S.122)

La fonction principale du sous-secteur de la banque centrale consiste à émettre la monnaie, à maintenir sa valeur interne et externe et à gérer une partie ou la totalité des réserves de change du pays.

Le sous-secteur des autres institutions financières monétaires comprend toutes les unités exerçant, à titre principal, des activités d'intermédiation financière consistant à recevoir des dépôts et/ou des proches substituts des dépôts ainsi qu'à octroyer des crédits et/ou à effectuer des placements mobiliers pour leur propre compte. En Belgique, s'y trouvent les établissements de crédit et les organismes de placement collectif monétaires.

2.4.2.2 Le sous-secteur des autres intermédiaires financiers, à l'exclusion des sociétés d'assurance et des fonds de pension (S.123)

Ce sous-secteur regroupe toutes les unités dont la fonction principale consiste à fournir des services

d'intermédiation financière en souscrivant des engagements sous des formes autres que du numéraire, des provisions techniques d'assurance ou des dépôts et/ou des proches substituts des dépôts provenant d'unités institutionnelles autres que des sociétés financières monétaires.

En Belgique, ce sous-secteur comprend entre autres:

- les sociétés de leasing financier;
- les sociétés octroyant des crédits à la consommation;
- les sociétés octroyant d'autres crédits (principalement les crédits hypothécaires);
- les holdings financiers;
- les sociétés de factoring;
- les sociétés de bourse;
- les sociétés de portefeuille;
- les organismes de placement collectif autres que monétaires.

2.4.2.3 Le sous-secteur des auxiliaires financiers (S.124)

Ce sous-secteur comprend toutes les unités dont la fonction principale consiste à exercer des activités financières auxiliaires, c'est-à-dire des activités étroitement liées à l'intermédiation financière mais n'en faisant toutefois pas partie.

En Belgique, les auxiliaires bancaires et les auxiliaires d'assurance concernent entre autres:

- les agents de change, conseillers en placement et gestionnaires de fortune;
- les bureaux de change;
- les bureaux de représentation de banques étrangères;
- les institutions qui créent et exploitent les réseaux électroniques de paiements;
- les agents délégués des établissements de crédit;
- les intermédiaires en matière d'assurances.

2.4.2.4 Le sous-secteur des sociétés d'assurance et fonds de pension (S.125)

Ce sous-secteur regroupe toutes les unités dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière résultant de la mutualisation de risques.

Les contrats d'assurance peuvent être passés avec des individus et/ou des groupes d'individus, que la souscription soit ou non rendue obligatoire par les pouvoirs publics. En outre, une partie importante des contrats gérés peuvent être des contrats d'assurance sociale.

Ce sous-secteur comprend entre autres:

- les entreprises d'assurance sous contrôle de l'Office de Contrôle des Assurances (OCA) et les succursales européennes d'assurance;
- les sociétés de réassurance;
- les fonds de pension;
- l'Office national du Ducroire (OND);

2.4.3 LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

Ce secteur comprend toutes les unités institutionnelles qui sont des autres producteurs non marchands dont la production est destinée à la consommation individuelle et collective et dont la majeure partie des ressources provient de contributions obligatoires versées par des unités appartenant aux autres secteurs, et et/ou toutes les unités institutionnelles dont l'activité principale consiste à effectuer des opérations de redistribution du revenu et de la richesse nationale.

Font partie du secteur des administrations publiques les institutions sans but lucratif qui sont contrôlées et majoritairement financées par des administrations publiques

2.4.3.1 Le sous-secteur de l'administration centrale (S.1311)

Le sous-secteur de l'administration centrale comprend tous les organismes administratifs de l'Etat et autres organismes centraux dont la compétence s'étend normalement sur la totalité du territoire économique, à l'exception des administrations de sécurité sociale de l'administration centrale.

Pour la Belgique font partie de ce sous-secteur notamment les organes législatifs, les départements ministériels, les institutions scientifiques et culturelles, et les organismes d'intérêt public qui sont de la compétence des autorités fédérales.

2.4.3.2 Le sous-secteur des administrations d'Etats fédérés (S.1312)

Le sous-secteur des administrations d'Etats fédérés réunit les administrations qui, en qualité d'unités institutionnelles distinctes, exercent certaines fonctions d'administration à un niveau inférieur à celui de l'administration centrale et supérieur à celui des unités institutionnelles publiques locales, à l'exception des administrations de sécurité sociale des administrations d'Etats fédérés.

Font partie de ce sous-secteur notamment les organes législatifs, les départements ministériels, les institutions scientifiques et culturelles, et les organismes d'intérêt public qui sont de la compétence de la Région Bruxelles-Capitale, la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté flamande, ou de la Communauté germanophone.

2.4.3.3 Le sous-secteur des administrations locales (S.1313)

Le sous-secteur des administrations locales rassemble toutes les administrations publiques dont la compétence s'étend seulement sur une subdivision locale du territoire économique, à l'exception des administrations de sécurité sociale des administrations locales.

Font partie de ce sous-secteur, entre autres, les provinces et les communes.

2.4.3.4 Sous-secteur des administrations de sécurité sociale (S.1314)

Le sous-secteur des administrations de sécurité sociale réunit toutes les unités institutionnelles centrales, fédérées et locales dont l'activité principale consiste à fournir des prestations sociales et qui répondent aux deux critères suivants:

- certains groupes de la population sont tenus de participer au régime ou de verser des cotisations en vertu de dispositions légales ou réglementaires;
- les administrations publiques sont responsables de la gestion de ces unités.

Font partie de ce sous-secteur notamment l'Office national de l'emploi, l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, l'Office national de sécurité sociale.

2.4.4 MÉNAGES (S.14)

Ce secteur comprend les individus ou groupes d'individus tant dans leur fonction de consommateurs que dans celle d'entrepreneurs.

Dans leur fonction de producteur, les ménages sont des producteurs marchands ou des producteurs pour usage final propre. Comme producteur marchand sont reprises les unités qui produisent pour le marché, pour autant qu'elles n'ont pas de personnalité juridique séparée et qu'elles ne sont

pas traitées comme quasi-sociétés¹⁴. Normalement ces producteurs sont appelés les "indépendants".

Les producteurs pour usage final propre appartenant à ce secteur sont: les propriétaires-occupants produisant par convention des services de logement consommés par eux-mêmes, les personnes qui effectuent des travaux d'aménagement de leur propre habitation, les agriculteurs qui consomment une partie de leur production, les familles qui emploient du personnel de maison.

Dans leur fonction de consommateurs, les ménages peuvent se définir comme de petits groupes de personnes qui partagent le même logement, mettent en commun une partie ou la totalité de leurs revenus et de leur patrimoine et consomment collectivement certains biens et services, essentiellement le logement et l'alimentation.

2.4.5 INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MÉNAGES (S.15)

Ce secteur regroupe les unités dotées de la personnalité juridique qui servent les ménages et sont des autres producteurs non marchands privés. Leurs ressources principales, autres que celles résultant des ventes occasionnelles, proviennent de contributions volontaires (en espèces ou en nature) effectuées par les ménages, de versements provenant des administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété.

Lorsque ces institutions sont de faible importance, elles ne sont pas reprises dans le secteur, leurs opérations restant confondues avec celles des ménages. En pratique cela concerne toutes les associations sans but lucratif qui n'emploient pas de personnel.

Ce secteur couvre notamment deux grandes catégories d'ISBLSM qui fournissent des biens et des services non marchands aux ménages :

- Les syndicats, groupements professionnels, associations scientifiques, associations de consommateurs, partis politiques, églises et congrégations religieuses (y compris celles financées mais pas contrôlées par les administrations publiques), clubs sociaux, culturels, créatifs et sportifs;
- Les organismes de charité et associations de bienfaisance financés par des transferts volontaires en espèces ou en nature provenant

d'autres unités institutionnelles. Les organismes de charité et associations de bienfaisance au service d'unités non résidentes font partie du secteur S.15, contrairement aux unités pour lesquelles la qualité de membre donne droit à un ensemble prédéfini de biens et/ou de services.

2.4.6 RESTE DU MONDE (S.2)

Le reste du monde n'est pas un secteur possédant les caractéristiques des sous-secteurs de l'économie totale, mais regroupe les unités non résidentes dans la mesure où elles effectuent des opérations avec des unités résidentes ou ont d'autres relations économiques avec des unités résidentes.

Pour le reste du monde la séquence complète des comptes de l'économie totale n'est pas établie. Ce compte est établi en se plaçant du point de vue du reste du monde, pour lequel une ressource est un emploi pour l'économie totale, et vice-versa.

Le reste du monde est subdivisé en Union Européenne (S.21) et en pays tiers et organisations internationales (S.22). L'Union Européenne est elle-même subdivisée en Etats membres (S.211) et Institutions de l'Union Européenne (S.212).

2.5 LE SYSTÈME DE COMPTES

Dans la partie 'réelle' des comptes nationaux abordée dans cette publication, seuls sont pris en considération les comptes jusques et y compris le compte de capital. Les points suivants traitent des comptes de secteurs qui font partie de l'économie totale.

Les opérations financières et les autres changements d'actifs (changements de volume et gains/pertes de détention) sont abordés dans les comptes financiers, respectivement dans le compte des autres changements de volume d'actifs. A l'avenir, des comptes de patrimoine (bilans) seront également établis pour les différents secteurs.

2.5.1 LE COMPTE DE PRODUCTION

Le compte de production est utilisé pour obtenir l'un des soldes les plus importants du système: la *valeur ajoutée* (la valeur générée par une unité de production). La valeur ajoutée est pertinente pour les secteurs institutionnels et pour les branches.

¹⁴ En l'absence de comptes annuels ou d'enquête structurelle, toutes les entreprises sans personnalité juridique – également celles qui peuvent être considérées comme "grandes entreprises" – sont reprises dans le secteur des ménages.

Dans le compte de production de l'économie totale, on obtient un agrégat essentiel: le *produit intérieur brut*.

Vu que la production output, et donc la valeur ajoutée, est évalué aux prix de base, c'est-à-dire hors tous les impôts sur les produits¹⁵ et y compris subventions sur les produits, et vu que les emplois (provenant de la production et de l'importation) sont évalués aux prix d'acquisition, c'est-à-dire y compris les impôts sur les produits et hors subventions sur les produits, il faut, pour faire correspondre l'évaluation de l'optique production à l'optique dépense, additionner à la valeur ajoutée le solde des impôts et des subventions sur les produits pour obtenir le PIB au prix du marché.

Le calcul de la valeur de la production du secteur financier est explicitement défini par le SEC95. Outre les commissions diverses perçues en échange de leurs services, la production des intermédiaires financiers (autres que les sociétés d'assurance et les fonds de pension) est égale au total des revenus de la propriété qu'ils ont perçus diminué du total des intérêts qu'ils ont versés. Sont exclus de ce montant les revenus générés par le placement de leurs fonds propres (puisque ces revenus ne sont pas liés à leur activité d'intermédiaires). Les services dont la valeur est déterminée ainsi, sont appelés "services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)".

L'emploi de ces services est nécessairement enregistré ailleurs dans les comptes. Puisqu'il est très difficile de déterminer la partie consommée par chaque secteur institutionnel, la valeur de la production est provisoirement¹⁶ attribuée dans sa totalité à la consommation intermédiaire d'un secteur fictif/une branche fictive. Ce secteur/cette branche ne produit pas lui(elle)-même des biens ou des services et aura par conséquent une valeur ajoutée négative (du même montant que la valeur de la production). Comme le PIB est déterminé à partir de la somme des valeurs ajoutées, la production des services d'intermédiation financière indirectement mesurés n'aura aucune influence sur le niveau du PIB.

Quant au calcul de la production des sociétés d'assurance, voir la partie 5 (5.2).

¹⁵ Les principaux types sont la TVA et les accises.

¹⁶ En exécution du Règlement 448/98 du Conseil, les Etats-membres doivent tester différentes méthodes d'allocation des SIFIM aux différents secteurs institutionnels au cours d'une période d'essai de 5 ans. Avant le 31 décembre 2002 une décision définitive par rapport à la méthode à appliquer devrait être prise.

2.5.2 LE COMPTE D'EXPLOITATION

Le compte d'exploitation indique quels secteurs, sous-secteurs ou branches sont la source du revenu primaire. Ce compte permet une analyse de la mesure dans laquelle la valeur ajoutée couvre la rémunération des travailleurs et le solde des autres impôts et subventions sur la production. Il mesure l'*excédent d'exploitation* comme le surplus (ou le manque) de moyens des activités de production avant que soit prise en compte la rémunération des propriétaires ou des créanciers de l'entreprise, et sans prendre en considération les revenus de la propriété.

Pour les entreprises sans personnalité juridique du secteur des ménages, le solde du compte d'exploitation contient implicitement un élément qui correspond à la rémunération pour le travail presté par le propriétaire ou des membres de sa famille, qui ne peut être dissocié du bénéfice obtenu comme chef d'entreprise. C'est pourquoi on parle de "revenu mixte".

2.5.3 LE COMPTE D'AFFECTATION DES REVENUS PRIMAIRES

Le compte d'affectation des revenus primaires indique quels secteurs reçoivent les revenus primaires (excédent d'exploitation/revenu mixte, rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations, subventions et revenus de la propriété), et quels secteurs versent des revenus de la propriété. Le solde de ce compte donne le *revenu primaire*.

Pour l'ensemble des résidents, on obtient ainsi le *revenu national*. Le revenu national brut équivaut au produit intérieur brut moins les revenus primaires que les unités résidentes versent aux unités non-résidentes, plus le revenu primaire que les unités résidentes reçoivent de l'étranger.

2.5.4 LE COMPTE DE DISTRIBUTION SECONDAIRE DU REVENU

Le compte de distribution secondaire du revenu montre comment le solde du revenu primaire d'un secteur institutionnel est redistribué par les impôts courants sur le revenu et le patrimoine, les cotisations sociales et les prestations sociales (autres que transferts sociaux en nature), et les autres transferts courants (entre autres, primes nettes et indemnités d'assurance-dommages).

Le solde de ce compte est le *revenu disponible* avant transferts en capital et avant attribution des

ajustements pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension. Ce revenu, issu des opérations courantes, est disponible pour la consommation et l'accumulation.

2.5.5 LE COMPTE DE REDISTRIBUTION DU REVENU EN NATURE

Le compte de redistribution du revenu en nature donne une vision plus large du revenu des ménages que le compte de distribution secondaire du revenu, parce qu'il prend en compte les flux avec les emplois des biens et des services individuels que les ménages reçoivent gratuitement, notamment les transferts sociaux en nature.

Le solde de ce compte est le *revenu disponible ajusté*.

2.5.6 LE COMPTE D'UTILISATION DU REVENU

Pour les secteurs institutionnels qui ont une consommation finale, le compte d'utilisation du revenu indique comment le revenu disponible (et le revenu disponible ajusté) se partage entre consommation et épargne. Dans le système, il est seulement question de consommation pour les administrations publiques, les isbl au service des ménages et les ménages.

Le compte d'utilisation du revenu disponible comprend la notion de dépense de consommation par les secteurs concernés. Dans le compte d'utilisation du revenu disponible ajusté apparaît la notion de consommation finale effective qui correspond à la valeur des biens et services réellement disponible pour la consommation des ménages, même si leur achat est payé par les administrations publiques ou les isbl au service des ménages. La différence entre les deux concepts est une innovation du SEC95. Voir la partie 4 (4.3.2). Les deux comptes indiquent le même solde, en l'occurrence l'*épargne*.

L'épargne est le montant (positif ou négatif) qui résulte des opérations courantes et qui constitue le lien avec les comptes d'accumulation. En cas d'épargne positive, la part de revenu non allouée à la consommation est utilisée pour l'acquisition d'actifs et pour le règlement de dettes. Si l'épargne est négative, certains actifs sont liquidés ou certaines dettes s'accroissent.

2.5.7 LE COMPTE DES TRANSFERTS EN CAPITAL

Un premier volet du compte de capital concerne les variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital

Outre l'épargne, les transferts en capital peuvent influencer les moyens totaux disponibles pour investir.

Le solde de ce compte donne les *variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital*.

2.5.8 LE COMPTE DES ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS

Le compte des acquisitions d'actifs non financiers constitue le deuxième volet du compte de capital et enregistre le solde des acquisitions et des cessions d'actifs non financiers produits et non produits (respectivement formation brute de capital fixe et principalement terrains). Le solde de ce compte est *la capacité (ou besoin) de financement* et est en principe égal au solde du compte financier.

Les secteurs dont le solde de l'épargne et des transferts en capital est supérieur aux acquisitions nettes des actifs non financiers ont une capacité de financement (et constitueront donc des actifs nets financiers); les secteurs enregistrant un besoin de financement nécessitent par solde des moyens financiers supplémentaires pour financer leur formation de capital.

2.6 LE COMPTE DE BIENS ET SERVICES

Les opérations sur produits enregistrées dans les comptes des secteurs résidents et dans le compte du reste du monde sont également enregistrées en contrepartie dans le compte de biens et services.

Nous en arrivons à un système fermé de double comptabilisation qui se doit a priori d'être en équilibre.

2.7 LE TABLEAU DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS

2.7.1 ESQUISSE DU CADRE ENTRÉES-SORTIES DANS LE SEC95

Le SEC95 décrit un cadre entrées-sorties qui comporte trois types de tableaux: le tableau des ressources et des emplois (TRE), un tableau qui fait un lien entre le tableau des ressources et des

emplois et les comptes par secteur, et les tableaux entrées-sorties symétriques.

Aussi bien le TRE que les tableaux entrées-sorties symétriques offrent un aperçu intégré et détaillé de la composition des ressources et des emplois des biens et services, ainsi que des différentes composantes de la valeur ajoutée.

Parce que les unités d'activité économique au niveau local ne sont pas suffisamment homogènes pour l'analyse des relations techniques et économiques dans le processus de production qu'on veut faire dans le cadre des tableaux entrées-sorties symétriques, les unités statistiques utilisées pour la compilation du TRE et de plusieurs tableaux par branche d'activité, sont plus homogénéisées. Si une unité institutionnelle exerce une activité principale et une ou plusieurs activités secondaires, elle sera découpée en autant d'*unités de production homogène*. Ces dernières unités sont délimitées au moyen d'une nomenclature de produits, et regroupées en *branches homogènes*¹⁷.

Le tableau entrées-sorties symétrique est établie aux prix de base, le SEC95 prévoit une distinction entre le tableau de la production intérieure et le tableau des importations.

Le tableau reliant les tableaux des ressources et des emplois aux comptes des secteurs est dans l'application belge du SEC95 une partie systématique de l'élaboration des comptes. Ceci garantit la cohérence des comptes des secteurs et des tableaux par branche d'activité pour les variables qui figurent dans le compte de production et le compte d'exploitation.

2.7.2 LA STRUCTURE ET LA FONCTION DU TABLEAU DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS

Les tableaux des ressources et des emplois sont des matrices qui contiennent en ligne l'information détaillée concernant les groupes des produits, et en colonne les classements détaillés pour les différents types des ressources et emplois.

Le tableau des ressources présente l'offre provenant de la production intérieure et de l'importation. Vu que la production est valorisée aux prix de base, et l'emploi aux prix d'acquisition (cf. 2.3.3), des colonnes pour les marges commerciales et de transport, et les impôts et subventions sur produits sont nécessaires.

Le tableau des emplois répartit les ressources aux prix d'acquisition en consommation intermédiaire par branche d'activité, en dépenses de consommation finale, en formation brute de capital et en exportations. Les dépenses de consommation finale sont réparties en dépense de consommation finale par les ménages, par les institutions sans but lucratif au service des ménages, et par les administrations publiques. La formation brute de capital est répartie en formation brute de capital fixe, en variation des stocks, et en acquisitions moins cessions d'objets de valeur.

Le tableau des emplois contient aussi les éléments de la valeur ajoutée par branche.

Deux identités lient le tableau des ressources à celui des emplois:

- l'identité par branche: la production par branche est égale aux entrées par branche. Les entrées comprennent la somme de la consommation intermédiaire et des composantes de la valeur ajoutée.
- l'identité par produit: le total des ressources par produit est égal au total des emplois par produit. Pour chaque produit, l'égalité suivante se vérifie donc: la somme de la production, des importations, des marges et des impôts nets sur produit est égal à la somme de la consommation intermédiaire, des dépenses de consommation finale, de la formation brute de capital et des exportations.

Dans le tableau des ressources et des emplois, la production, les revenus et les emplois liés à cette production sont enregistrés de manière détaillée. De ce fait, le PIB aux prix du marché peut être calculé de trois façons:

- la somme des valeurs ajoutées brutes (aux prix de base) des différentes branches d'activité augmentée des impôts moins les subventions sur les produits
- la somme des éléments du revenu: rémunération des salariés, excédent brut d'exploitation et revenu mixte, impôts sur la production et les importations moins subventions
- la somme des emplois finals de biens et services par les unités résidentes et les exportations nettes (exportations - importations).

La fonction principale du cadre du tableau des ressources et des emplois est d'obtenir un calcul cohérent et plausible des trois optiques du PIB.

¹⁷ Classification des produits associée aux activités, CPA 1993. Règlement n° 3696/93 du Conseil du 29 octobre 1993.

3 INTRODUCTION DU SEC95 EN BELGIQUE

La mise en place du SEC95 est un défi considérable pour la Belgique, comme pour la plupart des pays. Le SEC95 est plus exigeant pour la qualité des comptes nationaux et élargit les exigences de notification aux autorités européennes.

Au lieu d'adapter les comptes nationaux existants, le passage du SEC79 au SEC95 a été l'occasion, pour la Belgique, de revoir en profondeur sa méthode d'établissement des comptes nationaux, aussi bien au niveau du choix des données de base qu'au niveau de la méthode de calcul dans un cadre d'intégration cohérent. Les principales innovations concernant les données de base et la méthode de calcul sont expliquées brièvement ci-dessous.

3.1 MODIFICATIONS CONCERNANT LES DONNÉES DE BASE

Le passage au SEC95 a donné lieu non seulement à une révision fondamentale des données de base utilisées pour établir les comptes nationaux mais également à une extension de celles-ci. Les principes appliqués sont l'utilisation systématique d'un répertoire des unités de production basé sur le registre des entreprises exhaustif, et l'exploitation maximale des données administratives, complétées par des informations statistiques et des résultats d'enquêtes.

3.1.1 REGISTRE DES ENTREPRISES ET RÉPERTOIRE DES UNITÉS DE PRODUCTION

Le répertoire des unités de production est systématiquement employé. Ce répertoire est basé sur le registre des entreprises géré par l'INS, dénommé DBRIS¹⁸. Le registre des entreprises contient, par conséquent, l'ensemble des employeurs, des personnes morales belges et des assujettis à la TVA. Peuvent faire partie de ces deux dernières catégories tant des employeurs que des non-employeurs.

Le répertoire est composé de deux parties:

Un premier fichier contient les données d'identification des unités institutionnelles. Cela signifie, concrètement, que ce fichier établit le lien

¹⁸ DBRIS est l'abréviation de "Database des Redevables de l'Information Statistique de l'INS".

entre le numéro de TVA ou le numéro national¹⁹, d'une part, et le numéro d'identification utilisé par l'Office national de la sécurité sociale (ONSS) ou l'Office national de la sécurité sociale des administrations provinciales et locales (ONSSAPL) d'autre part.

Un second fichier contient un ensemble de caractéristiques des unités institutionnelles²⁰, dont trois jouent un rôle-clé dans les calculs, à savoir:

- un code NACE-BEL, qui indique à quelle branche d'activité appartient chaque unité;
- un code sectoriel, qui indique à quel secteur institutionnel appartient chaque unité;
- un code de catégorie, qui indique la source de données privilégiée lors du calcul. Ce choix dépend des données de base disponibles par unité institutionnelle.

Toutes les données individuelles des entreprises sont agrégées selon les caractéristiques reprises dans le répertoire, ce qui est essentiel pour la cohérence des résultats. En d'autres termes, toute agrégation de base de données administratives est réalisée à l'aide de la combinaison branche d'activité-secteur-catégorie la plus détaillée.

L'utilisation d'un tel répertoire est cruciale pour obtenir des résultats complets et fiables. En effet, le répertoire contient toutes les unités de production, à l'exception des indépendants non assujettis à la TVA qui n'emploient pas de personnel. Pour cette dernière catégorie, dont font notamment partie les agriculteurs et ceux qui exercent une profession libérale, les calculs se font en dehors du répertoire.

3.1.2 DONNÉES ADMINISTRATIVES

Le choix s'est délibérément porté sur une exploitation maximale des données administratives. En effet, ce choix présente des avantages importants. Il s'agit d'informations exhaustives et détaillées, traitées à des fins administratives et donc disponibles à relativement court terme. Afin de garantir la qualité et la cohérence des résultats, on a choisi de travailler avec les données individuelles

¹⁹ Pour les personnes morales assujetties à la TVA, le numéro de TVA et le numéro national sont les mêmes.

²⁰ Les unités institutionnelles ne sont pas seulement les unités de base de l'établissement des comptes sectoriels, mais également celles des agrégats par branche. Cette méthode de travail s'écarte des recommandations du SEC95, selon lequel les unités locales d'activité économique sont les unités les plus pertinentes dans le calcul des agrégats par branche. Ce choix des unités institutionnelles se justifie par la disponibilité et la qualité des informations de base.

des entreprises, ce qui permet une analyse très détaillée. L'utilisation de données administratives à des fins statistiques a pour grand avantage qu'elle n'entraîne pas d'alourdissement de la charge statistique pour les entreprises. Les données administratives peuvent avoir pour inconvénient que les déclarations éventuellement sous-estimées ne donnent pas une image exhaustive de la réalité. La méthode de travail appliquée dans l'établissement des comptes nationaux, à savoir la confrontation des données de base dans le cadre d'un tableau des ressources et des emplois offre toutefois la possibilité d'en minimiser les conséquences sur les agrégats.

Les principales sources de données administratives sont les comptes annuels déposés à la Centrale des bilans, les schémas comptables des institutions financières, les données de l'ONSS et de l'ONSSAPL sur les salaires et les cotisations sociales, les données de la TVA sur le chiffre d'affaires et les achats et les données budgétaires des administrations publiques. Ces informations de base sont bien plus larges que les sources qui étaient exploitées jusqu'à présent dans le calcul des comptes nationaux. C'est surtout l'utilisation des informations issues des comptes annuels, sur lesquelles se basent 90 p.c. de la valeur ajoutée des sociétés non financières, qui constitue l'une des innovations les plus fondamentales introduites dans le cadre du SEC95.

3.1.3 EXPLOITATION D'INFORMATIONS STATISTIQUES ET DE RÉSULTATS D'ENQUÊTES

Les informations statistiques existantes sont, elles aussi, exploitées au mieux. Ainsi, les statistiques sur le commerce extérieur et la balance des paiements constituent la base des estimations portant sur les exportations et les importations de biens et de services et la base de l'établissement du compte du reste du monde. Les données Prodcom sont principalement utilisées pour les tableaux des ressources et des emplois, puisqu'elles fournissent des informations sur la nature de la production. Les estimations concernant l'agriculture se basent sur les statistiques du Centre d'économie agricole (CEA).

Les résultats d'enquêtes spécifiques sont également utiles dans l'établissement des comptes nationaux. Les données des enquêtes structurelles sont exploitées dans deux optiques. D'une part, ces données permettent d'effectuer des corrections afin de passer des agrégats administratifs de ventes et achats aux concepts du SEC95 que sont la production et la consommation intermédiaire. D'autre part, les enquêtes structurelles permettent de déduire des clés de répartition afin de ventiler la

production et la consommation intermédiaire par branche d'activité dans les biens et services concernés. L'enquête sur le budget des ménages est utilisée pour donner une estimation directe, pour certains produits, des dépenses de consommation des ménages. Les résultats de la "Panel Study of Belgian Households" sont utilisés pour l'estimation des services de logement, alors que l'enquête menée auprès des administrations locales fournit des données pour l'établissement du compte des administrations locales.

3.2 PRINCIPE DE BASE DE LA NOUVELLE MÉTHODE DE TRAVAIL

La cohérence entre les comptes des secteurs et les variables par branche d'activité d'une part, et standardisation et uniformisation poussée au maximum d'autre part sont les deux principes²¹ de base de la nouvelle méthode de travail.

3.2.1 COHÉRENCE ENTRE LES COMPTES DE SECTEURS ET LES BRANCHES D'ACTIVITÉ

Afin d'obtenir une cohérence entre les comptes sectoriels et les variables par branche d'activité le calcul des agrégats de base est exécuté tant au niveau des branches qu'au niveau des secteurs.

Ce double calcul est prévu pour un nombre de variables comme la production, la consommation intermédiaire, la rémunération des salariés, la consommation de capital fixe, le solde des autres impôts et subventions sur la production, l'excédent d'exploitation nette et la formation brut de capital fixe. Pour faire le passage des branches d'activités aux secteurs (et inversement), on utilise la combinaison code NACE et code sectoriel. Ces informations sont stockées pour chaque entreprise individuelle dans le répertoire (voir 3.1.1).

Pour les sociétés non financières et les ménages, les grands agrégats de base portant sur la production, la consommation intermédiaire, la valeur ajoutée et la formation brute de capital fixe sont calculés dans le cadre des tableaux emplois et ressources. Afin de garantir la fiabilité des résultats, les calculs doivent être faits au niveau de détail le plus poussé possible. Pour ce faire, les agrégats par branche sont calculés sur la base des sources administratives dont les agrégats doivent être déduits selon le SEC95. Outre les adaptations dues aux différences de contenu, on procède aussi à des corrections visant à prendre en compte la sous-

²¹ De plus amples informations à ce sujet se trouvent dans la publication "Comptes nationaux 1998 - Partie 1, estimation des agrégats annuels", publiée en avril 1999.

estimation des données administratives, conséquence du travail au noir et de la fraude fiscale.

Pour les sociétés financières et les administrations publiques, le calcul des grands agrégats se fait dans le cadre des comptes sectoriels. Etant donné le caractère complet et uniforme des données de base utilisées à cette fin, ces données peuvent être exploitées au niveau des différents sous-secteurs. Ces résultats sont repris tels quels dans les tableaux des ressources et des emplois. Cette méthode de travail est également utilisée pour les institutions sans but lucratif au service des ménages.

3.2.2 STANDARDISATION ET UNIFORMISATION POUSSÉE MAXIMALE

Le calcul du PIB et du RNB à prix courants se fait en trois étapes.

Dans une première phase, on calcule les agrégats concernant la production, la consommation intermédiaire et la valeur ajoutée. Ce calcul est fait sur le niveau le plus détaillé (suivant les branches, les calculs de base se font par nace 3, 4 ou 5 digits).

Dans une seconde phase, les agrégats principaux de la production et de la consommation intermédiaire sont réunis dans le cadre des tableaux des ressources et des emplois ou ils sont répartis en groupes de produits. Cette ventilation initiale se fait au moyen de clés de répartition qui s'appuient sur les résultats des enquêtes structurelles. Les tableaux des ressources et des emplois sont complétés au moyen d'informations par groupe de produit concernant les exportations et les importations de biens et de services, la formation brute de capital, les dépenses de consommation finale, le solde des impôts et subventions sur les produits, les marges commerciales et les marges de transport. En outre, dans les tableaux emplois et ressources il y a aussi des ajustements pour le travail au noir et la fraude fiscale.

Lorsque toutes les données pertinentes ont été introduites dans les tableaux, des déséquilibres entre les ressources et les emplois totaux par groupe de produits pourraient cependant apparaître. La qualité des estimations n'est en effet pas la même pour chaque agrégat. Pour remédier à ces déséquilibres, dans une troisième phase, les tableaux des ressources et des emplois sont "intégrés". Cela signifie que, sur la base d'informations complémentaires et d'un certain nombre d'hypothèses, on tâche de faire disparaître

progressivement des tableaux autant de déséquilibres par groupe de produits que possible. Par étapes, ce procédé permet de corriger la plupart des déséquilibres. Les légères différences qui subsistent sont corrigées par l'application d'une procédure itérative.

De ces étapes de travail résultent finalement deux équilibres fondamentaux:

- un équilibre par groupe de produits entre les ressources (production par branche d'activité, importations et impôts sur les produits moins subventions et marges commerciales et de transport) et les emplois (consommation intermédiaire par branche d'activité, consommation finale, formation brute de capital, exportation);
- un équilibre par branche d'activité entre la production et la somme de la consommation intermédiaire et la valeur ajoutée (rémunération des salariés, excédent brut d'exploitation et autres impôts sur la production moins subventions sur la production).

Les trois optiques de calcul du PIB, qui se retrouvent implicitement dans les tableaux des ressources et des emplois, sont harmonisées entre elles pendant ce processus.

Les tableaux des ressources et des emplois constituent également le cadre du calcul des agrégats à prix constants. On obtient ces agrégats en déflatant chaque composante des ressources et des emplois des différents groupes de produits au moyen de l'indice des prix adéquat. Par analogie avec la procédure d'intégration à prix courants, l'établissement d'un tableau des ressources et des emplois à prix constants par groupe de produits doit donner comme résultat²² un équilibre entre les ressources et les emplois.

En Belgique, l'arbitrage du tableau emplois-ressources de l'année 1995 ne peut actuellement pas encore être considéré comme achevé. En effet, ce tableau servira de base pour les tableaux ultérieurs et est dès lors d'une importance cruciale pour la qualité des résultats. En tout état de cause, quelle que soit la qualité atteinte, il n'est pas exclu que des révisions soient encore nécessaires dans le futur suite à une amélioration des données disponibles.

²² Etant donné qu'en l'an 1 le tableau des ressources et des emplois de l'année t-1 n'est pas encore disponible, les agrégats de la production et de la consommation intermédiaire à prix constants s'obtiennent en déflatant la production totale et la consommation intermédiaire totale par branche d'activité au moyen d'un déflateur pondéré. Les coefficients de pondération seront dérivés de la structure de l'output et l'input du dernier tableau disponible des ressources et des emplois.

4 PRINCIPALES DIFFERENCES ENTRE LE SEC79 ET LE SEC95

4.1 GENERALITES

Lors de l'établissement des comptes nationaux, que ce soit dans le SEC79 ou dans le SEC95, le PIB peut être estimé selon trois optiques: l'optique de la production (somme des valeurs ajoutées brutes des différentes branches d'activité ou secteurs plus les impôts nets sur les produits), l'optique des dépenses (somme des dépenses de consommation finale, des investissements et des exportations nettes) et l'optique des revenus (somme des salaires et de l'excédent brut d'exploitation plus les impôts nets sur la production et les importations).

Si l'on compare les agrégats de la version SEC79 avec ceux de la version SEC95, on constate des différences, tant en ce qui concerne le niveau que

la composition du PIB. Ces différences trouvent leur origine tant dans les différences conceptuelles entre les deux systèmes de comptes nationaux que dans les sources utilisées et les méthodes de compilation.

Globalement, l'introduction de la nouvelle méthodologie des comptes nationaux (concepts, sources et méthodes) a un effet à la hausse sur le PIB de 61 milliards (+0,8 p.c.). Dans la mesure où l'impact des différences conceptuelles est plus élevé (150 milliards ou 1,9 p.c.) que ce montant, on peut conclure que les anciens comptes surestimaient quelque peu le niveau du PIB.

COMPARAISON DU PIB SELON LE SEC79 ET LE SEC95

1995	
<i>A prix courants, en milliards de francs</i>	
PIB selon SEC95 (a)	8.129
PIB selon SEC79 (b)	8.068
Différence SEC95/SEC79 (a) - (b)	61
Effet des différences conceptuelles (c)	150
Effet des nouvelles sources et méthodes (a) - (b) - (c)	-89

Les différences de concepts et de définitions sont exposées au point 4.2.

Ensuite, au point 4.3, la structure du PIB selon les trois optiques est comparée suivant l'ancien et le nouveau système, pour l'année de base 1995.

4.2 DIFFERENCES DE DEFINITION ENTRE LE SEC79 ET LE SEC95, AYANT DES CONSEQUENCES SUR LE PIB OU LE RNB

Un aperçu de toutes les différences de définition entre le SEC79 et le SEC95 est repris dans la publication «Comptes nationaux 1998 - Partie 1 : Estimations des agrégats annuels», sous le point 2.2.2. Ce qui suit présente uniquement des éclaircissements sur les éléments qui sont significatifs pour la Belgique. Les montants mentionnés se réfèrent à l'année 1995. Sous ce point 4.2 est repris un tableau dans lequel chaque

différence conceptuelle est analysée selon les trois optiques.

4.2.1 ASSURANCES

Dans le SEC95, la méthode de calcul de la production des sociétés d'assurance a été modifiée. Tant la production d'assurances-vie que celle d'assurances-dommages sont calculées, selon le SEC95, comme la somme des primes effectivement perçues et les suppléments de primes, moins la somme des indemnités dues et les accroissements des réserves actuarielles. La nouveauté, tant pour les assurances-vie que pour les assurances-dommages, réside dans le fait que l'on tient compte du montant total du revenu du placement des provisions techniques.

APERCU DETAILLE DES DIFFERENCES CONCEPTUELLES

A prix courants, en milliards de francs

1995		SEC95	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i) = (a)++(h)	SEC95 converti en SEC79 (j)	(k) = (j) - (l)	SEC79 publié (l)
Production	P.1	16.504,6	-42,4	-36,8	-3,9	-60,5	-0,1	-3,8		-29,7	-177,2	16.327,4		
Consommation intermédiaire	P.2	9.194,2	-8,3	16,0	9,6		-1,4			-48,1	-32,2	9.162,0		
Valeur ajoutée brute	B.1g	7.310,4	-34,1	-52,8	-13,5	-60,5	1,3	-3,8		18,4	-145,0	7.165,4		7.458,2
Impôts sur les produits	D.21	929,0							-5,0		-5,0	924,0		
Subventions sur les produits	D.31	110,5										110,5		
Impôts nets sur les produits	D.21-D.31	818,5							-5,0		-5,0	813,5		609,9
Produit intérieur brut	B.1g+D.21-D.31	8.128,9	-34,1	-52,8	-13,5	-60,5	1,3	-3,8	-5,0	18,4	-150,0	7.978,9	-89,2	8.068,1
Dépenses de consommation finale	P.3	6.129,5	-32,4	-3,9	-60,5	1,3			-5,0		-100,5	6.029,0	-224,1	6.253,1
Ménages	S.14	4.278,7	-31,8						-5,0		-36,8	4.241,9		5.071,2
ISBLSM	S.15	105,8	-0,5								-0,5	105,3		
Administrations publiques	S.13	1.745,0	-0,1	-3,9	-60,5	1,3					-63,2	1.681,8		1.181,9
Formation brute de capital	P.5	1.669,4		-52,8	-9,6			-3,8			-66,2	1.603,2	140,4	1.462,8
Formation brute de capital fixe	P.51	1.652,4		-52,8	-9,6			-3,8			-66,2	1.586,2	156,0	1.430,2
Variation de stocks	P.52	17,0										17,0	-15,6	32,6
Exportations	P.6	5.702,4	-1,7							-29,7	-31,4	5.671,0	276,4	5.394,6
Importations	P.7	5.372,4								-48,1	-48,1	5.324,3	281,9	5.042,4
Exportations nettes	P.6-P.7	330,0								18,4	18,4	348,4	-3,8	352,2
Produit intérieur brut	P.3+P.5+P.6-P.7	8.128,9	-34,1	-52,8	-13,5	-60,5	1,3	-3,8	-5,0	18,4	-150,0	7.978,9	-89,2	8.068,1
Rémunération des salariés	D.1	4.229,2										4.229,2	49,5	4.179,7
Excédent brut d'exploitation/revenu mixte (+)	B.2g+B.3g	2.982,1	-34,1	-52,8	-13,5	-60,5	-0,1	-3,8		18,4	-146,4	2.835,7		3.092,4
Impôts sur la production et les importations (+)	D.2	1.082,3					1,4				-3,6	1.078,7		992,1
Subventions (-)	D.3	164,7										164,7		196,1
Produit intérieur brut	D.1+B.2g+B.3g+D.2-D.3	8.128,9	-34,1	-52,8	-13,5	-60,5	1,3	-3,8	-5,0	18,4	-150,0	7.978,9	-89,2	8.068,1

Puisque le point de départ est un montant SEC95, un montant négatif signifie une révision à la hausse du PIB et inversement

- (a) Assurances
- (b) Logiciel
- (c) Equipements militaires
- (d) Consommation de capital fixe relative aux routes, ponts, etc.
- (e) Distinction marchand/non marchand
- (f) Oeuvres récréatives, littéraires ou artistiques originales
- (g) Taxes à l'immatriculation des automobiles, acquittées par les ménages
- (h) Licences d'utilisation d'actifs incorporels non produits
- (k) Ces différences doivent être interprétées avec prudence car le traitement de certains impôts et subsides diffère dans les deux systèmes. C'est pour cette raison que la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation, entre autres, ne sont pas comparables.

Ce montant est intégralement imputé aux titulaires de polices d'assurance, avant de revenir aux sociétés d'assurance sous la forme de suppléments de primes, qui constituent un complément des primes à payer. Dans le SEC79, seule la part de l'intérêt total "accru" destinée au titulaire de la police (dans le cadre d'une assurance-vie) était reprise dans la production.

L'incidence sur le PIB de cette nouvelle méthode d'enregistrement se chiffre à 34,1 milliards. Du côté des dépenses, on en retrouve des contreparties dans la consommation des ménages (+31,8 milliards) et les exportations (+1,7 milliards). L'excédent brut d'exploitation augmente quant à lui de 34,1 milliards; la répartition par secteur de l'excédent brut d'exploitation est également affectée: dans le secteur des assurances, on observe un accroissement de 42,4 milliards, tandis que dans les autres secteurs (qui enregistrent une consommation intermédiaire plus élevée à cause des primes payées pour les assurances-dommages) se produit une baisse de 8,3 milliards.

4.2.2 LOGICIELS ET GRANDES BASES DE DONNEES

Dans le SEC79, tous les logiciels achetés étaient considérés comme une consommation intermédiaire, à l'exception des logiciels pré-installés. Dans le SEC95, par contre, les achats de logiciels et de grandes bases de données, utilisés pendant un an au moins dans le processus de production, sont enregistrés dans la formation brute de capital fixe comme actif fixe incorporel. Ceci est valable également pour la production de logiciels et de grandes bases de données pour compte propre.

L'effet de cette différence de définition sur le PIB se chiffre à 52,8 milliards. La formation brute de capital fixe et l'excédent brut d'exploitation augmentent du même montant.

4.2.3 EQUIPEMENT ET VEHICULES MILITAIRES, A L'EXCEPTION DES ARMES

Dans le SEC79, l'achat de biens durables à des fins militaires était enregistré comme une consommation intermédiaire et non comme une formation brute de capital fixe. Dans le SEC95, par contre, les bâtiments, champs d'aviation, véhicules militaires, etc. pouvant être également utilisés à des fins civiles font partie de la formation brute de capital fixe. Les armes de destruction militaires continuent à être enregistrées, par convention, comme consommation intermédiaire et non comme formation brute de capital fixe. Etant donné que la défense nationale est une activité non marchande, dont la production est par conséquent évaluée

comme la somme des coûts de production, cette dernière augmente avec la consommation de capital fixe liée aux biens de capital précités.

L'incidence de ces modifications sur le PIB est de 13,5 milliards. La formation brute de capital fixe augmente à concurrence du montant des achats retirés de la consommation intermédiaire (9,6 milliards), tandis que les dépenses de consommation finale et la production des administrations publiques augmentent du montant des amortissements additionnels (3,9 milliards). L'excédent brut d'exploitation s'accroît également de 13,5 milliards.

4.2.4 CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE RELATIVE AUX ROUTES, PONTS, ETC.

Dans le SEC79, la consommation de capital fixe était calculée pour tous les actifs fixes reproductibles, à l'exception des biens d'équipement d'usage collectif à durée de vie indéterminée (routes, ponts, etc.). Selon le SEC95, la consommation de capital fixe doit être calculée pour tous les actifs fixes, à l'exception des animaux. La consommation de capital fixe est, par conséquent, étendue à l'amortissement des routes, des ponts, etc. . Etant donné que la production des administrations publiques est estimée comme la somme des coûts, dont fait partie la consommation de capital fixe, ce changement de définition a un effet important, à la hausse, sur l'estimation de la production des administrations publiques.

En conséquence, la valeur ajoutée, les dépenses de consommation finale et le résultat brut d'exploitation des administrations publiques augmentent de 60,5 milliards.

4.2.5 DISTINCTION MARCHAND - NON MARCHAND

Dans les comptes nationaux, la production des producteurs non marchands n'est pas estimée selon la méthode générale mais, par convention, est calculée comme la somme des coûts de production. Par conséquent, la distinction entre production marchande et non marchande est essentielle. Les règles de classification des unités de production en producteurs marchands et non marchandes ont été revues.

Dans le SEC79, la classification en producteurs marchands et non marchands était fonction de l'activité des unités institutionnelles. Par convention, la production de biens était toujours considérée comme production marchande (négociable). On considérait, toujours par convention, que la production de services repris dans une première liste relevait des services marchands et la

production de services d'une seconde liste, des services non marchands. La production de services d'une troisième liste était considérée comme services marchands lorsque les moyens de l'unité de production découlaient, pour la plus grande partie, de la vente.

Dans le SEC95, par contre, un seul critère vaut pour toutes les activités. Les producteurs non marchands sont définis comme les unités qui fournissent la plus grande partie de leur production gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs. Concrètement, on peut définir ces unités comme celles dont les ventes couvrent moins de 50 p.c. des coûts de production.

Pour 1995, l'impact de ces nouvelles règles de sectorisation sur le PIB est de -1,3 milliards; la contrepartie de ce montant est enregistrée en dépenses de consommation finale des administrations publiques et en impôts sur la production.

4.2.6 ŒUVRES RÉCRÉATIVES, LITTÉRAIRES OU ARTISTIQUES ORIGINALES

La production d'oeuvres récréatives, littéraires ou artistiques originales fait partie, dans le SEC95, de la formation brute de capital fixe. Dans le SEC79, cette production ne rentrait pas dans la frontière de production et n'était donc pas comptabilisée.

En conséquence, en 1995, la valeur ajoutée, la formation brute de capital fixe et le résultat brut d'exploitation augmentent de 3,8 milliards.

4.2.7 TAXES À L'IMMATRICULATION DES AUTOMOBILES, ACQUITTÉES PAR LES MÉNAGES

L'interprétation habituelle selon le SEC79 voulait que les taxes à l'immatriculation des automobiles à usage privé soient incluses dans les transferts courants divers. Dans le SEC95, elles sont enregistrées comme impôts sur les produits.

En 1995 le PIB et les dépenses de consommation finale des ménages augmentent ainsi de 5 milliards, à concurrence des montants reclassés.

4.2.8 LICENCES D'UTILISATION D'ACTIFS INCORPORELS NON PRODUITS

Dans le SEC79, les licences d'utilisation d'actifs incorporels non produits (royalties) étaient enregistrées comme revenus de la propriété. Dans le SEC95, ces revenus sont enregistrés comme production, et les paiements comme consommation intermédiaire.

Si ces paiements se font entre entreprises résidentes, cela n'a aucune influence sur le PIB, puisque la production et la consommation intermédiaire varient du même montant.

Si ces paiements se font entre une entreprise belge et une entreprise étrangère, le PIB varie. En 1995, la Belgique recevait 29,7 milliards de la part de non-résidents et payait 48,1 milliards à l'étranger.

L'incidence de la nouvelle méthodologie sur le PIB est de 18,4 milliards. En comparaison avec le SEC79, l'impact sur la production (exportation) est de 29,7 milliards, sur la consommation intermédiaire (importation) de 48,1 milliards et sur le résultat brut d'exploitation de -18,4 milliards. La nouvelle méthodologie n'a aucune influence sur le RNB, puisqu'il n'y a qu'un déplacement d'un montant entre les transactions sur biens et services et les revenus de la propriété.

4.2.9 BÉNÉFICES RÉINVESTIS SUR DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

Le SEC95 introduit la notion de "bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers". Ils sont enregistrés comme revenus de la propriété reçus de et payés à l'étranger, qui sont réinvestis dans l'entreprise grâce à une contre-passation parallèle dans le compte financier du reste du monde. Dans le SEC79, par contre, ces bénéfices réinvestis n'étaient pas classés dans le revenu de la propriété et seuls les dividendes et les autres revenus distribués par les sociétés étaient repris dans le compte du reste du monde. La Belgique est un payeur net en ce qui concerne ces transactions envers le reste du monde.

L'effet sur le RNB se chiffre à -27,9 milliards en 1995. Contrairement aux autres différences de définition, cette nouvelle méthode d'enregistrement a seulement un impact sur le RNB et pas sur le PIB.

4.3 COMPARAISON DU PIB SELON LES TROIS OPTIQUES

Dans ce qui suit, on examine dans quelle mesure la valeur ajoutée par branche d'activité, les composantes de la demande finale et les revenus issus du processus de production, calculés selon le SEC95, diffèrent des agrégats correspondants calculés selon l'ancien système de comptabilité nationale. Dans la mesure du possible, l'influence des différences de définition sera isolée de l'effet des sources et des méthodes de calcul.

4.3.1 OPTIQUE PRODUCTION

Dans l'optique production, le PIB est obtenu en effectuant la somme des valeurs ajoutées des branches d'activité (aux prix de base) à laquelle on ajoute le solde des impôts et subventions sur les produits.

Etant donné que la production, et donc aussi la valeur ajoutée, sont estimées aux prix du producteur (TVA exclue) dans le SEC79 et aux prix de base (TVA exclue) dans le SEC95, et afin d'obtenir des chiffres comparables, la valeur

ajoutée par branche d'activité - version SEC95- doit être, dans un premier temps, convertie en prix des producteurs.

Les prix du producteur correspondent aux montants facturés (TVA exclue). Les prix de base, quant à eux, correspondent aux montants facturés (TVA exclue) diminués du solde entre autres impôts sur les produits et subventions sur les produits. Les prix de base contiennent donc les subventions sur les produits reçues des administrations publiques ou de l'Union européenne (par exemple les subventions sur produits attribuées au transport public, subventions sur produits agricoles, restitutions à l'exportation) tandis que les impôts sur les produits répercutés dans le chiffre d'affaires (par exemple les accises) sont éliminés.

En revanche, la production mesurée au prix du producteur n'est pas diminuée du montant des accises et n'est pas augmentée des subventions reçues (sur produits). Ces dernières sont enregistrées comme subsides dans le compte d'exploitation.

VALEUR AJOUTEE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITE SELON LE SEC79 ET LE SEC95

	1995					
	<i>A prix courants, en milliards de francs</i>					
	SEC79	SEC95(a)	différence en p.c.		structure (p.c.) SEC79 SEC95	
Agriculture, sylviculture et pêche (A+B)	102	115	13	12,7	1,3	1,4
Industries extractives et manufacturières (C+D)	1.630	1.561	-69	-4,2	20,2	19,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau (E)	197	216	19	9,6	2,4	2,7
Construction (F)	401	394	-7	-1,7	5,0	4,8
Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et d'appareils domestiques (G)	1.117	1.073	-44	-3,9	13,8	13,2
Hôtels et restaurants (H)	251	123	-128	-51,0	3,1	1,5
Transport, entreposage et communications (I)	628	468	-160	-25,5	7,8	5,8
Activités financières (J)	465	531	66	14,2	5,8	6,5
Immobilier, location et services aux entreprises (K)	1.151	1.534	383	33,3	14,3	18,9
Administrations publiques (L)	574	619	45	7,8	7,1	7,6
Services aux personnes (M+N+O+P)(b)	1.190	1.211	21	1,8	14,7	14,9
Autres (c)	362	284	-78	-21,5	4,5	3,5
PIB	8.068	8.129	61	0,8	100,0	100,0

(a) prix de base convertis en prix du marché (hors TVA) afin de rendre possible une comparaison avec les données selon le SEC79; ces montants ne correspondent donc pas avec les chiffres publiés (aux prix de base).

(b) Education (M), santé et action sociale (N), services collectifs, sociaux et personnels (O), et services domestiques (P)

(c) TVA + impôts nets sur les importations (+) et SIFIM (-)

Provisoirement, la production calculée pour les institutions financières (marge d'intérêt ou SIFIM) est traitée de la même manière dans le SEC79 et dans le SEC95.

Des différences importantes peuvent être observées dans certaines branches d'activité entre la valeur ajoutée calculée selon le SEC79 et le SEC95. Dans le secteur financier (J) et les administrations publiques (L), ces différences sont principalement dues aux différences de définition. Dans les autres branches d'activité fortement affectées, c'est l'impact de l'utilisation de nouvelles sources et méthodes qui prévaut.

Pour l'industrie manufacturière (D), la construction (F), le commerce (G) et les services aux personnes (M à P), la valeur ajoutée calculée selon le nouveau système est très proche de celle calculée selon le SEC79.

Les chiffres ayant trait à l'agriculture (A + B), à l'énergie (E) et aux administrations publiques (L) ont été revus à la hausse, respectivement de 13, 10 et 8 p.c. La valeur ajoutée de la branche d'activité relative à l'immobilier²³, à la location et services aux entreprises (K) augmente d'un tiers.

La valeur ajoutée de l'horeca (H) diminue de moitié, celle des transports, entreposage et communications (I) d'un quart.

Traditionnellement, la majorité des pays européens disposent, depuis les années cinquante, de beaucoup d'informations pour estimer la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière. C'était aussi le cas en Belgique: le calcul selon le SEC79 s'appuyait en grande partie sur les statistiques annuelles de la production industrielle.

De cette manière, on pouvait, jusqu'au début des années nonante²⁴, faire des estimations en niveau de la production et de la consommation intermédiaire pour les différentes branches d'activité de l'industrie manufacturière. L'utilisation des données des comptes annuels fournissait alors dans ce cas probablement peu d'avantages.

Pour la construction aussi, les chiffres sont proches l'un de l'autre. Cela provient du fait que la méthode d'estimation, s'appuyant fortement sur le côté de la demande, n'a pas été fondamentalement révisée lors de l'introduction du SEC95.

Dans la plupart des branches des services, on ne disposait pas, dans l'ancien système, d'information

crédible pour les dernières années. Les montants d'une année de base - généralement située dans les années cinquante ou soixante - étaient, d'année en année, réindexés à l'aide d'indices de prix et de volume. Des imprécisions systématiques de ces indicateurs pouvaient, après trois à quatre décennies, donner lieu cumulativement à d'importantes distorsions de niveaux. C'était vraisemblablement le cas pour l'horeca et le transport dont les valeurs ajoutées ont été sensiblement revues à la baisse lors de l'application d'une nouvelle base en 1995; par contre, l'immobilier, la location et les autres services aux entreprises (services informatiques, R&D, logistique, conseils en management, études de marché, bureaux d'intérim, etc.) ont maintenant plus de poids qu'auparavant.

La valeur ajoutée des branches d'activité qui fournissent en majeure partie des services aux personnes a été, dans son ensemble, peu réajustée. Dans la majorité de ces branches d'activité (éducation, soins de santé, maisons de repos, entreprises non marchandes sectorisées dans S15, etc.), les salaires constituent une part plutôt élevée et stable de la valeur ajoutée. Etant donné que les salaires n'ont été que peu revus (+1,2 p.c.), il est logique qu'il en soit de même pour la valeur ajoutée.

4.3.2 OPTIQUE DÉPENSES

Le PIB, calculé selon l'optique des dépenses, est égal à la somme des dépenses de consommation finale (P. 3), des investissements bruts (P. 5) et des exportations nettes (c'est-à-dire les exportations (P. 6) moins les importations (P. 7)).

²³ L'estimation des services d'habitation existait déjà dans le SEC79 selon une méthodologie décidée par Eurostat et ne provoque donc aucune différence entre le SEC95 et le SEC79 pour la section K (valeur ajoutée de 650 mrd BEF en 1995)

²⁴ L'enquête annuelle, démarrée dans les années cinquante, a toujours été menée par l'INS jusqu'en 1993. L'enquête mensuelle "prodcum" dans l'industrie et l'enquête structurelle ont respectivement démarré en 1994 et 1995. Cette dernière enquête, traitant des revenus, des coûts et des investissements, couvre toutes les branches d'activité à l'exception de l'agriculture.

COMPOSANTES DES DEPENSES SELON LE SEC79 ET LE SEC95

1995

A prix courants, en milliards de francs

	SEC79	SEC95	différence	structure SEC79 en p.c. du PIB	structure SEC95 en p.c. du PIB
Dépenses de consommation finale	6.253	6.130	-124	77,5	75,4
Ménages et ISBLSM	5.071	4.385	-687	62,9	53,9
Administrations publiques	1.182	1.745	563	14,6	21,5
Formation brute de capital	1.463	1.669	207	18,1	20,5
Formation brute de capital fixe	1.430	1.652	222	17,7	20,3
Variation des stocks	33	17	-16	0,4	0,2
Exportations	5.395	5.702	308	66,9	70,1
Importations	5.042	5.372	330	62,5	66,1
Exportations nettes	352	330	-22	4,4	4,1
PIB	8.068	8.129	61	100,0	100,0

4.3.2.1 Dépenses de consommation finale (P.3)

La comparaison du total des dépenses de consommation finale selon le SEC79 et le SEC95 montre une différence tant du niveau des dépenses que de leur répartition entre ménages et administrations publiques. La différence en niveau des dépenses est due à l'utilisation d'autres sources de données, ainsi qu'aux différences de définition entre le SEC79 et le SEC95, alors que la différence au niveau de la composition peut être interprétée par l'introduction de deux concepts de consommation dans le SEC95.

L'une des innovations les plus marquantes du SEC95 est d'établir une distinction entre deux notions de consommation finale, à savoir les dépenses de consommation finale et la consommation finale effective. Les dépenses d'un secteur en biens et services de consommation, indépendamment du consommateur final, constituent les dépenses de consommation finale. Par contre, la consommation finale effective porte sur l'acquisition de biens et de services de consommation, indépendamment de la personne qui effectue la dépense. La différence entre ces notions réside dans le traitement réservé à certains biens et services financés par les administrations publiques ou par des institutions sans but lucratif au service des ménages, mais qui sont fournis aux citoyens sous la forme de transferts sociaux en nature.

Des exemples typiques sont les interventions des administrations publiques dans les coûts des soins de santé et les dépenses liées à l'enseignement.

Dans le SEC79, les interventions dans les dépenses de soins de santé étaient considérées comme des prestations sociales en faveur des ménages et les dépenses effectuées par les administrations publiques en matière de soins de santé faisaient partie de la consommation finale des ménages. Dans le SEC95, ces interventions sont considérées comme des dépenses de consommation finale de l'administration publique, qui sont mises à la disposition des ménages sous la forme de prestations sociales en nature, et sont, par conséquent, reprises dans la consommation finale effective de ces derniers.

Ainsi, pour 1995, un montant de 494 milliards a été déduit des dépenses de consommation finale des ménages et transféré dans les dépenses de consommation finale des administrations publiques.

Quant à l'estimation des dépenses de consommation finale des ménages, les méthodes utilisées dans les deux systèmes sont fortement divergentes. Dans l'ancien système, des estimations autonomes des dépenses de consommation finale des ménages n'existaient que pour un nombre limité de biens et services. Les montants étaient principalement obtenus par l'utilisation de la méthode du "commodity flow" et par l'application des évolutions d'indices de prix et de volume précis sur les statistiques d'une année de base. Dans le nouveau système, l'enquête sur le budget des ménages de l'INS est utilisée pour estimer les

dépenses fréquentes des ménages en matière de biens et de services. Ceci a comme conséquence que les estimations de la consommation finale des ménages diffèrent entre les deux systèmes. Après

rectification, en raison des différences de définition, on peut conclure que la baisse du niveau des dépenses de consommation finale des ménages et des ISBLSM est d'un montant de 229 milliards:

DEPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MENAGES SELON LE SEC79 ET LE SEC95

1995

A prix courants, en milliards de francs

SEC95

Dépenses de consommation finale des ménages et des ISBLSM	4.385
Prestations sociales en nature des administrations publiques	494
Impact des différences de définition	-37
Dépenses de consommation finale des ménages et des ISBLSM selon les définitions du SEC79	4.842

SEC79

Dépenses de consommation finale des ménages et des ISBLSM	5.071
---	-------

Différence

-229

En comparaison avec le SEC79, les dépenses de consommation finale des administrations publiques augmentent également car la consommation de capital fixe sur les propriétés des administrations publiques a été fortement revue à la hausse.

4.3.2.2 Formation brute de capital (P.5)

Il existe entre le SEC79 et le SEC95 quatre différences de définition qui ont trait à l'estimation de la formation brute de capital fixe.

- (i) D'après le SEC95, tant les achats de biens de capital utilisés par les unités militaires, comme producteurs civils ou militaires, que les armes légères et les chars utilisés par des unités non militaires sont comptabilisés en formation brute de capital fixe. Le SEC79 préconisait, par contre, que les biens durables utilisés par l'Etat dans un but militaire ne puissent être considérés comme de la formation brute de capital fixe (cfr. point 4.2.3).
- (ii) Le SEC95 requiert que l'acquisition d'actifs fixes par leasing financier fasse partie de la formation brute de capital fixe. Dans l'ancien système, le traitement du leasing était beaucoup moins clair, étant donné que seule la notion de leasing opérationnel entrait en ligne de compte. En outre, les acquisitions d'actifs fixes financés par leasing n'étaient explicitement reprises à aucun moment dans les sources autrefois utilisées pour l'estimation de la formation brute de capital fixe. Le fait que les acquisitions (dans

le cadre d'un contrat de leasing) d'actifs fixes soient considérées comme de la formation brute de capital fixe était sujet à l'interprétation des entreprises interrogées.

- (iii) Dans le SEC79, on ne mentionnait pas explicitement comment la programmation informatique devait être traitée en comptabilité nationale. La règle était que les programmes achetés avec l'ordinateur étaient considérés comme formation brute de capital fixe, alors que les programmes achetés à part étaient de la consommation intermédiaire. Le SEC95 a apporté un changement en stipulant que les programmes informatiques achetés et développés pour usage propre, de même que les grandes bases de données utilisées pendant plus d'un an dans un processus de production, doivent être considérés comme de la formation brute de capital fixe.
- (iv) Le SEC95 mentionne explicitement que les originaux littéraires et artistiques doivent être repris en formation brute de capital fixe alors que le SEC79 ne traitait pas du sujet. En pratique, il n'était pas tenu compte de cette rubrique dans l'estimation de la formation brute de capital fixe dans le SEC79, tandis que le nouveau système incorpore ce concept.

Par ailleurs, le nouveau système a recours à d'autres sources. Dans l'élaboration des comptes nationaux selon le SEC79, la formation brute de capital fixe était principalement estimée sur la base de deux sources: la statistique annuelle des

investissements provenant de l'INS (limitée à l'industrie) et les données TVA.

La méthode d'estimation de la formation brute de capital fixe selon le SEC95 est fondamentalement différente. Comme décrit au point 1.1.2., il est fait pour la première fois usage de données des entreprises individuelles issues de sources administratives dont principalement la centrale des bilans de la Banque Nationale et les données de la TVA. La plus grande partie de ces estimations ne résulte donc plus d'une extrapolation sur la base d'une enquête adaptée à son tour à l'évolution de certaines statistiques agrégées mais est directement issue d'états rapportés par les unités économiques (comptes annuels ou déclarations TVA). En combinaison avec un répertoire exhaustif d'unités économiques, cela permet une estimation plus précise, étant donné que les données administratives sur base individuelle peuvent être comparées entre elles. Les éventuelles lacunes dans une source déterminée sont de cette manière décelées et leur effet possible sur les estimations est limité, voire neutralisé.

4.3.2.3 Importations et exportations (P.6 et P.7)

Le fait que le total des importations et exportations de biens soit déterminé sur la base de données de la balance des paiements constitue un principe général. Il connaît cependant une exception. Contrairement aux chiffres de la balance des paiements, les transactions de biens sont "brutées" dans les comptes nationaux pour les importations et les exportations temporaires dans le cadre du travail à façon. Ainsi, prenons l'exemple d'un lot de bois coupé en Finlande et scié en Belgique, puis réexporté en Finlande. Dans les comptes nationaux selon l'ancien système, cette opération donnait lieu à la comptabilisation d'une seule transaction, à savoir l'exportation d'un service (sciage du bois) vers la Finlande. Dans le nouveau système, deux transactions sont comptabilisées: l'importation d'un lot de bois non scié et l'exportation d'un lot de bois scié. Bien que ce "brutage" ait un impact considérable sur les chiffres d'importation et d'exportation, il est neutre pour le solde (cfr. point 4.2.8).

La différence dans les exportations nettes de biens et services entre le SEC79 et le SEC95 peut s'expliquer par la différence de traitement des royalties et licences payées et reçues. Dans le SEC79, les royalties étaient comptabilisées comme revenus du patrimoine, alors que, dans le SEC95, il s'agit de rémunérations pour services prestés.

4.3.3 OPTIQUE DES REVENUS

Le PIB selon l'optique des revenus est la somme des composantes de la valeur ajoutée (la rémunération des salariés, le solde des autres impôts et subsides sur la production (D29-D39) et l'excédent brut d'exploitation/revenu mixte). Étant donné que la valeur ajoutée est calculée aux prix de base et que le PIB est estimé aux prix du marché²⁵, le solde des impôts (parmi lesquels la TVA) et des subsides sur les produits doit encore être ajouté.

$$\begin{aligned} \text{PIB} &= B.1g + (D.21 - D.31) \\ &= (D.1 + D.29 - D.39 + B.2g + B.3g) + (D.21 - D.31) \\ &= D.1 + B.2g + B.3g + D.29 + D.21 - D.39 - D.31 \\ &= D.1 + B.2g + B.3g + D.2 - D.3 \end{aligned}$$

Ce qui frappe le plus lorsqu'on compare l'optique des revenus du PIB selon le SEC95 et le SEC79, c'est l'augmentation des *impôts nets payés sur la production et les importations*. Cet écart est principalement dû au traitement différent du précompte immobilier. Dans le SEC79, le précompte immobilier était considéré comme un impôt sur le revenu. Cela signifiait qu'il n'avait aucun effet sur l'excédent d'exploitation, étant donné que ce type d'impôt n'était pas repris dans le compte d'exploitation mais dans le compte de distribution secondaire des revenus. Dans le SEC95, le précompte immobilier est considéré comme un autre impôt sur la production (D29). Ce type d'impôt est bien repris dans le compte d'exploitation. Par conséquent, selon le SEC95, le précompte immobilier vient en diminution de l'excédent d'exploitation. Pour 1995, cela concerne un montant de 95 milliards. Le reste de la différence (28 milliards) s'explique, d'une part, par la reclassification de certaines transactions auparavant comptabilisées en subsides et, d'autre part, par une autre méthode d'enregistrement de la TVA.

La rémunération des salariés est plus élevée de 1,2 p.c. dans le nouveau système. Cette différence est entièrement induite par la nouvelle méthode d'estimation, qui repose sur les comptes annuels et les données ONSS et est beaucoup plus détaillée qu'auparavant.

²⁵ Cela vient du fait que les dépenses finales sont évaluées aux prix d'acquisition, c'est-à-dire y compris tous les impôts déductibles (par exemple, y compris la TVA sur les dépenses de consommation des ménages).

COMPOSANTES DES REVENUS SELON LE SEC79 ET LE SEC95

1995

A prix courants, en milliards de francs

		SEC79	SEC95	Préc. Im. ⁽¹⁾	Différence	
		(a)	(b)	(c)	[(b) + (c) - (a)]	
					en p.c.	
Rémunération des salariés	D.1	4.180	4.229		49	1,2
Excédent brut d'exploitation/revenu mixte	B.2g / B.3g	3.092	2.983	94	-16	-0,5
Impôts nets sur la production et les importations	D.2 - D.3	796	917	-94	28	3,5
Dont: Solde des autres impôts et subventions sur la production	D.29 - D.39		99			
Solde des impôts et subventions sur les produits	D.21 - D.31		818			
PIB		8.068	8.129		61	0,8

⁽¹⁾ Précompte immobilier.

L'excédent brut d'exploitation/revenu mixte de l'économie totale se situe, après correction pour le traitement différent du précompte immobilier, pratiquement au même niveau dans les deux systèmes (-16 milliards ou -0,5 p.c.). Cette différence limitée est le résultat d'une augmentation des amortissements de 117 milliards²⁶ au sein des administrations publiques et d'une diminution de 133 milliards pour les sociétés et les ménages. Cette dernière diminution est due à l'utilisation de nouvelles sources et méthodes d'estimation, étant donné que les nouveaux concepts SEC95 (traitement des logiciels comme formation brute de

capital fixe, production plus élevée dans le secteur des assurances, etc.) ont, par solde, un effet positif sur l'excédent brut d'exploitation, à concurrence de 72 milliards.

Comme il a déjà été mentionné, la consommation de capital fixe des administrations publiques est plus élevée qu'auparavant. Le montant pour les entreprises (sociétés et indépendants) augmente de la même manière en raison d'une nouvelle méthode d'estimation basée sur le stock d'actifs fixes. Dans l'ancien système, on utilisait principalement les données fiscales.

²⁶ A côté des différences conceptuelles (amortissements pour ponts et chaussées et comptabilisation d'une partie du matériel militaire en investissements), la durée de vie d'un certain nombre d'actifs fixes a également diminué dans les calculs; cela a induit une hausse supplémentaire de la consommation de capital fixe dans les comptes des administrations publiques.

4.4 PRINCIPAUX SOLDES DES COMPTES DE SECTEURS SELON LE SEC79 ET LE SEC95

SOLDES SECTORIELS SELON LE SEC79 ET LE SEC95

	1995					
	<i>A prix courants, en milliards de francs</i>					
	S.11	S.12	S.11+S.12	S.14+S.15	S.13	Total
SEC79 (a)						
Excédent brut d'exploitation/revenu mixte (b)	1.538	-126	1.412	1.650	30	3.092
Epargne brute	781	104	885	1.095	-164	1.816
Capacité (+)/besoin (-) de financement	-47	86	39	619	-317	341
SEC95						
Excédent brut d'exploitation/revenu mixte (b)	1.658	-147	1.512	1.324	147	2.982
Epargne brute	991	147	1.138	1.046	-153	2.031
Capacité (+)/besoin (-) de financement	59	91	150	542	-340	352
SEC95 - SEC79						
Excédent brut d'exploitation/revenu mixte (b)	120	-20	100	-326	117	-109
Epargne brute	210	43	253	-49	11	215
Capacité (+)/besoin (-) de financement	106	5	111	-77	-23	11

(a) Chiffres provenant de la dernière publication SEC79 parue en septembre 1998.

(b) Après déduction du SIFIM pour les institutions financières

L'augmentation de l'excédent brut d'exploitation des administratives publiques (S13) va de pair avec des amortissements plus élevés, comme mentionné précédemment. Ces adaptations n'ont toutefois aucune incidence sur l'épargne brute et sur le déficit public²⁷.

Selon les nouveaux comptes, les sociétés (S11+S12) retirent de leurs activités 100 milliards de moyens supplémentaires. S'il est également tenu compte des revenus de la propriété payés et reçus et des transferts payés et reçus, le revenu supplémentaire disponible pour les investissements augmente de 253 milliards. Après paiement des dépenses d'investissements (plus élevées), le solde de financement est plus élevé de 111 milliards par rapport aux comptes du SEC79.

Les revenus des activités d'indépendants (S14) sont estimés à un niveau plus bas que précédemment, notamment parce que les sociétés de personnes ne sont plus reprises dans les ménages. Par conséquent, une partie de l'excédent

d'exploitation/revenu mixte passe des ménages vers les sociétés non financières. Après compensation des revenus de la propriété, des transferts et des dépenses de consommation (plus faibles), l'épargne brute des ménages et ISBLSM est inférieure de seulement 49 milliards. La capacité de financement des ménages et ISBL diminue, quant à elle, de 77 milliards.

²⁷ Des explications concernant l'impact sur les comptes des administrations publiques du passage vers le nouveau système des comptes nationaux, sont reprises dans «Comptes nationaux 1998 - partie 2 Comptes des administrations publiques».

4.5 CONCLUSION

Le SEC95 brosse un tableau de l'économie qui, sur un certain nombre de points, s'écarte fortement des anciens comptes:

- la valeur ajoutée de l'horeca, du transport et des communications se situe nettement plus bas que précédemment tandis que la branche d'activité "biens immobiliers, locations et services aux entreprises" a fortement augmenté en importance;

- les dépenses de consommation sont structurellement plus faibles et la formation brute de capital fixe structurellement plus importante que par le passé;
- on observe une redistribution des capacités de financement du secteur privé en faveur des sociétés et au détriment des ménages.

En plus des nouveaux concepts SEC95, ces changements sont la conséquence de la révision fondamentale des sources d'information et des méthodes de compilation introduite à l'occasion du passage au SEC95.

5 NOMENCLATURES

5.1 NOMENCLATURE DES SECTEURS INSTITUTIONNELS (S)

S.1	Économie totale
S.11	Sociétés non financières
S.11001	Sociétés non financières publiques
S.11002	Sociétés non financières privées nationales
S.11003	Sociétés non financières sous contrôle étranger
S.12	Sociétés financières
S.121	Banque centrale
S.122	Autres institutions financières monétaires
S.12201	Publiques
S.12202	Privées nationales
S.12203	Sous contrôle étranger
S.123	Autres intermédiaires financiers, à l'exclusion des sociétés d'assurance et des fonds de pension
S.12301	Publics
S.12302	Privés nationaux
S.12303	Sous contrôle étranger
S.124	Auxiliaires financiers
S.12401	Publics
S.12402	Privés nationaux
S.12403	Sous contrôle étranger
S.125	Sociétés d'assurance et fonds de pension
S.12501	Publics
S.12502	Privés nationaux
S.12503	Sous contrôle étranger
S.13	Administrations publiques
S.1311	Administration centrale
S.1312	Administrations d'Etats fédérés
S.1313	Administrations locales
S.1314	Administrations de sécurité sociale
S.14	Ménages
S.141+S.142	Employeurs (y compris travailleurs pour leur propre compte)
S.143	Salariés
S.1441	Bénéficiaires de revenus de la propriété
S.1442	Bénéficiaires de pensions
S.1443	Bénéficiaires d'autres revenus de transferts
S.145	Autres ménages
S.15	Institutions sans but lucratif au service des ménages
S.2	Reste du monde
S.21	Union européenne
S.211	États membres de l'Union européenne
S.212	Institutions de l'Union européenne
S.22	Pays tiers et organisations internationales

5.2 NOMENCLATURE DES OPÉRATIONS ET DES AUTRES FLUX

5.2.1 NOMENCLATURE DES SOLDES COMPTABLES²⁸ (B)

B.1	Valeur ajoutée/B.1* Produit intérieur
B.2	Excédent d'exploitation
B.3	Revenu mixte

²⁸ Tous les soldes comptables peuvent être calculés bruts ou nets de la consommation de capital fixe. Dans le premier cas, la lettre b est ajoutée après le code du solde concerné. De même, la lettre n jointe à un code indique une valeur nette.

B.4	Revenu d'entreprise
B.5	Solde des revenus primaires/B.5* Revenu national
B.6	Revenu disponible
B.7	Revenu disponible ajusté
B.8	Epargne
B.9	Capacité (+)/besoin (-) de financement
B.10	Variations totales de la valeur nette
B.10.1	Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (), ()
B.10.2	Variations de la valeur nette dues aux autres changements de volume d'actifs
B.10.3	Variations de la valeur nette dues aux gains/pertes nominaux de détention
B.10.31	Variations de la valeur nette dues aux gains/pertes neutres de détention
B.10.32	Variations de la valeur nette dues aux gains/pertes réels de détention
B.11	Solde des échanges extérieurs de biens et services
B.12	Solde des opérations courantes avec l'extérieur
B.90	Valeur nette
BF.90	Valeur financière nette

5.2.2 OPÉRATIONS SUR PRODUITS (BIENS ET SERVICES) (P)

P.1	Production
P.11	Production marchande
P.119	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)
P.12	Production pour usage final propre
P.13	Autre production non marchande
P.2	Consommation intermédiaire
P.3	Dépense de consommation finale
P.31	Dépense de consommation individuelle
P.32	Dépense de consommation collective
P.4	Consommation finale effective
P.41	Consommation individuelle effective
P.42	Consommation collective effective
P.5	Formation brute de capital
P.51	Formation brute de capital fixe
P.511	Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels
P.5111	Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs
P.5112	Acquisitions d'actifs fixes corporels existants
P.5113	Cessions d'actifs fixes corporels existants
P.512	Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels
P.5121	Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs
P.5122	Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants
P.5123	Cessions d'actifs fixes incorporels existants
P.513	Addition à la valeur des actifs non financiers non produits
P.5131	Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits
P.5132	Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits
P.52	Variation des stocks
P.53	Acquisitions moins cessions d'objets de valeur
P.6	Exportations de biens et de services
P.61	Exportations de biens
P.62	Exportations de services
P.7	Importations de biens et de services
P.71	Importations de biens
P.72	Importations de services

5.2.3 OPÉRATIONS DE RÉPARTITION (D)

D.1	Rémunération des salariés
D.11	Salaires et traitements bruts
D.12	Cotisations sociales à la charge des employeurs

D.121	Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs
D.122	Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs
D.2	Impôts sur la production et les importations
D.21	Impôts sur les produits
D.211	Taxes du type TVA
D.212	Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA
D.2121	Droits sur les importations
D.2122	Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations
D.214	Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations
D.29	Autres impôts sur la production
D.3	Subventions
D.31	Subventions sur les produits
D.311	Subventions sur les importations
D.319	Autres subventions sur les produits
D.39	Autres subventions sur la production
D.4	Revenus de la propriété
D.41	Intérêts
D.42	Revenus distribués des sociétés
D.421	Dividendes
D.422	Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés
D.43	Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers
D.44	Revenus de la propriété attribués aux assurés
D.45	Loyers
D.5	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.
D.51	Impôts sur le revenu
D.59	Autres impôts courants
D.6	Cotisations et prestations sociales
D.61	Cotisations sociales
D.611	Cotisations sociales effectives
D.6111	Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs
D.61111	Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs
D.61112	Cotisations sociales effectives volontaires des employeurs
D.6112	Cotisations sociales à la charge des salariés
D.61121	Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés
D.61122	Cotisations sociales volontaires des salariés
D.6113	Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi
D.61131	Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi
D.61132	Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi
D.612	Cotisations sociales imputées
D.62	Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature
D.621	Prestations de sécurité sociale en espèces
D.622	Prestations d'assurance sociale de régimes privés
D.623	Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs
D.624	Prestations d'assistance sociale en espèces
D.63	Transferts sociaux en nature
D.631	Prestations sociales en nature
D.6311	Remboursements de prestations de sécurité sociale
D.6312	Autres prestations de sécurité sociale en nature
D.6313	Prestations d'assistance sociale en nature
D.632	Transferts de biens et services non marchands individuels
D.7	Autres transferts courants
D.71	Primes nettes d'assurance-dommages
D.72	Indemnités d'assurance-dommages
D.73	Transferts courants entre administrations publiques
D.74	Coopération internationale courante
D.75	Transferts courants divers
D.8	Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension
D.9	Transferts en capital

D.91	Impôts en capital
D.92	Aides à l'investissement
D.99	Autres transferts en capital

5.2.4 AUTRES POSTES DES COMPTES D'ACCUMULATION (K)

K.1	Consommation de capital fixe
K.2	Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits
K.21	Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits
K.211	Acquisitions de terrains et autres actifs corporels non produits
K.212	Cessions de terrains et autres actifs corporels non produits
K.22	Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits
K.221	Acquisitions d'actifs incorporels non produits
K.222	Cessions d'actifs incorporels non produits
K.3	Apparition économique d'actifs non produits
K.4	Apparition économique d'actifs produits
K.5	Croissance naturelle de ressources biologiques non cultivées
K.6	Disparition économique d'actifs non produits
K.61	Epuisement d'actifs naturels
K.62	Autres disparitions économiques d'actifs non produits
K.7	Destructions d'actifs dues à des catastrophes
K.8	Saisies sans compensation
K.9	Autres changements de volume d'actifs non financiers n.c.a.
K.10	Autres changements de volume d'actifs et de passifs financiers n.c.a.
K.11	Gains/pertes nominaux de détention
K.11.1	Gains/pertes neutres de détention
K.11.2	Gains/pertes réels de détention
K.12	Changements de classement ou de structure
K.12.1	Changements de classement sectoriel ou de structure
K.12.2	Changements de classement d'actifs et de passifs
K.12.21	Monétisation/démonétisation de l'or
K.12.22	Changements de classement d'actifs et de passifs autres que la monétisation/démonétisation de l'or

ANNEXE: INCIDENCE DES MODIFICATIONS PROPOSEES PAR EUROSTAT SUR LE DEFICIT DU SECTEUR DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

En ce qui concerne la notification des déficits et dettes publics communiqués dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs²⁹ prévue dans le protocole annexé au Traité de Maastricht, le règlement (CE) n° 2223/96 du Conseil du 25 juin 1996 relatif au système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC95) prévoit dans son article 8, alinéa 2, que la notification de mars 2000 sera établie pour la première fois dans le cadre du SEC95, et non plus, comme précédemment, dans le cadre de l'ancien système de comptabilité nationale (SEC79).

Eurostat souhaite que pour l'application de cette procédure, l'application du SEC95 soit la plus homogène possible entre tous les Etats membres. Pour garantir la comparabilité et la qualité des données, Eurostat a entrepris la rédaction d'un manuel sur le déficit et la dette des administrations publiques pour clarifier les règles du SEC95 sur certains points spécifiques.

Pour ce faire, Eurostat a organisé depuis 1997 un certain nombre de réunions d'experts en finances publiques et en comptabilité nationale dans le but d'émettre des recommandations. Celles-ci ont été soumises au Groupe de travail sur les comptes nationaux et au Groupe de travail sur les comptes financiers où elles ont reçu un accueil favorable de la part d'une large majorité des Etats membres. Eurostat doit ensuite consulter le Comité des statistiques monétaires et financières et de balance des paiements ainsi que le Comité du programme statistique. Dès que les recommandations seront approuvées par ces deux instances, Eurostat publiera au plus tard en février 2000 les décisions qui seront applicables dès la notification de mars 2000.

Lors de la prochaine campagne des comptes, certaines des décisions qui figureront dans ce manuel amèneront l'Institut des Comptes Nationaux à réviser certains points méthodologiques qui sous-tendent les comptes des administrations publiques tels qu'ils ont été publiés en juillet 1999 et tels qu'ils figurent dans la présente publication. Dans un but de transparence et afin d'éviter que les utilisateurs éprouvent des difficultés avec les chiffres qui seront notifiés à la suite de la décision d'Eurostat, il a été décidé de publier ci-dessous la série du déficit des administrations publiques telle qu'elle figurerait dans la prochaine notification si les propositions d'Eurostat étaient acceptées.

Pour la Belgique, les adaptations méthodologiques qui auront une incidence sur le déficit public concernent principalement:

- la délimitation du périmètre des administrations publiques: les holdings publics (cas de la Société fédérale de participations) mettant en œuvre des politiques décidées par le gouvernement (privatisations, aides aux entreprises publiques, etc.) seront dorénavant classés dans le secteur des administrations publiques;
- la distinction entre les aides à l'investissement et les prises de participations: les aides octroyées (directement ou indirectement) aux entreprises pour financer leurs investissements devront toujours être considérées comme des aides à l'investissement et non comme des prises de participations;
- l'achat par le gouvernement d'actifs financiers à une valeur supérieure à leur valeur estimée: la différence entre la valeur d'achat et la valeur estimée devra être considérée comme un transfert en capital et non comme une opération financière (comme cela avait été le cas lors de l'opération d'assainissement financier de l'Office National du Ducreire menée en 1991).

L'incidence de ces changements pour la période 1990-1998 est indiquée dans le tableau ci-dessous tandis que l'incidence pour les années antérieures sera examinée lors de l'établissement des prochains comptes, qui seront publiés en juillet 2000.

²⁹ Règlement européen (CE) n°3605/93 du Conseil du 22 novembre 1993 relatif à l'application du protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs.

IMPACT DES MODIFICATIONS SUR LE DEFICIT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
<i>A prix courants, en milliards en francs</i>									
Déficit (juillet 1999) <i>en p.c. du PIB⁽¹⁾</i>	-445,6 -6,8	-500,1 -7,3	-577,7 -8,0	-536,1 -7,2	-383,5 -4,9	-339,6 -4,2	-304,7 -3,7	-154,0 -1,8	-91,3 -1,0
Impact des modifications	0,0	-7,3	0,0	0,0	-1,5	-1,5	-2,1	-24,1	-3,1
Déficit adapté <i>en p.c. du PIB⁽²⁾</i>	-445,6 -6,8	-507,4 -7,3	-577,7 -7,9	-536,1 -7,2	-385,0 -4,9	-341,1 -4,2	-306,8 -3,7	-178,1 -2,0	-94,4 -1,0

⁽¹⁾: PIB publié en avril 1999.

⁽²⁾: PIB publié en janvier 2000.

AGRÉGATS ET TABLEAUX DE SYNTHÈSE

1. COMPOSITION DU PRODUIT INTÉRIEUR

1.1 COMPOSITION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT, ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(milliards de francs)

	1995	1996	1997	1998
Approche production				
Production de biens et services (aux prix de base) (P.1)	16.505	16.899	18.333	19.176
Consommation intermédiaire (aux prix d'acquisition) (P.2)	9.194	9.468	10.554	11.061
Valeur ajoutée brute (aux prix de base) (B.1g)	7.310	7.431	7.778	8.115
Impôts sur les produits (D.21)	929	981	1.037	1.076
Subventions sur les produits (D.31)	111	108	102	102
Produit intérieur brut (B.1g+D.21-D.31)	8.129	8.304	8.712	9.089
Approche dépense				
Dépense de consommation finale (P.3)	6.130	6.312	6.522	6.806
Dépenses de consommation finale des ménages	4.279	4.393	4.557	4.770
Dépenses de consommation finale des ISBLSM	106	111	114	120
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1.745	1.807	1.851	1.917
Formation brute de capital (P.5)	1.669	1.658	1.797	1.917
Formation brute de capital fixe (P.51)	1.652	1.687	1.817	1.893
Variation des stocks (P.52)	17	-29	-20	24
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)				
Exportations de biens et de services (P.6)	5.702	5.917	6.608	6.868
Importations de biens et de services (P.7)	5.372	5.583	6.215	6.503
Produit intérieur brut (P.3+P.5+P.6-P.7)	8.129	8.304	8.712	9.089
Approche revenu				
Rémunération des salariés (D.1)	4.229	4.293	4.460	4.631
Excédent d'exploitation (B.2g) et revenu mixte (B.3g)	2.982	3.034	3.198	3.355
Impôts sur la production et les importations (D.2)	1.082	1.146	1.215	1.262
Subventions (D.3)	165	168	162	160
Produit intérieur brut (D.1+B.2g+B.3g+D.2-D.3)	8.129	8.304	8.712	9.089
Rémunération des salariés reçue du reste du monde (D.1) (+)	130	133	136	141
Rémunération des salariés payée au reste du monde (D.1) (-)	22	25	27	30
Impôts sur la production et les importations payés au reste du monde (D.2) (+)	90	84	89	90
Subsides reçus du reste du monde (D.3) (-)	41	34	33	27
Revenus de la propriété reçus du reste du monde (D.4) (+)	1.008	953	1.065	1.097
Revenus de la propriété payés au reste du monde (D.4) (-)	985	904	1.037	1.058
Revenu national brut (aux prix du marché)	8.212	8.411	8.794	9.175

1.2 COMPOSITION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT, ESTIMATIONS AUX PRIX DE 1995

(milliards de francs)

	1995	1996	1997	1998
Approche production				
Production de biens et services (aux prix de base) (P.1)	16.505	16.727	17.966	18.616
Consommation intermédiaire (aux prix d'acquisition) (P.2)	9.194	9.378	10.373	10.821
Valeur ajoutée brute (aux prix de base) (B.1g)	7.310	7.350	7.593	7.795
Impôts sur les produits (D.21)	929	966	1.005	1.030
Subventions sur les produits (D.31)	111	107	99	98
Produit intérieur brut (B.1g+D.21-D31)	8.129	8.209	8.499	8.727
Approche dépense				
Dépense de consommation finale (P.3)	6.130	6.198	6.295	6.493
Dépenses de consommation finale des ménages	4.279	4.304	4.399	4.570
Dépenses de consommation finale des ISBLSM	106	109	111	113
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1.745	1.785	1.785	1.810
Formation brute de capital (P.5)	1.669	1.661	1.777	1.910
Formation brute de capital fixe (P.51)	1.652	1.670	1.778	1.843
Variation des stocks (P.52)	17	-9	-1	67
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)				
Exportations de biens et de services (P.6)	5.702	5.778	6.167	6.429
Importations de biens et de services (P.7)	5.372	5.427	5.741	6.104
Produit intérieur brut (P.3+P.5+P.6-P.7)	8.129	8.209	8.499	8.727

2. RÉPARTITION DU PRODUIT INTÉRIEUR

2.1 REVENU DISPONIBLE, ÉPARGNE ET CAPACITÉ OU BESOIN DE FINANCEMENT, ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Revenu intérieur brut aux prix du marché	8.128.941	8.304.112	8.712.360	9.088.844
Solde des revenus primaires du/vers le reste du monde	83.066	106.988	82.125	86.259
Revenu national brut	8.212.007	8.411.100	8.794.485	9.175.103
Consommation de capital fixe	1.102.144	1.184.031	1.253.952	1.320.327
Revenu national net	7.109.863	7.227.069	7.540.533	7.854.776
Solde des transferts courants en provenance du / vers le reste du monde	-51.547	-65.052	-68.783	-82.744
Revenu national net disponible	7.058.316	7.162.017	7.471.750	7.772.032
Consommation finale nationale	6.129.523	6.311.563	6.521.742	6.806.438
Ajustement pour variations des droits des ménages sur les fonds de pension	0	0	0	0
Épargne nationale nette	928.793	850.454	950.008	965.594
Formation brute de capital fixe	1.652.352	1.687.125	1.817.050	1.893.000
Variation des stocks	17.066	-28.876	-20.032	23.906
Solde des opérations de capital avec le reste du monde	-9.103	-800	17.990	-258
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	200	700	2.100	1.000
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la nation	352.216	374.737	422.831	367.758

2.2 REVENU DISPONIBLE RÉEL, ESTIMATIONS AUX PRIX DE 1995

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Revenu intérieur brut aux prix du marché	8.128.941	8.208.803	8.498.600	8.727.493
Excédent ou déficit commercial	0	-24.741	-60.753	18.305
Revenu intérieur brut réel	8.128.941	8.184.062	8.437.847	8.745.798
Solde des revenus primaires réels du/vers le reste du monde	83.066	105.401	79.735	83.071
Revenu national brut réel	8.212.007	8.289.463	8.517.582	8.828.869
Consommation de capital fixe	1.102.144	1.169.684	1.226.871	1.290.355
Revenu national net réel	7.109.863	7.119.779	7.290.711	7.538.514
Solde des transferts courants réels en provenance du / vers le reste du monde	-51.547	-64.142	-66.745	-79.707
Revenu national net disponible réel	7.058.316	7.055.637	7.223.966	7.458.807

3. TABLEAUX DE SYNTHÈSE DES COMPTES DES SECTEURS

3.1 TABLEAUX DE SYNTHÈSE DES COMPTES DES SECTEURS - 1995

(milliards de francs)

	Sociétés non financières (S.11)	Sociétés finan- cières (S.12)	Administra- tions publiques (S.13)	Ménages (S.14)	Institutions sans but lucra- tif au service des ménages (S.15)	Opérations non réparties	Economie to- tale (S.1)	Reste du mon- de (S.2)
1995								
Importations et exportations								
Importations de biens et de services (P.7)								5.372
Exportations de biens et de services (P.6)								5.702
Compte de production								
Ressources								
Production (aux prix de base) (P.1)	11.836	791	1.349	2.415	113		16.505	
Impôts sur les produits (D.21)						929	929	
Subventions sur les produits (-) (D.31)						111	111	
Emplois								
Consommation intermédiaire (aux prix d'acquisition) (P.2)	7.375	325	224	897	38		8.858	
Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)						336	336	
Valeur ajoutée brute / produit intérieur brut (B.1g)	4.461	466	1.126	1.518	75	-336	8.129	
Compte d'exploitation								
Ressources								
Valeur ajoutée brute / produit intérieur brut (B.1g)	4.461	466	1.126	1.518	75		8.129	
Emplois								
Rémunération des salariés (D.1)	2.771	273	979	133	73		4.229	130
Impôts sur la production et les importations (D.2)	80	6	0	67	0	929	1.082	
Impôts sur les produits (D.21)						929	929	
Autres impôts sur la production (D.29)	80	6	0	67	0		153	
Subventions (-) (D.3)	47	2	0	4	0	111	165	
Subventions sur les produits (D.31)						111	111	
Autres subventions sur la production (D.39)	47	2	0	4	0		54	
Excédent d'exploitation brut / revenu mixte brut (B.2g/B.3g)	1.658	190	147	1.322	2	-336	2.982	
Compte d'affectation des revenus primaires								
Ressources								
Excédent d'exploitation brut / revenu mixte brut (B.2g/B.3g)	1.658	190	147	1.322	2	-336	2.982	
Rémunération des salariés (D.1)				4.337			4.337	22
Impôts sur la production et les importations (D.2)			993				993	90
Subventions (-) (D.3)			124				124	41
Revenus de la propriété (D.4)	419	1.877	82	1.117	2		3.496	985
Correction services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)		-336				336		
Emplois								
Revenus de la propriété (D.4)	919	1.530	747	275	0		3.472	1.008
Revenus primaires bruts / revenu national brut (B.5g)	1.157	200	351	6.500	3		8.212	

3.1 TABLEAUX DE SYNTHÈSE DES COMPTES DES SECTEURS - 1995 (SUITE)

(milliards de francs)

	Sociétés non financières (S.11)	Sociétés finan- cières (S.12)	Administra- tions publiques (S.13)	Ménages (S.14)	Institutions sans but lucra- tif au service des ménages (S.15)	Opérations non réparties	Economie to- tale (S.1)	Reste du mon- de (S.2)
1995								
Compte de distribution secondaire du revenu								
Ressources								
Revenus primaires bruts / revenu national brut (B.5g)	1.157	200	351	6.500	3		8.212	
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D.5)			1.361				1.361	
Cotisations sociales (D.61)	70	199	1.369	2	3		1.642	35
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)				1.605			1.605	19
Autres transferts courants (D.7)	77	166	1.417	167	119		1.946	100
Emplois								
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D.5)	161	53	0	1.143	1		1.358	3
Cotisations sociales (D.61)				1.669			1.669	7
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	98	153	1.350	2	3		1.606	18
Autres transferts courants (D.7)	55	166	1.554	188	8		1.972	74
Revenu disponible brut (B.6g)	991	193	1.592	5.272	113		8.160	
Compte d'utilisation du revenu								
Ressources								
Revenu disponible brut (B.6g)	991	193	1.592	5.272	113		8.160	
Ajustement pour variations des droits des ménages sur les fonds de pension (D.8)		-46		46				
Emplois								
Dépenses de consommation finale (P.3)			1.745	4.279	106		6.130	
Épargne brute (B.8g)	991	147	-153	1.039	7		2.031	
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital								
Variations des passifs et de la valeur nette								
Épargne brute (B.8g)	991	147	-153	1.039	7		2.031	
Solde des opérations courantes avec l'extérieur (B.12)								-362
Transferts en capital à recevoir (D.9)	65	46	63	63	3		241	23
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	50	46	115	39	0		250	14
Variations des actifs								
Solde épargne brute et transferts de capital (B.10g)	1.006	147	-204	1.063	10		2.022	-352
Compte des acquisitions d'actifs non financiers								
Variations des passifs et de la valeur nette								
Solde épargne brute et transferts de capital (B.10)	1.006	147	-204	1.063	10		2.022	-352
Variations des actifs								
Formation brute de capital (P.5)	931	55	144	536	3		1.669	
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	15	1	-9	-7	0		0	0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	59	91	-340	535	7		352	-352

3.2 TABLEAUX DE SYNTHÈSE DES COMPTES DES SECTEURS - 1996

(milliards de francs)

	Sociétés non financières (S.11)	Sociétés finan- cières (S.12)	Administra- tions publiques (S.13)	Ménages (S.14)	Institutions sans but lucra- tif au service des ménages (S.15)	Opérations non réparties	Economie to- tale (S.1)	Reste du mon- de (S.2)
1996								
Importations et exportations								
Importations de biens et de services (P.7)								5.583
Exportations de biens et de services (P.6)								5.917
Compte de production								
Ressources								
Production (aux prix de base) (P.1)	12.085	853	1.383	2.458	119		16.899	
Impôts sur les produits (D.21)						981	981	
Subventions sur les produits (-) (D.31)						108	108	
Emplois								
Consommation intermédiaire (aux prix d'acquisition) (P.2)	7.575	350	236	903	40		9.104	
Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)						364	364	
Valeur ajoutée brute / produit intérieur brut (B.1g)	4.511	504	1.147	1.555	79	-364	8.304	
Compte d'exploitation								
Ressources								
Valeur ajoutée brute / produit intérieur brut (B.1g)	4.511	504	1.147	1.555	79		8.304	
Emplois								
Rémunération des salariés (D.1)	2.805	281	998	132	76		4.293	133
Impôts sur la production et les importations (D.2)	84	6	0	74	0	981	1.146	
Impôts sur les produits (D.21)						981	981	
Autres impôts sur la production (D.29)	84	6	0	74	0		165	
Subventions (-) (D.3)	54	2	0	4	0	108	168	
Subventions sur les produits (D.31)						108	108	
Autres subventions sur la production (D.39)	54	2	0	4	0		60	
Excédent d'exploitation brut / revenu mixte brut (B.2g/B.3g)	1.675	219	149	1.354	2	-364	3.034	
Compte d'affectation des revenus primaires								
Ressources								
Excédent d'exploitation brut / revenu mixte brut (B.2g/B.3g)	1.675	219	149	1.354	2	-364	3.034	
Rémunération des salariés (D.1)				4.401			4.401	25
Impôts sur la production et les importations (D.2)			1.062				1.062	84
Subventions (-) (D.3)			135				135	34
Revenus de la propriété (D.4)	357	1.781	96	1.099	2		3.334	904
Correction services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)		-364				364		
Emplois								
Revenus de la propriété (D.4)	876	1.411	734	264	0		3.286	953
Revenus primaires bruts / revenu national brut (B.5g)	1.156	225	438	6.589	4		8.411	

3.2 TABLEAUX DE SYNTHÈSE DES COMPTES DES SECTEURS - 1996 (SUITE)

(milliards de francs)

	Sociétés non financières (S.11)	Sociétés finan- cières (S.12)	Administra- tions publiques (S.13)	Ménages (S.14)	Institutions sans but lucra- tif au service des ménages (S.15)	Opérations non réparties	Economie to- tale (S.1)	Reste du mon- de (S.2)
1996								
Compte de distribution secondaire du revenu								
Ressources								
Revenus primaires bruts / revenu national brut (B.5g)	1.156	225	438	6.589	4		8.411	
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D.5)			1.389				1.389	
Cotisations sociales (D.61)	70	228	1.398	2	3		1.700	37
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)				1.646			1.646	20
Autres transferts courants (D.7)	76	174	1.466	179	115		2.008	106
Emplois								
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D.5)	172	62	0	1.152	1		1.387	2
Cotisations sociales (D.61)				1.729			1.729	8
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	98	159	1.387	2	3		1.649	17
Autres transferts courants (D.7)	58	174	1.618	186	9		2.044	70
Revenu disponible brut (B.6g)	973	233	1.685	5.347	109		8.346	
Compte d'utilisation du revenu								
Ressources								
Revenu disponible brut (B.6g)	973	233	1.685	5.347	109		8.346	
Ajustement pour variations des droits des ménages sur les fonds de pension (D.8)		-69		69				
Emplois								
Dépenses de consommation finale (P.3)			1.807	4.393	111		6.312	
Épargne brute (B.8g)	973	163	-122	1.023	-2		2.034	
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital								
Variations des passifs et de la valeur nette								
Épargne brute (B.8g)	973	163	-122	1.023	-2		2.034	
Solde des opérations courantes avec l'étranger (B.12)								-376
Transferts en capital à recevoir (D.9)	80	14	64	30	6		194	17
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	16	12	122	45	0		195	17
Variations des actifs								
Solde épargne brute et transferts de capital (B.10g)	1.037	165	-180	1.008	4		2.034	-375
Compte des acquisitions d'actifs non financiers								
Variations des passifs et de la valeur nette								
Solde épargne brute et transferts de capital (B.10)	1.037	165	-180	1.008	4		2.034	-375
Variations des actifs								
Formation brute de capital (P.5)	926	69	134	526	4		1.658	
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	15	1	-9	-7	0		1	-1
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	96	95	-305	489	0		375	-375

3.3 TABLEAUX DE SYNTHÈSE DES COMPTES DES SECTEURS - 1997

(milliards de francs)

	Sociétés non financières (S.11)	Sociétés finan- cières (S.12)	Administra- tions publiques (S.13)	Ménages (S.14)	Institutions sans but lucra- tif au service des ménages (S.15)	Opérations non réparties	Economie to- tale (S.1)	Reste du mon- de (S.2)
1997								
Importations et exportations								
Importations de biens et de services (P.7)								6.215
Exportations de biens et de services (P.6)								6.608
Compte de production								
Ressources								
Production (aux prix de base) (P.1)	13.362	904	1.426	2.519	122		18.333	
Impôts sur les produits (D.21)						1.037	1.037	
Subventions sur les produits (-) (D.31)						102	102	
Emplois								
Consommation intermédiaire (aux prix d'acquisition) (P.2)	8.631	376	242	919	39		10.207	
Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)						348	348	
Valeur ajoutée brute / produit intérieur brut (B.1g)	4.731	529	1.184	1.600	83	-348	8.712	
Compte d'exploitation								
Ressources								
Valeur ajoutée brute / produit intérieur brut (B.1g)	4.731	529	1.184	1.600	83		8.712	
Emplois								
Rémunération des salariés (D.1)	2.930	287	1.034	129	80		4.460	136
Impôts sur la production et les importations (D.2)	92	7	0	80	0	1.037	1.215	
Impôts sur les produits (D.21)						1.037	1.037	
Autres impôts sur la production (D.29)	92	7	0	80	0		179	
Subventions (-) (D.3)	51	4	0	4	0	102	162	
Subventions sur les produits (D.31)						102	102	
Autres subventions sur la production (D.39)	51	4	0	4	0		59	
Excédent d'exploitation brut / revenu mixte brut (B.2g/B.3g)	1.760	238	150	1.395	2	-348	3.198	
Compte d'affectation des revenus primaires								
Ressources								
Excédent d'exploitation brut / revenu mixte brut (B.2g/B.3g)	1.760	238	150	1.395	2	-348	3.198	
Rémunération des salariés (D.1)				4.570			4.570	27
Impôts sur la production et les importations (D.2)			1.126				1.126	89
Subventions (-) (D.3)			128				128	33
Revenus de la propriété (D.4)	413	1.817	76	1.115	2		3.422	1.037
Correction services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)		-348				348		
Emplois								
Revenus de la propriété (D.4)	963	1.470	701	259	0		3.393	1.065
Revenus primaires bruts / revenu national brut (B.5g)	1.210	237	522	6.821	4		8.794	

3.3 TABLEAUX DE SYNTHÈSE DES COMPTES DES SECTEURS - 1997 (SUITE)

(milliards de francs)

	Sociétés non financières (S.11)	Sociétés finan- cières (S.12)	Administra- tions publiques (S.13)	Ménages (S.14)	Institutions sans but lucra- tif au service des ménages (S.15)	Opérations non réparties	Economie to- tale (S.1)	Reste du mon- de (S.2)
1997								
Compte de distribution secondaire du revenu								
Ressources								
Revenus primaires bruts / revenu national brut (B.5g)	1.210	237	522	6.821	4		8.794	
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D.5)			1.496				1.496	
Cotisations sociales (D.61)	70	240	1.460	2	3		1.775	38
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)				1.685			1.685	20
Autres transferts courants (D.7)	77	173	1.530	155	129		2.064	115
Emplois								
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D.5)	192	77	0	1.222	1		1.493	3
Cotisations sociales (D.61)				1.804			1.804	9
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	91	163	1.422	2	3		1.681	25
Autres transferts courants (D.7)	65	173	1.696	167	10		2.111	69
Revenu disponible brut (B.6g)	1.010	237	1.889	5.468	122		8.726	
Compte d'utilisation du revenu								
Ressources								
Revenu disponible brut (B.6g)	1.010	237	1.889	5.468	122		8.726	
Ajustement pour variations des droits des ménages sur les fonds de pension (D.8)		-77		77				
Emplois								
Dépenses de consommation finale (P.3)			1.851	4.557	114		6.522	
Épargne brute (B.8g)	1.010	160	39	988	8		2.204	
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital								
Variations des passifs et de la valeur nette								
Épargne brute (B.8g)	1.010	160	39	988	8		2.204	
Solde des opérations courantes avec l'étranger (B.12)								-407
Transferts en capital à recevoir (D.9)	86	14	81	24	5		211	14
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	12	9	131	41	0		193	32
Variations des actifs								
Solde épargne brute et transferts de capital (B.10g)	1.084	165	-10	971	13		2.222	-425
Compte des acquisitions d'actifs non financiers								
Variations des passifs et de la valeur nette								
Solde épargne brute et transferts de capital (B.10)	1.084	165	-10	971	13		2.222	-425
Variations des actifs								
Formation brute de capital (P.5)	1.008	79	144	561	5		1.797	
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	7	1	0	-6	0		2	-2
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	69	85	-154	416	7		423	-423

3.4 TABLEAUX DE SYNTHÈSE DES COMPTES DES SECTEURS - 1998

(milliards de francs)

	Sociétés non financières (S.11)	Sociétés finan- cières (S.12)	Administra- tions publiques (S.13)	Ménages (S.14)	Institutions sans but lucra- tif au service des ménages (S.15)	Opérations non réparties	Economie to- tale (S.1)	Reste du mon- de (S.2)
1998								
Importations et exportations								
Importations de biens et de services (P.7)								6.503
Exportations de biens et de services (P.6)								6.868
Compte de production								
Ressources								
Production (aux prix de base) (P.1)	13.941	1.001	1.477	2.628	129		19.176	
Impôts sur les produits (D.21)						1.076	1.076	
Subventions sur les produits (-) (D.31)						102	102	
Emplois								
Consommation intermédiaire (aux prix d'acquisition) (P.2)	9.003	431	259	955	42		10.689	
Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)						372	372	
Valeur ajoutée brute / produit intérieur brut (B.1g)	4.939	570	1.219	1.673	87	-372	9.089	
Compte d'exploitation								
Ressources								
Valeur ajoutée brute / produit intérieur brut (B.1g)	4.939	570	1.219	1.673	87		9.089	
Emplois								
Rémunération des salariés (D.1)	3.047	304	1.067	129	84		4.631	141
Impôts sur la production et les importations (D.2)	94	8	0	84	1	1.076	1.262	
Impôts sur les produits (D.21)						1.076	1.076	
Autres impôts sur la production (D.29)	94	8	0	84	1		186	
Subventions (-) (D.3)	54	1	0	3	0	102	160	
Subventions sur les produits (D.31)						102	102	
Autres subventions sur la production (D.39)	54	1	0	3	0		58	
Excédent d'exploitation brut / revenu mixte brut (B.2g/B.3g)	1.852	259	152	1.462	3	-372	3.355	
Compte d'affectation des revenus primaires								
Ressources								
Excédent d'exploitation brut / revenu mixte brut (B.2g/B.3g)	1.852	259	152	1.462	3	-372	3.355	
Rémunération des salariés (D.1)				4.742			4.742	30
Impôts sur la production et les importations (D.2)			1.172				1.172	90
Subventions (-) (D.3)			132				132	27
Revenus de la propriété (D.4)	465	1.844	76	1.125	1		3.512	1.058
Correction services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)		-372				372		
Emplois								
Revenus de la propriété (D.4)	1.055	1.462	707	249	1		3.474	1.097
Revenus primaires bruts / revenu national brut (B.5g)	1.262	268	561	7.081	4		9.175	

3.4 TABLEAUX DE SYNTHÈSE DES COMPTES DES SECTEURS - 1998 (SUITE)

(milliards de francs)

	Sociétés non financières (S.11)	Sociétés finan- cières (S.12)	Administra- tions publiques (S.13)	Ménages (S.14)	Institutions sans but lucra- tif au service des ménages (S.15)	Opérations non réparties	Economie to- tale (S.1)	Reste du mon- de (S.2)
1998								
Compte de distribution secondaire du revenu								
Ressources								
Revenus primaires bruts / revenu national brut (B.5g)	1.262	268	561	7.081	4		9.175	
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D.5)			1.603				1.603	
Cotisations sociales (D.61)	73	237	1.504	2	3		1.819	39
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)				1.724			1.724	21
Autres transferts courants (D.7)	74	178	1.602	165	136		2.154	131
Emplois								
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D.5)	234	95	0	1.270	1		1.601	3
Cotisations sociales (D.61)				1.848			1.848	10
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	90	174	1.457	2	3		1.726	19
Autres transferts courants (D.7)	68	178	1.770	180	12		2.208	77
Revenu disponible brut (B.6g)	1.017	236	2.042	5.671	126		9.092	
Compte d'utilisation du revenu								
Ressources								
Revenu disponible brut (B.6g)	1.017	236	2.042	5.671	126		9.092	
Ajustement pour variations des droits des ménages sur les fonds de pension (D.8)		-63		63				
Emplois								
Dépenses de consommation finale (P.3)			1.917	4.770	120		6.806	
Épargne brute (B.8g)	1.017	173	126	964	6		2.286	
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital								
Variations des passifs et de la valeur nette								
Épargne brute (B.8g)	1.017	173	126	964	6		2.286	
Solde des opérations courantes avec l'extérieur (B.12)								-369
Transferts en capital à recevoir (D.9)	87	32	71	22	5		217	14
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	10	8	150	49	0		218	14
Variations des actifs								
Solde épargne brute et transferts de capital (B.10g)	1.093	197	46	938	11		2.286	-369
Compte des acquisitions d'actifs non financiers								
Variations des passifs et de la valeur nette								
Solde épargne brute et transferts de capital (B.10)	1.093	197	46	938	11		2.286	-369
Variations des actifs								
Formation brute de capital (P.5)	1.102	75	145	589	6		1.917	
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	17	1	-8	-9	0		1	-1
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-26	121	-91	358	6		368	-368

TABLEAUX PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

4. COMPTE DE PRODUCTION ET COMPTE D'EXPLOITATION

4.1 COMPTE DE PRODUCTION ET COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (A31), ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions de francs)

	année	Production (P.1)	Consomma- tion intermé- diaire (P.2)	Valeur ajoutée brute / Pro- duit inté- rieur brut (B.1g)	Rémunéra- tion des sa- lariés (D.1)	Autres im- pôts sur la production (D.29)	Autres sub- ventions sur la pro- duction (D.39)	Consom- mation de capital fixe (K.1)	Excédent d'exploita- tion net (B.2n) et revenu mix- te (B.3n)
Agriculture, chasse et sylvicul- ture	1995	283.974	163.151	120.823	10.818	370	2.175	20.275	91.535
	1996	292.742	166.896	125.846	10.968	692	1.880	22.133	93.933
	1997	298.493	169.029	129.464	11.180	703	2.116	22.763	96.934
	1998	283.686	163.239	120.448	11.747	734	1.655	24.930	84.692
Pêche et aquaculture	1995	4.252	2.255	1.997	1.147	43	53	456	404
	1996	4.398	2.411	1.987	1.113	51	61	882	2
	1997	4.987	2.803	2.184	1.172	49	69	704	328
	1998	4.694	2.499	2.195	1.128	50	68	781	304
Extraction de produits non énergétiques	1995	28.065	14.689	13.376	6.010	492	7	2.157	4.724
	1996	27.454	14.792	12.662	5.993	561	12	2.834	3.286
	1997	31.551	17.647	13.904	6.024	707	26	2.824	4.375
	1998	33.114	18.486	14.628	5.872	727	28	2.990	5.067
Industries agricoles et alimentai- res	1995	878.124	672.090	206.034	114.288	4.385	2.311	37.197	52.475
	1996	892.286	680.359	211.927	116.136	6.519	1.803	38.305	52.770
	1997	953.385	738.466	214.919	119.017	5.298	2.264	39.364	53.504
	1998	961.305	746.741	214.564	121.551	5.455	2.330	43.941	45.947
Industrie textile et habillement	1995	330.993	242.414	88.579	61.599	1.154	619	17.469	8.976
	1996	330.954	240.531	90.423	58.880	1.330	725	17.213	13.725
	1997	353.507	261.261	92.246	60.196	1.304	778	17.166	14.358
	1998	373.251	278.523	94.728	62.044	1.341	809	19.834	12.318
Industrie du cuir et de la chaus- sure	1995	14.486	9.985	4.501	3.204	44	16	632	637
	1996	14.442	10.239	4.204	3.126	41	22	807	252
	1997	13.244	9.298	3.946	2.799	40	28	754	381
	1998	13.746	9.557	4.189	2.743	41	30	839	596
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	1995	85.187	62.044	23.143	16.033	327	1.108	4.705	3.186
	1996	78.257	55.610	22.647	15.794	394	1.335	5.570	2.224
	1997	84.017	60.041	23.975	16.179	457	1.497	5.929	2.907
	1998	88.330	63.248	25.082	16.736	470	1.572	6.199	3.249
Industrie du papier et du carton; édition et imprimerie	1995	348.418	229.060	119.358	76.166	1.387	1.159	23.895	19.069
	1996	337.696	221.601	116.095	75.787	1.449	1.423	24.706	15.576
	1997	338.423	215.576	122.847	77.552	1.707	1.500	25.184	19.904
	1998	350.006	222.519	127.487	77.155	1.756	1.569	28.226	21.919
Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	1995	168.775	138.310	30.465	13.994	627	0	4.725	11.119
	1996	198.381	161.031	37.351	14.779	973	0	4.001	17.598
	1997	214.979	174.004	40.975	14.238	828	0	4.934	20.975
	1998	185.102	143.518	41.584	15.401	851	0	5.226	20.106

4.1 COMPTE DE PRODUCTION ET COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (A31), ESTIMATIONS À PRIX COURANTS (SUITE)

(millions de francs)

		Production (P.1)	Consomma- tion intermé- diaire (P.2)	Valeur ajoutée brute / Pro- duit inté- rieur brut (B.1g)	Rémunéra- tion des sa- lariés (D.1)	Autres im- pôts sur la production (D.29)	Autres sub- ventions sur la pro- duction (D.39)	Consom- mation de capital fixe (K.1)	Excédent d'exploita- tion net (B.2n) et revenu mix- te (B.3n)
Industrie chimique	1995	760.331	483.436	276.895	151.960	3.643	361	61.936	59.717
	1996	788.193	500.709	287.484	155.167	3.952	346	61.593	67.118
	1997	912.211	605.580	306.631	160.294	4.594	469	61.963	80.249
	1998	940.875	611.574	329.301	163.467	4.725	495	70.958	90.646
Industrie du caoutchouc et des plastiques	1995	188.198	130.949	57.249	34.877	1.538	165	8.258	12.741
	1996	182.271	125.018	57.252	34.964	686	355	9.914	12.043
	1997	209.739	146.978	62.761	37.570	751	347	10.414	14.373
	1998	225.993	161.645	64.348	39.989	772	365	10.935	13.017
Fabrication d'autres produits mi- néraux non métalliques	1995	228.533	141.778	86.755	51.518	600	335	19.316	15.656
	1996	224.174	142.164	82.011	51.654	1.624	183	18.054	10.862
	1997	234.633	149.903	84.730	53.173	1.647	220	17.901	12.229
	1998	241.994	156.806	85.188	53.863	1.694	232	21.143	8.720
Métallurgie et travail des métaux	1995	799.914	563.479	236.435	163.067	3.836	951	37.353	33.130
	1996	773.793	552.552	221.241	162.501	4.181	1.123	38.220	17.462
	1997	841.776	608.817	232.960	163.322	4.132	1.332	39.167	27.671
	1998	868.768	627.089	241.679	166.000	4.251	1.390	43.892	28.926
Fabrication de machines et équi- pements	1995	273.315	184.681	88.634	65.433	728	308	11.096	11.685
	1996	274.592	182.007	92.585	66.038	898	264	9.907	16.006
	1997	296.191	197.273	98.918	67.799	996	249	10.170	20.202
	1998	322.294	215.334	106.960	70.604	1.025	253	11.925	23.659
Fabrication d'équipements élec- triques et électroniques	1995	328.921	199.174	129.747	93.244	675	1.273	11.191	25.910
	1996	324.656	193.673	130.983	93.179	731	1.755	14.810	24.018
	1997	349.905	209.134	140.770	94.515	732	2.331	16.826	31.028
	1998	381.083	245.063	136.020	95.414	753	2.453	16.383	25.923
Fabrication de matériel de trans- port	1995	722.987	575.238	147.749	106.588	1.154	260	24.127	16.140
	1996	718.847	576.567	142.281	106.522	1.267	335	23.811	11.016
	1997	699.475	560.144	139.331	107.665	1.287	343	24.425	6.297
	1998	738.179	593.799	144.380	110.755	1.324	362	27.682	4.981
Autres industries manufactu- rières	1995	165.625	119.301	46.324	32.987	595	288	8.257	4.773
	1996	158.289	112.494	45.795	31.621	649	338	8.102	5.761
	1997	169.300	121.952	47.348	31.309	619	390	7.521	8.289
	1998	164.288	116.390	47.898	31.829	638	407	9.135	6.703
Production et distribution d'élec- tricité, de gaz et d'eau	1995	370.196	154.121	216.075	72.506	3.413	434	57.017	83.573
	1996	382.788	150.148	232.640	79.551	3.118	313	64.501	85.783
	1997	394.480	150.015	244.465	91.734	3.845	323	66.917	82.292
	1998	401.409	154.702	246.707	90.028	3.955	340	72.084	80.980

4.1 COMPTE DE PRODUCTION ET COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (A31), ESTIMATIONS À PRIX COURANTS (SUITE)

(millions de francs)

		Production (P.1)	Consomma- tion intermé- diaire (P.2)	Valeur ajoutée brute / Pro- duit inté- rieur brut (B.1g)	Rémunéra- tion des sa- lariés (D.1)	Autres im- pôts sur la production (D.29)	Autres sub- ventions sur la pro- duction (D.39)	Consom- mation de capital fixe (K.1)	Excédent d'exploita- tion net (B.2n) et revenu mix- te (B.3n)
Construction	1995	1.148.926	755.284	393.642	223.063	2.385	777	22.988	145.983
	1996	1.130.990	751.021	379.969	215.088	3.059	1.196	27.748	135.270
	1997	1.222.339	825.557	396.781	220.003	3.011	1.250	31.255	143.762
	1998	1.267.906	860.307	407.599	222.764	3.109	1.219	31.365	151.580
Commerce; réparations automo- bile et d'articles domestiques	1995	2.162.696	1.241.253	921.443	499.973	15.611	2.748	111.073	297.534
	1996	2.212.510	1.292.765	919.745	503.627	14.421	2.497	116.332	287.862
	1997	2.699.336	1.751.886	947.450	514.198	22.228	2.291	123.729	289.586
	1998	2.801.346	1.792.202	1.009.144	534.655	22.903	1.914	134.322	319.178
Hôtels et restaurants	1995	293.096	170.083	123.013	64.077	3.838	689	14.282	41.505
	1996	304.543	180.152	124.391	64.704	3.720	226	17.232	38.961
	1997	317.583	191.203	126.380	64.462	4.153	285	19.577	38.473
	1998	338.292	203.777	134.516	66.760	4.302	297	19.544	44.207
Transports et communications	1995	1.251.397	715.960	535.437	336.761	8.946	3.846	100.767	92.809
	1996	1.291.455	760.276	531.179	338.991	7.154	4.533	114.902	74.665
	1997	1.418.846	864.162	554.684	358.116	7.170	5.817	127.695	67.520
	1998	1.577.066	979.195	597.871	374.928	7.381	6.065	131.350	90.277
Activités financières	1995	812.520	333.878	478.642	278.357	5.654	2.451	45.725	151.357
	1996	876.414	359.869	516.545	286.210	5.858	1.809	47.775	178.511
	1997	929.686	387.464	542.222	292.497	6.677	3.575	49.786	196.837
	1998	1.027.869	444.334	583.535	309.428	7.662	711	58.549	208.607
Immobilier, location et services aux entreprises	1995	2.360.596	886.318	1.474.278	319.725	74.071	19.867	299.055	801.294
	1996	2.491.151	955.650	1.535.501	333.863	83.247	25.142	328.683	814.850
	1997	2.721.831	1.092.471	1.629.360	370.703	87.537	27.378	361.289	837.209
	1998	2.848.110	1.145.617	1.702.493	408.769	91.423	28.483	359.703	871.081
Administration publique	1995	783.039	163.962	619.077	517.865	0	0	101.212	0
	1996	804.102	170.145	633.957	530.191	0	0	103.496	270
	1997	832.000	174.494	657.506	550.980	0	0	106.526	0
	1998	868.136	189.208	678.928	571.338	0	0	107.590	0
Education	1995	581.627	66.820	514.807	468.321	56	4	45.189	1.245
	1996	595.064	73.499	521.565	475.854	54	11	44.196	1.472
	1997	611.679	75.294	536.385	491.658	66	0	43.243	1.418
	1998	628.564	78.200	550.364	504.699	69	0	43.675	1.921
Santé et action sociale	1995	714.628	255.563	459.065	296.267	1.180	10.163	6.059	165.722
	1996	762.856	276.156	486.700	308.680	1.532	10.304	6.287	180.505
	1997	744.761	251.544	493.217	325.594	1.585	1.586	7.445	160.179
	1998	782.697	265.731	516.966	339.061	1.634	1.671	7.382	170.560
Services collectifs, sociaux et personnels	1995	373.489	182.507	190.982	107.029	16.479	1.816	5.734	63.556
	1996	382.437	195.168	187.269	108.678	16.349	2.099	12.017	52.324
	1997	390.346	194.861	195.485	112.477	16.598	2.831	8.383	60.858
	1998	413.046	200.102	212.944	117.224	17.087	2.901	9.748	71.786

4.1 COMPTE DE PRODUCTION ET COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (A31), ESTIMATIONS À PRIX COURANTS (SUITE)

(millions de francs)

		Production (P.1)	Consomma- tion intermé- diaire (P.2)	Valeur ajoutée brute / Pro- duit inté- rieur brut (B.1g)	Rémunéra- tion des sa- lariés (D.1)	Autres im- pôts sur la production (D.29)	Autres sub- ventions sur la pro- duction (D.39)	Consom- mation de capital fixe (K.1)	Excédent d'exploita- tion net (B.2n) et revenu mix- te (B.3n)
Services domestiques	1995	42.331	0	42.331	42.331	0	0	0	0
	1996	42.980	0	42.980	42.980	0	0	0	0
	1997	43.984	0	43.984	43.984	0	0	0	0
	1998	45.043	0	45.043	45.043	0	0	0	0
Services d'intermédiation finan- cière indirectement mesurés (SI- FIM)	1995		336.401	-336.401					
	1996		364.150	-364.150					
	1997		347.633	-347.633					
	1998		371.840	-371.840					
Total	1995	16.504.639	9.194.184	7.310.455	4.229.208	153.231	54.184	1.102.144	2.216.455
	1996	16.898.716	9.467.651	7.431.065	4.292.639	164.510	60.090	1.184.031	2.214.125
	1997	18.332.687	10.554.492	7.778.195	4.460.410	178.721	59.297	1.253.852	2.292.138
	1998	19.176.192	11.061.245	8.114.947	4.630.995	186.132	57.618	1.320.327	2.406.948

4.2 PRODUCTION (P.1), CONSOMMATION INTERMÉDIAIRE (P.2) ET VALEUR AJOUTÉE BRUTE (B.1G), ESTIMATIONS AUX PRIX DE 1995

(millions de francs)

	année	Production (P.1)	Consomma- tion interméd- iaire (P.2)	Valeur ajou- tée brute / Produit inté- rieur brut (B.1g)
Agriculture, chasse et sylviculture	1995	283.974	163.151	120.823
	1996	284.788	162.361	122.427
	1997	286.918	162.474	124.444
	1998	281.649	162.066	119.583
Pêche et aquaculture	1995	4.252	2.255	1.997
	1996	4.316	2.366	1.950
	1997	4.675	2.628	2.048
	1998	4.213	2.243	1.970
Extraction de produits non énergétiques	1995	28.065	14.689	13.376
	1996	26.895	14.491	12.404
	1997	30.384	16.995	13.390
	1998	31.355	17.504	13.851
Industries agricoles et alimentaires	1995	878.124	672.090	206.034
	1996	905.837	690.691	215.146
	1997	1.014.081	785.480	228.602
	1998	1.074.060	839.711	234.348
Industrie textile et habillement	1995	330.993	242.414	88.579
	1996	349.213	253.801	95.412
	1997	377.219	278.785	98.434
	1998	403.621	303.129	100.493
Industrie du cuir et de la chaussure	1995	14.486	9.985	4.501
	1996	14.338	10.165	4.173
	1997	12.933	9.080	3.853
	1998	13.207	9.242	3.966
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	1995	85.187	62.044	23.143
	1996	78.504	55.786	22.719
	1997	83.674	59.796	23.878
	1998	87.338	62.941	24.397
Industrie du papier et du carton; édition et im- primerie	1995	348.418	229.060	119.358
	1996	339.757	222.954	116.803
	1997	340.839	217.116	123.724
	1998	353.685	226.309	127.377
Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	1995	168.775	138.310	30.465
	1996	177.266	143.891	33.375
	1997	180.287	145.924	34.363
	1998	149.108	116.356	32.752
Industrie chimique	1995	760.331	483.436	276.895
	1996	804.584	511.121	293.463
	1997	926.806	615.269	311.537
	1998	951.052	622.177	328.875

4.2 PRODUCTION (P.1), CONSOMMATION INTERMÉDIAIRE (P.2) ET VALEUR AJOUTÉE BRUTE (B.1G), ESTIMATIONS AUX PRIX DE 1995 (SUITE)

(millions de francs)

		Production (P.1)	Consomma- tion intermé- diaire (P.2)	Valeur ajou- tée brute / Produit inté- rieur brut (B.1g)
Industrie du caoutchouc et des plastiques	1995	188.198	130.949	57.249
	1996	183.664	125.974	57.690
	1997	211.496	148.209	63.287
	1998	227.853	164.027	63.826
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	1995	228.533	141.778	86.755
	1996	222.214	140.920	81.293
	1997	230.779	147.441	83.338
	1998	236.159	154.012	82.147
Métallurgie et travail des métaux	1995	799.914	563.479	236.435
	1996	793.854	566.877	226.977
	1997	844.358	610.684	233.674
	1998	856.880	622.499	234.382
Fabrication de machines et équipements	1995	273.315	184.681	88.634
	1996	270.577	179.346	91.231
	1997	291.659	194.255	97.404
	1998	317.013	213.172	103.841
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	1995	328.921	199.174	129.747
	1996	321.156	191.585	129.571
	1997	347.002	207.400	139.603
	1998	378.679	245.088	133.591
Fabrication de matériel de transport	1995	722.987	575.238	147.749
	1996	722.267	579.309	142.958
	1997	698.674	559.502	139.171
	1998	732.829	593.299	139.531
Autres industries manufacturières	1995	165.625	119.301	46.324
	1996	157.200	111.720	45.480
	1997	165.550	119.250	46.299
	1998	158.181	112.787	45.395
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1995	370.196	154.121	216.075
	1996	383.050	150.251	232.799
	1997	388.987	147.926	241.061
	1998	393.942	152.804	241.138
Construction	1995	1.148.926	755.284	393.642
	1996	1.121.775	744.901	376.874
	1997	1.200.163	810.580	389.583
	1998	1.222.530	829.518	393.012
Commerce; réparations automobile et d'articles domestiques	1995	2.162.695	1.241.253	921.442
	1996	2.154.938	1.259.126	895.812
	1997	2.593.203	1.683.006	910.197
	1998	2.640.736	1.689.450	951.287

4.2 PRODUCTION (P.1), CONSOMMATION INTERMÉDIAIRE (P.2) ET VALEUR AJOUTÉE BRUTE (B.1G), ESTIMATIONS AUX PRIX DE 1995 (SUITE)

(millions de francs)

		Production (P.1)	Consomma- tion intermé- diaire (P.2)	Valeur ajou- tée brute / Produit inté- rieur brut (B.1g)
Hôtels et restaurants	1995	293.096	170.083	123.013
	1996	300.688	177.872	122.816
	1997	308.818	185.926	122.892
	1998	323.111	194.632	128.479
Transports et communications	1995	1.251.397	715.960	535.437
	1996	1.256.092	739.458	516.634
	1997	1.350.614	822.605	528.009
	1998	1.496.992	929.477	567.514
Activités financières	1995	812.520	333.878	478.642
	1996	860.074	349.991	510.084
	1997	904.557	375.140	529.417
	1998	986.717	423.223	563.494
Immobilier, location et services aux entrepri- ses	1995	2.360.596	886.318	1.474.278
	1996	2.451.014	940.253	1.510.761
	1997	2.646.523	1.062.245	1.584.278
	1998	2.726.635	1.096.755	1.629.880
Administration publique	1995	783.039	163.962	619.077
	1996	796.442	165.605	630.837
	1997	799.057	166.172	632.885
	1998	824.103	178.433	645.670
Education	1995	581.627	66.820	514.807
	1996	592.657	71.843	520.815
	1997	594.658	72.388	522.270
	1998	599.490	73.417	526.073
Santé et action sociale	1995	714.628	255.563	459.065
	1996	738.194	267.229	470.966
	1997	713.062	240.838	472.224
	1998	717.039	243.440	473.599
Services collectifs, sociaux et personnels	1995	373.489	182.507	190.982
	1996	373.346	190.528	182.817
	1997	375.805	187.602	188.203
	1998	384.925	186.478	198.446
Services domestiques	1995	42.332	0	42.332
	1996	42.580	0	42.580
	1997	42.904	0	42.904
	1998	43.256	0	43.256
Services d'intermédiation financière indirecte- ment mesurés (SIFIM)	1995		336.401	-336.401
	1996		357.361	-357.361
	1997		338.237	-338.237
	1998		356.953	-356.953
Total	1995	16.504.639	9.194.184	7.310.455
	1996	16.727.280	9.377.775	7.349.505
	1997	17.965.686	10.372.952	7.592.734
	1998	18.616.360	10.821.142	7.795.218

4.3 VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (A31) ET PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL, ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions de francs)

		Sociétés non financières (S.11)	Sociétés fi- nancières (S.12)	Administra- tions publi- ques (S.13)	Ménages (S.14)	Institutions sans but lu- cratif au servi- ce des ména- ges (S.15)	Economie to- tale (S.1)
	année						
Agriculture, chasse et sylviculture	1995	20.636			100.187		120.823
	1996	20.940			104.906		125.846
	1997	21.054			108.410		129.464
	1998	19.588			100.860		120.448
Pêche et aquaculture	1995	1.789			208		1.997
	1996	1.788			199		1.987
	1997	1.965			219		2.184
	1998	1.974			220		2.195
Extraction de produits non énergétiques	1995	13.248			128		13.376
	1996	12.568			94		12.662
	1997	13.801			103		13.904
	1998	14.500			128		14.628
Industries agricoles et alimentaires	1995	186.451			19.583		206.034
	1996	192.619			19.308		211.927
	1997	196.150			18.769		214.919
	1998	194.716			19.848		214.564
Industrie textile et habillement	1995	86.782			1.797		88.579
	1996	88.893			1.530		90.423
	1997	90.636			1.610		92.246
	1998	93.199			1.529		94.728
Industrie du cuir et de la chaussure	1995	4.361			140		4.501
	1996	4.092			112		4.204
	1997	3.805			141		3.946
	1998	4.083			106		4.189
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	1995	22.112			1.031		23.143
	1996	21.696			951		22.647
	1997	22.991			984		23.975
	1998	24.064			1.018		25.082
Industrie du papier et du carton; édition et im- primerie	1995	115.775		807	2.776		119.358
	1996	112.592		840	2.663		116.095
	1997	119.662		663	2.522		122.847
	1998	123.461		1.025	3.001		127.487
Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	1995	30.465					30.465
	1996	37.351					37.351
	1997	40.975					40.975
	1998	41.584					41.584
Industrie chimique	1995	276.797			98		276.895
	1996	287.392			92		287.484
	1997	306.528			103		306.631
	1998	329.211			90		329.301

4.3 VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (A31) ET PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL, ESTIMATIONS À PRIX COURANTS (SUITE)

(millions de francs)

		Sociétés non financières (S.11)	Sociétés fi- nancières (S.12)	Administra- tions publi- ques (S.13)	Ménages (S.14)	Institutions sans but lu- cratif au servi- ce des ména- ges (S.15)	Economie to- tale (S.1)
Industrie du caoutchouc et des plastiques	1995	57.043			206		57.249
	1996	57.073			179		57.252
	1997	62.572			189		62.761
	1998	64.160			188		64.348
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	1995	85.578			1.177		86.755
	1996	80.964			1.047		82.011
	1997	83.729			1.001		84.730
	1998	84.169			1.019		85.188
Métallurgie et travail des métaux	1995	232.523			3.912		236.435
	1996	217.421			3.820		221.241
	1997	228.984			3.976		232.960
	1998	237.333			4.346		241.679
Fabrication de machines et équipements	1995	87.950			684		88.634
	1996	91.877			708		92.585
	1997	98.200			718		98.918
	1998	106.183			777		106.960
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	1995	128.614			1.133		129.747
	1996	129.827			1.156		130.983
	1997	139.576			1.194		140.770
	1998	134.504			1.516		136.020
Fabrication de matériel de transport	1995	147.533			216		147.749
	1996	142.031			250		142.281
	1997	139.063			268		139.331
	1998	144.071			309		144.380
Autres industries manufacturières	1995	43.108			3.216		46.324
	1996	42.657			3.138		45.795
	1997	44.014			3.334		47.348
	1998	43.643			4.255		47.898
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1995	216.075					216.075
	1996	232.640					232.640
	1997	244.465					244.465
	1998	246.706					246.707
Construction	1995	308.177			85.465		393.642
	1996	295.579			84.390		379.969
	1997	309.696			87.085		396.781
	1998	316.121			91.478		407.599
Commerce, réparations automobile et d'articles domestiques	1995	805.152		7	116.284		921.443
	1996	807.567		235	111.943		919.745
	1997	832.320		-131	115.177		947.450
	1998	890.075		-108	119.176		1.009.144

4.3 VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (A31) ET PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL, ESTIMATIONS À PRIX COURANTS (SUITE)

(millions de francs)

		Sociétés non financières (S.11)	Sociétés fi- nancières (S.12)	Administra- tions publi- ques (S.13)	Ménages (S.14)	Institutions sans but lu- cratif au servi- ce des ména- ges (S.15)	Economie to- tale (S.1)
Hôtels et restaurants	1995	76.345			46.668		123.013
	1996	78.391			46.000		124.391
	1997	79.505			46.875		126.380
	1998	82.860			51.656		134.516
Transports et communications	1995	520.741			14.696		535.437
	1996	518.803			12.376		531.179
	1997	542.206			12.478		554.684
	1998	582.619			15.251		597.871
Activités financières	1995		466.307		12.335		478.642
	1996		503.691		12.854		516.545
	1997		528.585		13.721		542.222
	1998		569.932		13.603		583.535
Immobilier, location et services aux entrepri- ses	1995	555.539			917.501	1.238	1.474.278
	1996	578.131			955.574	1.796	1.535.501
	1997	638.468			988.516	2.376	1.629.360
	1998	661.787			1.038.214	2.492	1.702.493
Administration publique	1995			619.077			619.077
	1996			633.957			633.957
	1997			657.506			657.506
	1998			678.928			678.928
Education	1995	2.876		505.846	454	5.631	514.807
	1996	3.077		511.849	507	6.132	521.565
	1997	3.856		525.942	481	6.106	536.385
	1998	4.623		538.762	582	6.397	550.364
Santé et action sociale	1995	310.494			119.844	28.727	459.065
	1996	333.510			122.355	30.835	486.700
	1997	337.275			122.203	33.739	493.217
	1998	352.895			128.725	35.346	516.966
Services collectifs, sociaux et personnels	1995	125.170			26.122	39.690	190.982
	1996	121.080			25.723	40.466	187.269
	1997	129.243			25.645	40.597	195.485
	1998	140.838			29.575	42.532	212.944
Services domestiques	1995				42.331		42.331
	1996				42.980		42.980
	1997				43.984		43.984
	1998				45.043		45.043
Total	1995	4.461.334	466.307	1.125.737	1.518.192	75.286	7.646.856
	1996	4.510.559	503.691	1.146.881	1.554.855	79.229	7.795.215
	1997	4.730.739	528.585	1.183.980	1.599.706	82.818	8.125.828
	1998	4.938.967	569.932	1.218.607	1.672.513	86.767	8.486.787

4.3 VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (A31) ET PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL, ESTIMATIONS À PRIX COURANTS (SUITE)

(millions de francs)

		Sociétés non financières (S.11)	Sociétés fi- nancières (S.12)	Administra- tions publi- ques (S.13)	Ménages (S.14)	Institutions sans but lu- cratif au servi- ce des ména- ges (S.15)	Economie to- tale (S.1)
Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	1995						-336.401
	1996						-364.150
	1997						-347.633
	1998						-371.840
Valeur ajoutée brute (aux prix de base)	1995						7.310.455
	1996						7.431.065
	1997						7.778.195
	1998						8.114.947

4.4 RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (A31) ET PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL

(millions de francs)

		Sociétés non financières (S.11)	Sociétés fi- nancières (S.12)	Administra- tions publi- ques (S.13)	Ménages (S.14)	Institutions sans but lu- cratif au servi- ce des ména- ges (S.15)	Economie to- tale (S.1)
	année						
Agriculture, chasse et sylviculture	1995	7.180			3.638		10.818
	1996	7.368			3.600		10.968
	1997	7.679			3.501		11.180
	1998	8.216			3.531		11.747
Pêche et aquaculture	1995	1.088			59		1.147
	1996	1.057			56		1.113
	1997	1.122			50		1.172
	1998	1.086			42		1.128
Extraction de produits non énergétiques	1995	5.983			27		6.010
	1996	5.966			27		5.993
	1997	5.998			26		6.024
	1998	5.849			23		5.872
Industries agricoles et alimentaires	1995	108.282			6.006		114.288
	1996	110.201			5.935		116.136
	1997	113.166			5.851		119.017
	1998	115.893			5.658		121.551
Industrie textile et habillement	1995	60.887			712		61.599
	1996	58.255			625		58.880
	1997	59.616			580		60.196
	1998	61.539			505		62.044
Industrie du cuir et de la chaussure	1995	3.169			35		3.204
	1996	3.094			32		3.126
	1997	2.771			28		2.799
	1998	2.719			24		2.743
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	1995	15.679			354		16.033
	1996	15.505			289		15.794
	1997	15.920			259		16.179
	1998	16.472			264		16.736
Industrie du papier et du carton; édition et im- primerie	1995	75.439		275	452		76.166
	1996	75.065		286	436		75.787
	1997	76.852		285	415		77.552
	1998	76.470		307	378		77.155
Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	1995	13.994					13.994
	1996	14.779					14.779
	1997	14.238					14.238
	1998	15.401					15.401
Industrie chimique	1995	151.926			34		151.960
	1996	155.137			30		155.167
	1997	160.264			30		160.294
	1998	163.437			30		163.467

4.4 RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (A31) ET PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL (SUITE)

(millions de francs)

		Sociétés non financières (S.11)	Sociétés fi- nancières (S.12)	Administra- tions publi- ques (S.13)	Ménages (S.14)	Institutions sans but lu- cratif au servi- ce des ména- ges (S.15)	Economie to- tale (S.1)
Industrie du caoutchouc et des plastiques	1995	34.801			76		34.877
	1996	34.895			69		34.964
	1997	37.495			75		37.570
	1998	39.917			72		39.989
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	1995	51.094			424		51.518
	1996	51.274			380		51.654
	1997	52.842			331		53.173
	1998	53.556			307		53.863
Métallurgie et travail des métaux	1995	162.036			1.031		163.067
	1996	161.474			1.027		162.501
	1997	162.313			1.009		163.322
	1998	164.999			1.001		166.000
Fabrication de machines et équipements	1995	65.219			214		65.433
	1996	65.813			225		66.038
	1997	67.564			235		67.799
	1998	70.368			236		70.604
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	1995	92.975			269		93.244
	1996	92.911			268		93.179
	1997	94.262			253		94.515
	1998	95.146			268		95.414
Fabrication de matériel de transport	1995	106.503			85		106.588
	1996	106.235			287		106.522
	1997	107.575			90		107.665
	1998	110.673			82		110.755
Autres industries manufacturières	1995	31.970			1.017		32.987
	1996	30.619			1.002		31.621
	1997	30.361			948		31.309
	1998	30.904			925		31.829
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1995	72.506					72.506
	1996	79.551					79.551
	1997	91.734					91.734
	1998	90.028					90.028
Construction	1995	207.449			15.614		223.063
	1996	200.743			14.345		215.088
	1997	206.261			13.742		220.003
	1998	209.814			12.950		222.764
Commerce; réparations automobile et d'articles domestiques	1995	479.134			20.839		499.973
	1996	483.189			20.438		503.627
	1997	494.381			19.817		514.198
	1998	514.912			19.743		534.655

4.4 RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (A31) ET PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL (SUITE)

(millions de francs)

		Sociétés non financières (S.11)	Sociétés fi- nancières (S.12)	Administra- tions publi- ques (S.13)	Ménages (S.14)	Institutions sans but lu- cratif au servi- ce des ména- ges (S.15)	Economie to- tale (S.1)
Hôtels et restaurants	1995	55.562			8.515		64.077
	1996	56.290			8.414		64.704
	1997	56.293			8.169		64.462
	1998	58.598			8.162		66.760
Transports et communications	1995	334.034			2.727		336.761
	1996	336.229			2.762		338.991
	1997	355.503			2.613		358.116
	1998	372.225			2.703		374.928
Activités financières	1995		273.340		5.017		278.357
	1996		281.007		5.203		286.210
	1997		287.244		5.253		292.497
	1998		304.161		5.267		309.428
Immobilier, location et services aux entrepri- ses	1995	304.260			14.320	1.145	319.725
	1996	317.874			14.256	1.733	333.863
	1997	354.547			14.004	2.152	370.703
	1998	392.401			14.113	2.255	408.769
Administration publique	1995			517.865			517.865
	1996			530.191			530.191
	1997			550.980			550.980
	1998			571.338			571.338
Education	1995	2.092		460.657	133	5.439	468.321
	1996	2.159		467.653	123	5.919	475.854
	1997	2.942		482.699	116	5.901	491.658
	1998	3.320		495.087	110	6.182	504.699
Santé et action sociale	1995	262.802			5.572	27.893	296.267
	1996	273.955			4.961	29.764	308.680
	1997	289.029			3.904	32.661	325.594
	1998	301.065			3.778	34.218	339.061
Services collectifs, sociaux et personnels	1995	64.758			3.884	38.387	107.029
	1996	65.805			3.813	39.060	108.678
	1997	69.434			3.816	39.227	112.477
	1998	72.213			3.913	41.098	117.224
Services domestiques	1995				42.331		42.331
	1996				42.980		42.980
	1997				43.984		43.984
	1998				45.043		45.043
Total	1995	2.770.822	273.340	978.797	133.385	72.864	4.229.208
	1996	2.805.443	281.007	998.130	131.583	76.476	4.292.639
	1997	2.930.162	287.244	1.033.964	129.099	79.941	4.460.410
	1998	3.047.221	304.161	1.066.732	129.128	83.753	4.630.995

EMPLOI

5. EMPLOI ET RÉPARTITION DE L'EMPLOI

5.1 EMPLOI NATIONAL: NOMBRE D'INDÉPENDANTS ET DE SALARIÉS

(milliers de personnes)

	1995	1996	1997	1998
Emploi	3.764,2	3.777,5	3.808,5	3.854,9
Indépendants	699,2	702,7	699,4	693,5
Salariés	3.065,0	3.074,8	3.109,0	3.161,5

N.B.: Chiffres basés sur les chiffres au 30 juin du MET. Les chiffres annuels sont des moyennes de 4 trimestres estimés sur base des statistiques trimestrielles de l'emploi de l'ONSS.

5.2 EMPLOI INTÉRIEUR: RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (A31)

(milliers de personnes)

	1995	1996	1997	1998
Agriculture, chasse et sylviculture	86,0	81,3	78,3	78,3
Pêche et aquaculture	2,1	2,0	2,0	2,0
Extraction de produits non énergétiques	4,4	4,2	3,5	3,4
Industries agricoles et alimentaires	99,2	99,2	99,3	98,7
Industrie textile et habillement	67,0	63,5	60,7	59,8
Industrie du cuir et de la chaussure	3,3	3,1	2,8	2,6
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	18,3	18,0	17,3	16,8
Industrie du papier et du carton; édition et imprimerie	50,7	49,9	49,2	49,2
Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	4,2	4,1	3,8	3,7
Industrie chimique	71,6	70,5	67,6	67,6
Industrie du caoutchouc et des plastiques	22,4	22,6	25,6	26,8
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	35,5	35,4	35,7	35,8
Métallurgie et travail des métaux	107,2	105,8	101,9	102,2
Fabrication de machines et équipements	44,5	44,0	43,7	44,4
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	54,4	53,3	51,4	51,7
Fabrication de matériel de transport	63,2	63,3	64,8	68,1
Autres industries manufacturières	34,6	33,6	32,2	31,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	28,3	28,0	27,6	28,1
Construction	226,5	222,2	220,2	220,2
Commerce; réparations automobile et d'articles domestiques	508,0	503,5	503,2	500,9
Hôtels et restaurants	105,0	104,8	105,2	104,7
Transports et communications	255,8	257,1	258,5	261,3
Activités financières	129,7	131,2	129,8	130,0
Immobilier, location et services aux entreprises	390,3	404,9	427,0	443,1
Administration publique	390,9	395,4	402,8	403,8
Education	305,2	304,8	305,1	305,3
Santé et action sociale	373,2	382,1	390,7	408,3
Services collectifs, sociaux et personnels	143,3	145,0	146,5	146,9
Services domestiques	89,1	93,4	99,7	106,1
Emploi intérieur total	3.713,8	3.726,3	3.756,0	3.801,1

5.2.1 EMPLOI INTÉRIEUR: RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (A31) - INDÉPENDANTS

(milliers de personnes)

	1995	1996	1997	1998
Agriculture, chasse et sylviculture	65,3	62,3	59,7	57,9
Pêche et aquaculture	1,1	1,1	1,2	1,2
Extraction de produits non énergétiques	0,0	0,0	0,0	0,0
Industries agricoles et alimentaires	10,7	10,5	10,1	9,7
Industrie textile et habillement	2,7	2,6	2,5	2,3
Industrie du cuir et de la chaussure	0,2	0,2	0,2	0,1
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	5,1	5,3	5,2	5,2
Industrie du papier et du carton; édition et imprimerie	2,3	2,2	2,1	2,0
Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie chimique	0,2	0,2	0,2	0,2
Industrie du caoutchouc et des plastiques	0,2	0,2	0,2	0,2
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	0,8	0,8	0,7	0,7
Métallurgie et travail des métaux	3,3	3,4	3,3	3,2
Fabrication de machines et équipements	0,7	0,7	0,7	0,7
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	1,7	1,7	1,6	1,6
Fabrication de matériel de transport	0,3	0,3	0,3	0,3
Autres industries manufacturières	4,7	4,7	4,6	4,5
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction	45,0	46,6	46,6	46,9
Commerce; réparations automobile et d'articles domestiques	161,3	156,7	150,1	142,8
Hôtels et restaurants	44,2	43,3	41,8	40,3
Transports et communications	8,4	8,5	8,4	8,5
Activités financières	5,8	6,5	6,0	5,4
Immobilier, location et services aux entreprises	219,1	226,4	232,1	235,5
Administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0
Education	3,9	4,2	5,1	5,7
Santé et action sociale	66,4	68,8	72,1	74,1
Services collectifs, sociaux et personnels	45,5	45,5	44,7	44,5
Services domestiques	0,0	0,0	0,0	0,0
Emploi intérieur total	699,2	702,7	699,4	693,5

5.2.2 EMPLOI INTÉRIEUR: RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (A31) - SALARIÉS

(milliers de personnes)

	1995	1996	1997	1998
Agriculture, chasse et sylviculture	20,7	19,1	18,7	20,4
Pêche et aquaculture	1,0	0,9	0,8	0,9
Extraction de produits non énergétiques	4,4	4,2	3,4	3,4
Industries agricoles et alimentaires	88,5	88,7	89,2	89,0
Industrie textile et habillement	64,3	60,9	58,2	57,4
Industrie du cuir et de la chaussure	3,1	3,0	2,6	2,5
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	13,1	12,7	12,0	11,6
Industrie du papier et du carton; édition et imprimerie	48,4	47,7	47,1	47,2
Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	4,2	4,1	3,8	3,7
Industrie chimique	71,4	70,3	67,4	67,5
Industrie du caoutchouc et des plastiques	22,2	22,4	25,4	26,6
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	34,7	34,6	35,0	35,1
Métallurgie et travail des métaux	103,8	102,5	98,6	99,0
Fabrication de machines et équipements	43,7	43,2	43,0	43,7
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	52,7	51,6	49,8	50,1
Fabrication de matériel de transport	62,9	63,0	64,6	67,8
Autres industries manufacturières	29,9	28,9	27,6	26,6
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	28,3	27,9	27,5	28,0
Construction	181,5	175,6	173,6	173,3
Commerce; réparations automobile et d'articles domestiques	346,7	346,7	353,2	358,1
Hôtels et restaurants	60,8	61,5	63,3	64,3
Transports et communications	247,4	248,6	250,1	252,9
Activités financières	123,8	124,7	123,9	124,6
Immobilier, location et services aux entreprises	171,1	178,5	194,8	207,6
Administration publique	390,9	395,4	402,8	403,8
Education	301,3	300,6	300,0	299,7
Santé et action sociale	306,9	313,3	318,6	334,2
Services collectifs, sociaux et personnels	97,8	99,5	101,8	102,4
Services domestiques	89,1	93,4	99,7	106,1
Emploi intérieur total	3.014,6	3.023,6	3.056,6	3.107,6

DÉPENSES

6. PRINCIPALES CATÉGORIES DE DÉPENSES

6.1 FORMATION BRUTE DE CAPITAL

6.1.1 FORMATION BRUTE DE CAPITAL PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (A31), ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Agriculture, chasse et sylviculture	26.592	26.751	27.946	30.055
Pêche et aquaculture	597	1.067	864	935
Extraction de produits non énergétiques	2.165	2.254	2.428	2.532
Industries agricoles et alimentaires	40.763	43.238	44.611	47.551
Industrie textile et habillement	14.647	15.338	17.563	17.579
Industrie du cuir et de la chaussure	530	719	771	747
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	4.666	5.167	6.159	5.913
Industrie du papier et du carton; édition et imprimerie	25.597	27.312	29.140	30.336
Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	6.707	3.881	4.788	5.685
Industrie chimique	50.991	70.461	98.848	81.451
Industrie du caoutchouc et des plastiques	10.591	12.887	11.299	12.858
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	20.216	15.373	18.884	19.031
Métallurgie et travail des métaux	35.141	41.247	42.647	43.054
Fabrication de machines et équipements	11.952	11.048	10.982	12.564
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	23.283	27.013	30.817	29.990
Fabrication de matériel de transport	18.446	27.554	25.806	26.549
Autres industries manufacturières	8.776	8.430	8.320	9.438
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	80.938	63.260	65.716	77.611
Construction	48.461	47.229	51.179	54.302
Commerce; réparations automobile et d'articles domestiques	144.904	154.888	163.772	171.393
Hôtels et restaurants	27.331	26.434	26.512	28.941
Transports et communications	166.662	185.759	194.140	202.080
Activités financières	55.218	68.643	78.856	74.720
Immobilier, location et services aux entreprises	588.433	588.253	620.009	664.290
Administration publique	128.363	117.880	125.945	130.882
Education	16.561	16.611	19.681	15.787
Santé et action sociale	52.596	42.525	43.971	51.426
Services collectifs, sociaux et personnels	41.222	35.905	45.398	45.301
Services domestiques	0	0	0	0
Total	1.652.352	1.687.125	1.817.050	1.893.000

6.1.2 FORMATION BRUTE DE CAPITAL PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (A31), ESTIMATIONS AUX PRIX DE 1995

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Agriculture, chasse et sylviculture	26.592	26.307	27.440	29.445
Pêche et aquaculture	597	1.058	841	908
Extraction de produits non énergétiques	2.165	2.237	2.400	2.496
Industries agricoles et alimentaires	40.763	43.061	44.086	46.944
Industrie textile et habillement	14.647	15.209	17.379	17.382
Industrie du cuir et de la chaussure	530	711	762	738
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	4.666	5.115	6.078	5.827
Industrie du papier et du carton; édition et imprimerie	25.597	27.192	28.766	29.907
Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	6.707	3.854	4.732	5.613
Industrie chimique	50.991	70.091	97.741	80.358
Industrie du caoutchouc et des plastiques	10.591	12.781	11.148	12.669
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	20.216	15.292	18.660	18.784
Métallurgie et travail des métaux	35.141	41.077	42.166	42.514
Fabrication de machines et équipements	11.952	10.967	10.847	12.400
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	23.283	26.875	30.401	29.579
Fabrication de matériel de transport	18.446	27.492	25.514	26.218
Autres industries manufacturières	8.776	8.379	8.201	9.293
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	80.938	63.075	64.916	76.673
Construction	48.461	47.006	50.593	53.657
Commerce; réparations automobile et d'articles domestiques	144.904	154.181	161.892	169.322
Hôtels et restaurants	27.331	26.319	26.320	28.677
Transports et communications	166.662	185.526	192.097	199.940
Activités financières	55.218	68.362	77.947	73.841
Immobilier, location et services aux entreprises	588.433	575.761	594.200	628.946
Administration publique	128.363	117.427	124.665	129.542
Education	16.561	16.473	19.474	15.584
Santé et action sociale	52.596	42.154	43.383	50.704
Services collectifs, sociaux et personnels	41.222	35.654	45.035	44.895
Services domestiques	0	0	0	0
Total	1.652.352	1.669.637	1.777.685	1.842.856

6.1.3 FORMATION BRUTE DE CAPITAL PAR PRODUIT (PI6), ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Produits agricoles, forestières, de la pêche et de l'aquaculture	4.034	4.323	7.827	5.941
Equipements				
Produits métalliques et machines	679.782	711.898	777.471	796.312
Matériel de transport	158.005	164.485	166.888	179.654
Constructions				
Logements	366.767	360.485	382.325	407.334
Autres constructions	317.761	317.602	347.032	360.645
Autres produits	126.003	128.332	135.507	143.114
Total	1.652.352	1.687.125	1.817.050	1.893.000

6.1.4 FORMATION BRUTE DE CAPITAL PAR PRODUIT (PI6), ESTIMATIONS AUX PRIX DE 1995

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Produits agricoles, forestières, de la pêche et de l'aquaculture	4.034	4.245	7.629	5.757
Equipements				
Produits métalliques et machines	679.782	709.353	769.604	787.951
Matériel de transport	158.005	163.501	163.401	175.410
Constructions				
Logements	366.767	349.307	363.024	380.796
Autres constructions	317.761	315.443	340.678	352.170
Autres produits	126.003	127.788	133.349	140.772
Total	1.652.352	1.669.637	1.777.685	1.842.856

6.2 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR PRODUIT

6.2.1 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES (P.3), ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Produits alimentaires	556.471	558.785	573.389	591.719
Boissons	140.921	142.894	151.468	156.769
Tabac	75.274	78.987	81.507	88.141
Vêtements et effets personnels	269.031	267.257	250.934	259.225
Loyers, eau	817.421	855.309	881.797	914.050
Chauffage, éclairage	178.137	206.008	203.398	205.812
Entretien de la maison	215.375	215.458	223.737	234.505
Articles ménagers durables	47.644	37.388	39.265	41.539
Soins personnels et hygiène	180.418	170.056	182.977	182.683
Achat de matériel de transport	199.671	227.743	232.249	265.864
Transports	350.831	383.090	416.202	443.985
Communications	67.034	73.514	79.795	88.652
Loisirs, spectacle et culture	619.690	602.652	631.789	654.901
Enseignement et recherches	23.181	23.582	27.217	27.969
Services divers	383.946	383.636	407.097	425.375
Services financiers	67.399	73.532	80.171	90.186
Dépenses de consommation finale des ménages en Belgique (intérieur)	4.192.444	4.299.891	4.462.992	4.671.377
Dépenses de consommation finale des ménages résidents à l'étranger	201.800	219.800	224.100	234.564
Dépenses de consommation finale des ménages non résidents en Belgique (-)	115.500	126.500	130.200	136.279
Dépenses de consommation finale des ménages (national)	4.278.744	4.393.191	4.556.892	4.769.661

6.2.2 DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES (P.3), ESTIMATIONS AUX PRIX DE 1995

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Produits alimentaires	556.471	551.723	559.749	565.603
Boissons	140.921	145.291	149.115	149.296
Tabac	75.274	75.584	77.638	78.345
Vêtements et effets personnels	269.031	265.560	247.289	253.013
Loyers, eau	817.421	833.728	846.358	868.276
Chauffage, éclairage	178.137	197.816	191.338	200.076
Entretien de la maison	215.375	213.535	219.672	229.336
Articles ménagers durables	47.644	37.328	39.183	41.480
Soins personnels et hygiène	180.418	166.309	175.927	169.803
Achat de matériel de transport	199.671	226.902	227.691	262.746
Transports	350.831	364.706	383.456	414.487
Communications	67.034	69.101	71.671	80.477
Loisirs, spectacle et culture	619.690	595.046	618.345	636.637
Enseignement et recherches	23.181	23.591	26.930	26.440
Services divers	383.946	374.694	397.121	414.078
Services financiers	67.399	71.643	77.877	86.437
Dépenses de consommation finale des ménages en Belgique (intérieur)	4.192.444	4.212.557	4.309.359	4.476.529
Dépenses de consommation finale des ménages résidents à l'étranger	201.800	214.648	215.067	222.880
Dépenses de consommation finale des ménages non résidents en Belgique (-)	115.500	123.535	124.952	129.491
Dépenses de consommation finale des ménages (national)	4.278.744	4.303.671	4.399.474	4.569.918

COMPTES DES SECTEURS

7. COMPTES DES SECTEURS

7.1 ECONOMIE TOTALE (S.1)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Compte de production (I)				
Ressources				
Production (P.1)	16.504.639	16.898.716	18.332.687	19.176.192
Production marchande (P.11)	14.449.088	14.779.298	16.140.528	16.897.922
Production pour usage final propre (P.12)	654.585	683.405	710.848	741.727
Autre production non marchande (P.13)	1.400.966	1.436.013	1.481.311	1.536.543
Impôts moins subventions sur les produits (D.21-D.31)	818.486	873.047	934.165	973.897
Total Ressources	17.323.125	17.771.763	19.266.852	20.150.089
Emplois				
Consommation intermédiaire (P.2)	9.194.184	9.467.651	10.554.492	11.061.245
Valeur ajoutée brute / Produit intérieur brut (B.1g)	8.128.941	8.304.112	8.712.360	9.088.844
Consommation de capital fixe (K.1)	1.102.144	1.184.031	1.253.952	1.320.327
Valeur ajoutée nette / Produit intérieur net (B.1n)	7.026.797	7.120.081	7.458.408	7.768.517
Total Emplois	17.323.125	17.771.763	19.266.852	20.150.089
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)				
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)				
Compte d'exploitation (II.1.1)				
Ressources				
Valeur ajoutée nette / Produit intérieur net (B.1n)	7.026.797	7.120.081	7.458.408	7.768.517
Total Ressources	7.026.797	7.120.081	7.458.408	7.768.517
Emplois				
Rémunération des salariés (D.1)	4.229.208	4.292.639	4.460.410	4.630.995
Salaires et traitements bruts (D.11)	3.137.429	3.159.013	3.275.528	3.409.011
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	1.091.779	1.133.626	1.184.882	1.221.984
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	848.307	882.543	927.681	956.122
Versées aux administrations publiques	722.776	736.525	776.197	799.989
Versées aux autres secteurs	125.531	146.018	151.484	156.133
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	243.472	251.083	257.201	265.862
Impôts sur la production et les importations (D.2)	1.082.261	1.145.955	1.215.364	1.262.187
Impôts sur les produits (D.21)	929.030	981.445	1.036.650	1.076.055
Autres impôts sur la production (D.29)	153.231	164.510	178.714	186.132
Subventions (D.3)	164.728	168.488	161.783	159.777
Subventions sur les produits (D.31)	110.544	108.398	102.485	102.158
Autres subventions sur la production (D.39)	54.184	60.090	59.298	57.619
Excédent d'exploitation (B.2n)	1.383.185	1.363.799	1.448.829	1.511.194
Revenu mixte (B.3n)	496.871	486.176	495.588	523.918
Total Emplois	7.026.797	7.120.081	7.458.408	7.768.517
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)				
Ressources				
Excédent d'exploitation (B.2n)	1.383.185	1.363.799	1.448.829	1.511.194
Revenu mixte (B.3n)	496.871	486.176	495.588	523.918
Rémunération des salariés (D.1)	4.336.908	4.400.639	4.569.910	4.742.095
Salaires et traitements bruts (D.11)	3.226.029	3.247.313	3.365.228	3.500.511
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	1.110.879	1.153.326	1.204.682	1.241.584
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	867.407	902.243	947.481	975.722
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	243.472	251.083	257.201	265.862
Impôts sur la production et les importations (D.2)	992.582	1.062.388	1.125.869	1.171.960
Impôts sur les produits (D.21)	839.351	897.878	947.155	985.828
Taxe du type TVA (D.211)	509.042	536.856	567.528	586.051
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	19.930	20.764	23.204	23.482
Droits sur les importations (D.2121)	0	0	0	0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	19.930	20.764	23.204	23.482
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	310.379	340.258	356.423	376.295
Autres impôts sur la production (D.29)	153.231	164.510	178.714	186.132
Subventions (D.3)	123.535	134.510	128.449	132.438
Subventions sur les produits (D.31)	69.881	74.981	70.604	75.082
Subventions sur les importations (D.311)	0	0	0	0
Autres subventions sur les produits (D.319)	69.881	74.981	70.604	75.082
Autres subventions sur la production (D.39)	53.654	59.529	57.845	57.356

7.1 ECONOMIE TOTALE (S.1) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Revenus de la propriété (D.4)	3.495.879	3.334.229	3.422.129	3.511.731
Intérêts (D.41)	2.783.214	2.600.853	2.608.102	2.632.182
Revenus distribués des sociétés (D.42)	534.883	563.259	595.106	663.028
Dividendes (D.421)	533.011	560.796	592.676	660.207
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	1.872	2.463	2.430	2.821
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	37.600	20.300	60.800	55.400
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	132.549	141.209	150.336	153.869
Loyers (D.45)	7.633	8.608	7.785	7.252
Total Ressources	10.581.890	10.512.721	10.933.876	11.328.460
Emplois				
Revenus de la propriété (D.4)	3.472.027	3.285.652	3.393.343	3.473.684
Intérêts (D.41)	2.668.809	2.471.722	2.464.203	2.473.304
Revenus distribués des sociétés (D.42)	595.583	627.859	667.506	744.528
Dividendes (D.421)	593.711	625.396	665.076	741.707
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	1.872	2.463	2.430	2.821
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	65.500	34.400	100.300	91.300
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	134.502	143.063	153.549	157.300
Loyers (D.45)	7.633	8.608	7.785	7.252
Solde des revenus primaires / Revenu national (B.5n)	7.109.863	7.227.069	7.540.533	7.854.776
Total Emplois	10.581.890	10.512.821	10.933.876	11.328.460
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)				
Ressources				
Solde des revenus primaires / Revenu national (B.5n)	7.109.863	7.227.069	7.540.533	7.854.776
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	1.360.967	1.389.464	1.495.610	1.603.228
Impôts sur le revenu (D.51)	1.325.168	1.344.543	1.442.424	1.549.455
Autres impôts courants (D.59)	35.799	44.921	53.186	53.773
Cotisations sociales (D.61)	1.641.521	1.700.373	1.774.719	1.834.400
Cotisations sociales effectives (D.611)	1.398.049	1.449.290	1.517.514	1.568.539
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	848.307	882.543	927.681	956.122
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	840.935	874.179	918.484	946.833
A charge des administrations publiques	96.982	100.283	104.174	107.388
A charge des autres secteurs	743.953	773.896	814.310	839.445
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	7.372	8.364	9.197	9.289
A charge des administrations publiques	0	0	0	0
A charge des autres secteurs	7.372	8.364	9.197	9.289
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	430.894	444.429	465.642	471.438
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	430.894	444.429	465.642	471.438
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	118.848	122.318	124.191	125.624
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	106.659	109.580	111.727	113.160
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	12.189	12.738	12.464	12.464
Cotisations sociales imputées (D.612)	243.472	251.083	257.205	265.862
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	1.604.866	1.646.017	1.684.879	1.723.514
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	1.086.166	1.112.018	1.148.885	1.169.185
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	146.096	152.309	157.193	168.514
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	278.570	286.470	285.536	289.981
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	94.034	95.220	93.265	95.834
Autres transferts courants (D.7)	1.945.825	2.008.463	2.064.396	2.154.487
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	160.750	168.706	167.711	172.490
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	158.195	164.139	167.568	170.741
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	1.391.069	1.440.788	1.507.701	1.574.387
Transferts de recettes fiscales	848.243	893.679	961.884	1.006.800
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	542.826	547.109	545.817	567.587
Coopération internationale courante (D.74)	6.150	4.346	3.676	7.240
En provenance des états membres de l'Union européenne	2.343	29	0	4.573
En provenance des institutions de l'Union européenne	3.805	4.210	3.671	2.587
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	2	107	5	80
Transferts courants divers (D.75)	229.661	230.484	217.740	229.629

7.1 ECONOMIE TOTALE (S.1) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
En provenance des administrations publiques	124.231	120.763	124.481	125.418
En provenance des autres secteurs	105.430	109.721	93.259	104.211
Total Ressources	13.663.042	13.971.386	14.560.137	15.155.051
Emplois				
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	1.358.123	1.387.069	1.492.738	1.600.592
Impôts sur le revenu (D.51)	1.322.324	1.342.148	1.439.552	1.546.819
Autres impôts courants (D.59)	35.799	44.921	53.186	53.773
Cotisations sociales (D.61)	1.669.221	1.728.973	1.804.019	1.848.146
Cotisations sociales effectives (D.611)	1.425.749	1.477.890	1.546.814	1.582.284
Cotisations sociales imputées (D.612)	243.472	251.083	257.205	265.862
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	1.605.566	1.649.117	1.680.579	1.725.814
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	1.086.866	1.115.118	1.144.585	1.171.485
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	146.096	152.309	157.193	168.514
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	278.570	286.470	285.536	289.981
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	94.034	95.220	93.265	95.834
Autres transferts courants (D.7)	1.971.816	2.044.210	2.111.051	2.208.467
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	156.747	165.219	165.025	170.983
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	160.750	168.706	167.711	172.490
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	1.391.069	1.440.788	1.507.701	1.574.387
Transferts de recettes fiscales	848.243	893.679	961.884	1.006.800
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	542.826	547.109	545.817	567.587
Coopération internationale courante (D.74)	17.504	19.881	19.205	20.317
Versée aux états membres de l'Union européenne	0	0	8	0
Versée aux institutions de l'Union européenne	2.476	1.486	1.949	2.688
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	15.028	18.395	17.248	17.629
Transferts courants divers (D.75)	245.746	249.616	251.409	270.290
Revenu disponible (B.6n)	7.058.316	7.162.017	7.471.750	7.772.032
Total Emplois	13.663.042	13.971.386	14.560.137	15.155.051
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)				
Ressources				
Revenu disponible (B.6n)	7.058.316	7.162.017	7.471.750	7.772.032
Transferts sociaux en nature (D.63)	1.252.369	1.312.612	1.338.986	1.387.209
Prestations sociales en nature (D.631)	495.166	530.792	533.008	554.809
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	44.798	53.961	54.261	57.453
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	364.855	386.287	384.803	403.468
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	85.513	90.544	93.944	93.888
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	757.203	781.820	805.978	832.400
Total Ressources	8.310.685	8.474.629	8.810.736	9.159.241
Emplois				
Transferts sociaux en nature (D.63)	1.252.369	1.312.612	1.338.986	1.387.209
Prestations sociales en nature (D.631)	495.166	530.792	533.008	554.809
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	44.798	53.961	54.261	57.453
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	364.855	386.287	384.803	403.468
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	85.513	90.544	93.944	93.888
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	757.203	781.820	805.978	832.400
Revenu disponible ajusté (B.7n)	7.058.316	7.162.017	7.471.750	7.772.032
Total Emplois	8.310.685	8.474.629	8.810.736	9.159.241
Compte d'utilisation du revenu (II.4)				
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)				
Ressources				
Revenu disponible (B.6n)	7.058.316	7.162.017	7.471.750	7.772.032
Ajustement pour variations des droits des ménages sur les fonds de pension (D.8)	45.766	69.210	77.271	62.842
Total Ressources	7.104.082	7.231.227	7.549.021	7.834.874
Emplois				
Dépenses de consommation finale (P.3)	6.129.523	6.311.563	6.521.742	6.806.438
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	5.531.112	5.705.803	5.895.878	6.156.870
Dépenses de consommation collective (P.32)	598.411	605.760	625.864	649.568
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	45.766	69.210	77.271	62.842
Epargne (B.8n)	928.793	850.454	950.008	965.594
Total Emplois	7.104.082	7.231.227	7.549.021	7.834.874

7.1 ECONOMIE TOTALE (S.1) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)				
Ressources				
Revenu disponible ajusté (B.7n)	7.058.316	7.162.017	7.471.750	7.772.032
Ajustement pour variations des droits des ménages sur les fonds de pension (D.8)	45.766	69.210	77.271	62.842
Total Ressources	7.104.082	7.231.227	7.549.021	7.834.874
Emplois				
Consommation finale effective (P.4)	6.129.523	6.311.563	6.521.742	6.806.438
Consommation individuelle effective (P.41)	5.531.112	5.705.803	5.895.878	6.156.870
Consommation collective effective (P.42)	598.411	605.760	625.864	649.568
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	45.766	69.210	77.271	62.842
Epargne (B.8n)	928.793	850.454	950.008	965.594
Total Emplois	7.058.316	7.162.017	7.471.750	7.772.032
Comptes d'accumulation (III)				
Compte de capital (III.1)				
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Epargne nette (B.8n)	928.793	850.454	950.008	965.594
Transferts en capital à recevoir (D.9)	240.824	194.137	210.550	217.455
Impôts en capital (D.91)	30.708	33.428	32.760	38.668
Aides à l'investissement (D.92)	94.184	110.862	136.735	122.863
En provenance des administrations publiques	90.849	105.515	115.888	116.187
En provenance du reste du monde	3.335	5.347	20.847	4.675
En provenance des états membres de l'Union européenne	0	0	15.672	240
En provenance des institutions de l'Union européenne	0	0	5.175	4.435
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0	0	0	0
Autres transferts en capital (D.99)	115.932	49.847	41.055	55.924
En provenance des administrations publiques	9.950	9.973	9.201	29.223
En provenance des autres secteurs	105.982	39.874	31.854	26.701
Total Variations des passifs et de la valeur nette	1.169.617	1.044.591	1.160.558	1.183.049
Variations des actifs				
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	249.927	194.937	192.560	217.713
Impôts en capital (-) (D.91)	30.708	33.428	32.760	38.668
Aides à l'investissement (-) (D.92)	101.264	108.760	119.340	119.593
Versées aux administrations publiques	24.185	25.232	27.735	27.798
Versées aux autres secteurs	77.079	83.528	91.605	91.795
Autres transferts en capital (-) (D.99)	117.955	52.749	40.460	59.452
Versés aux administrations publiques	8.550	5.430	5.155	4.218
Versés aux autres secteurs	109.405	47.319	35.305	55.234
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	919.690	849.654	967.998	965.336
Total Variations des actifs	1.169.617	1.044.591	1.160.558	1.183.049
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	919.690	849.654	967.998	965.336
Total Variations des passifs et de la valeur nette	919.690	849.654	967.998	965.336
Variations des actifs				
Formation brute de capital fixe (P.51)	1.652.352	1.687.125	1.817.050	1.893.000
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	1.581.409	1.616.929	1.737.690	1.812.333
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	1.586.160	1.622.250	1.743.098	1.819.451
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	4.039	2.933	6.921	5.249
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	8.790	8.254	12.329	12.367
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	70.943	70.196	79.360	80.667
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	70.985	70.218	79.372	80.681
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0	0	0	0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	42	22	12	14
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0	0	0	0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0	0	0	0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0	0	0	0
Consommation de capital fixe (K.1)	1.102.144	1.184.031	1.253.952	1.320.327

7.1 ECONOMIE TOTALE (S.1) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Variation des stocks (P.52)	17.066	-28.876	-20.032	23.906
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	200	700	2.100	1.000
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	200	700	2.100	1.000
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0	0	0	0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	352.216	374.737	422.831	367.758
Total Variations des actifs	919.690	849.655	967.997	965.336

N.B.: Les comptes détaillés des administrations publiques sont repris dans la publication "Comptes nationaux 1998 - Partie 2 - Comptes des administrations publiques" de l'ICN.

7.1.1 SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES (S.11)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Compte de production (I)				
Ressources				
Production (P.1)	11.836.133	12.085.471	13.361.514	13.941.480
Production marchande (P.11)	11.758.389	12.001.110	13.272.010	13.847.877
Production pour usage final propre (P.12)	77.744	84.361	89.504	93.603
Autre production non marchande (P.13)	0	0	0	0
Total Ressources	11.836.133	12.085.471	13.361.514	13.941.480
Emplois				
Consommation intermédiaire (P.2)	7.374.799	7.574.913	8.630.775	9.002.513
Valeur ajoutée brute / Produit intérieur brut (B.1g)	4.461.334	4.510.558	4.730.739	4.938.967
Consommation de capital fixe (K.1)	673.396	729.972	782.926	824.602
Valeur ajoutée nette / Produit intérieur net (B.1n)	3.787.938	3.780.586	3.947.813	4.114.365
Total Emplois	11.836.133	12.085.471	13.361.514	13.941.480
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)				
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)				
Compte d'exploitation (II.1.1)				
Ressources				
Valeur ajoutée nette / Produit intérieur net (B.1n)	3.787.938	3.780.586	3.947.813	4.114.365
Total Ressources	3.787.938	3.780.586	3.947.813	4.114.365
Emplois				
Rémunération des salariés (D.1)	2.770.822	2.805.443	2.930.162	3.047.221
Salaires et traitements bruts (D.11)	2.062.888	2.068.846	2.155.372	2.249.238
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	707.934	736.597	774.790	797.983
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	641.713	670.329	708.652	729.339
Versées aux administrations publiques	540.102	550.646	584.641	602.194
Versées aux autres secteurs	101.611	119.683	124.011	127.145
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	66.221	66.268	66.138	68.644
Impôts sur la production et les importations (D.2)	79.694	84.274	91.603	94.219
Impôts sur les produits (D.21)	0	0	0	0
Autres impôts sur la production (D.29)	79.694	84.274	91.603	94.219
Subventions (D.3)	47.395	54.055	51.416	54.183
Subventions sur les produits (D.31)	0	0	0	0
Autres subventions sur la production (D.39)	47.395	54.055	51.416	54.183
Excédent d'exploitation (B.2n)	984.817	944.924	977.464	1.027.108
Total Emplois	3.787.938	3.780.586	3.947.813	4.114.365
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)				
Ressources				
Excédent d'exploitation (B.2n)	984.817	944.924	977.464	1.027.108
Revenus de la propriété (D.4)	418.532	356.885	412.591	464.577
Intérêts (D.41)	189.469	161.825	168.944	194.286
Revenus distribués des sociétés (D.42)	191.551	173.682	183.569	218.424
Dividendes (D.421)	191.551	173.682	183.569	218.424
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	28.132	11.641	49.472	42.365
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	7.680	7.957	9.136	8.102
Loyers (D.45)	1.700	1.780	1.470	1.400
Total Ressources	1.403.349	1.301.809	1.390.055	1.491.685
Emplois				
Revenus de la propriété (D.4)	919.401	876.258	962.969	1.054.672
Intérêts (D.41)	347.248	322.770	326.081	359.015
Revenus distribués des sociétés (D.42)	501.585	511.736	529.044	591.867
Dividendes (D.421)	499.713	509.273	526.614	589.046
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	1.872	2.463	2.430	2.821
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	62.968	33.182	100.104	96.590
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0	0	0	0
Loyers (D.45)	7.600	8.570	7.740	7.200
Solde des revenus primaires / Revenu national (B.5n)	483.948	425.551	427.086	437.013
Total Emplois	1.403.349	1.301.809	1.390.055	1.491.685
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)				
Ressources				
Solde des revenus primaires / Revenu national (B.5n)	483.948	425.551	427.086	437.013
Cotisations sociales (D.61)	69.669	70.319	70.356	72.644

7.1.1 SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES (S.11) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Cotisations sociales effectives (D.611)	3.448	4.051	4.218	4.000
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0	0	0	0
A charge des administrations publiques	0	0	0	0
A charge des autres secteurs	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0	0	0	0
A charge des administrations publiques	0	0	0	0
A charge des autres secteurs	0	0	0	0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	3.448	4.051	4.218	4.000
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	3.448	4.051	4.218	4.000
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0	0	0	0
Cotisations sociales imputées (D.612)	66.221	66.268	66.138	68.644
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	0	0	0	0
Autres transferts courants (D.7)	77.481	75.554	76.907	73.549
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0	0	0	0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	49.043	47.375	56.047	56.682
Transferts courants divers (D.75)	28.438	28.179	20.860	16.867
En provenance des administrations publiques	28.438	28.179	20.860	16.867
En provenance des autres secteurs	0	0	0	0
Total Ressources	631.098	571.424	574.349	583.206
Emplois				
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	160.574	172.338	191.726	233.771
Impôts sur le revenu (D.51)	160.574	172.338	191.726	233.771
Autres impôts courants (D.59)	0	0	0	0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	98.107	98.498	91.216	89.511
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	98.107	98.498	91.216	89.511
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	0	0	0	0
Autres transferts courants (D.7)	54.984	57.715	64.588	67.932
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	50.659	50.257	57.048	60.433
Transferts courants divers (D.75)	4.325	7.458	7.540	7.499
Versés aux administrations publiques	1.699	4.016	3.692	3.646
Versés aux autres secteurs	2.626	3.422	3.848	3.853
Revenu disponible (B.6n)	317.433	242.873	226.819	191.992
Total Emplois	631.098	571.424	574.349	583.206
Compte d'utilisation du revenu (II.4)				
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)				
Ressources				
Revenu disponible (B.6n)	317.433	242.873	226.819	191.992
Ajustement pour variations des droits des ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0
Total Ressources	317.433	242.873	226.819	191.992
Emplois				
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0
Epargne (B.8n)	317.433	242.873	226.819	191.992
Total Emplois	317.433	242.873	226.819	191.992
Comptes d'accumulation (III)				
Compte de capital (III.1)				
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Epargne nette (B.8n)	317.433	242.873	226.819	191.992
Transferts en capital à recevoir (D.9)	64.739	80.390	86.263	86.796
Aides à l'investissement (D.92)	59.384	73.359	82.322	82.973

7.1.1 SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES (S.11) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
En provenance des administrations publiques	56.956	69.958	78.273	78.538
En provenance du reste du monde	2.428	3.401	4.049	4.435
Autres transferts en capital (D.99)	5.355	7.031	3.941	3.823
En provenance des administrations publiques	4.555	6.031	1.841	3.327
En provenance des autres secteurs	800	1.000	2.100	496
Total Variations des passifs et de la valeur nette	382.172	323.263	313.082	278.788
Variations des actifs				
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	49.937	16.260	12.153	10.477
Impôts en capital (-) (D.91)	0	0	0	0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	49.937	16.260	12.153	10.477
Versés aux administrations publiques	3.200	3.176	2.582	1.481
Versés aux autres secteurs	46.737	13.084	9.571	8.996
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	332.235	307.003	300.929	268.311
Total Variations des actifs	382.172	323.263	313.082	278.788
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	332.235	307.003	300.929	268.311
Total Variations des passifs et de la valeur nette	332.235	307.003	300.929	268.311
Variations des actifs				
Formation brute de capital fixe (P.51)	914.292	954.645	1.027.936	1.078.641
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	869.045	913.600	980.750	1.029.127
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	869.045	913.600	980.750	1.029.127
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0	0	0	0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	45.247	41.045	47.186	49.514
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	45.247	41.045	47.186	49.514
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0	0	0	0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0	0	0	0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0	0	0	0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0	0	0	0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0	0	0	0
Consommation de capital fixe (K.1)	673.396	729.972	782.926	824.602
Variation des stocks (P.52)	16.826	-28.454	-19.883	23.639
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	15.200	15.000	7.200	16.558
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	6.200	6.000	7.200	8.600
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	9.000	9.000	0	7.958
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	59.313	95.784	68.602	-25.925
Total Variations des actifs	332.235	307.003	300.929	268.311

7.1.2 SOCIÉTÉS FINANCIÈRES (S.12)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Compte de production (I)				
Ressources	791.210	853.280	904.457	1.001.340
Production (P.1)	791.210	853.280	904.457	1.001.340
Production marchande (P.11)	782.228	844.172	894.315	990.180
Production pour usage final propre (P.12)	8.982	9.108	10.142	11.160
Emplois				
Consommation intermédiaire (P.2)	324.903	349.589	375.872	431.408
Valeur ajoutée brute (B.1g)	466.307	503.691	528.858	569.932
Consommation de capital fixe (K.1)	45.725	47.775	49.786	58.549
Valeur ajoutée nette (B.1n)	420.582	455.916	478.799	511.383
Total Emplois	791.210	853.280	904.457	1.001.340
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)				
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)				
Compte d'exploitation (II.1.1)				
Ressources				
Valeur ajoutée nette (B.1n)	420.582	455.916	478.799	511.383
Total Ressources	420.582	455.916	478.799	511.383
Emplois				
Rémunération des salariés (D.1)	273.340	281.007	287.244	304.161
Salaires et traitements bruts (D.11)	195.338	200.900	206.515	219.702
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	78.002	80.107	80.729	84.459
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	71.290	73.657	75.073	78.486
A destination des administrations publiques	58.436	59.121	60.137	62.817
A destination des autres secteurs	12.854	14.536	14.936	15.669
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	6.712	6.450	5.656	5.973
Autres impôts sur la production (D.29)	5.654	5.858	6.677	7.662
Autres subventions sur la production (D.39)	2.451	1.809	3.575	711
Excédent d'exploitation (B.2n)	144.039	170.860	188.453	200.271
Total Emplois	420.582	455.916	478.799	511.383
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)				
Ressources				
Excédent d'exploitation (B.2n)	144.039	170.860	188.453	200.271
Revenus de la propriété (D.4)	1.876.900	1.781.473	1.817.164	1.843.890
Intérêts (D.41)	1.785.524	1.673.441	1.683.239	1.697.474
Revenus distribués des sociétés (D.42)	81.068	98.486	121.557	132.440
Dividendes (D.421)	81.068	98.486	121.557	132.440
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	9.468	8.659	11.328	13.035
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	645	705	820	713
Loyers (D.45)	195	182	220	228
Total Ressources	1.684.538	1.588.183	1.657.984	1.672.321
Emplois				
Revenus de la propriété (D.4)	1.529.944	1.410.683	1.470.406	1.462.491
Intérêts (D.41)	1.298.879	1.150.241	1.178.154	1.157.768
Revenus distribués des sociétés (D.42)	93.998	116.123	138.462	152.661
Dividendes (D.421)	93.998	116.123	138.462	152.661
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	2.532	1.218	196	-5.290
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	134.502	143.063	153.549	157.300
Loyers (D.45)	33	38	45	52
Solde des revenus primaires (B.5n)	154.594	177.500	187.578	209.830
Total Emplois	1.684.538	1.588.183	1.657.984	1.672.321
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)				
Ressources				
Solde des revenus primaires (B.5n)	154.594	177.500	187.578	209.830
Cotisations sociales (D.61)	198.574	227.969	240.120	237.329
Cotisations sociales effectives (D.611)	191.862	221.519	234.464	231.356
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	125.531	146.018	151.484	156.133
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	118.159	137.654	142.287	146.844
A charge des administrations publiques	8.552	9.280	10.013	10.650
A charge des autres secteurs	109.607	128.374	132.274	136.194

7.1.2 SOCIÉTÉS FINANCIÈRES (S.12) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	7.372	8.364	9.197	9.289
A charge des administrations publiques	0	0	0	0
A charge des autres secteurs	7.372	8.364	9.197	9.289
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	55.981	64.649	72.402	64.645
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	55.981	64.649	72.402	64.645
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	10.350	10.852	10.578	10.578
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	10.350	10.852	10.578	10.578
Cotisations sociales imputées (D.612)	6.712	6.450	5.656	5.973
Autres transferts courants (D.7)	165.753	173.711	172.993	177.938
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	160.750	168.706	167.711	172.490
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	3.592	3.932	3.942	4.080
Transferts courants divers (D.75)	1.411	1.073	1.340	1.368
En provenance des administrations publiques	0	0	0	0
En provenance des autres secteurs	1.411	1.073	1.340	1.368
Total Ressources	518.921	579.180	600.691	625.097
Emplois				
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	53.176	61.627	77.368	94.937
Impôts sur le revenu (D.51)	47.972	56.445	65.762	82.837
Autres impôts courants (D.59)	5.204	5.182	11.606	12.100
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	152.808	158.759	162.849	174.486
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	146.096	152.309	157.193	168.514
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	6.712	6.450	5.656	5.973
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	0	0	0	0
Autres transferts courants (D.7)	166.062	173.910	173.473	178.278
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	3.731	3.963	4.043	4.186
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	160.750	168.706	167.711	172.490
Transferts courants divers (D.75)	1.581	1.241	1.719	1.602
Versés aux administrations publiques	0	1	1	1
Versés aux autres secteurs	1.581	1.240	1.718	1.601
Revenu disponible (B.6n)	146.875	184.884	187.001	177.395
Total Emplois	518.921	579.180	600.691	625.097
Compte d'utilisation du revenu (II.4)				
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)				
Ressources				
Revenu disponible (B.6n)	146.875	184.884	187.001	177.395
Total Ressources	146.875	184.884	187.001	177.395
Emplois				
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	45.766	69.210	77.271	62.842
Epargne (B.8n)	101.109	115.674	109.730	114.553
Total Emplois	146.875	184.884	187.001	177.395
Comptes d'accumulation (III)				
Compte de capital (III.1)				
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Epargne nette (B.8n)	101.109	115.674	109.730	114.553
Transferts en capital à recevoir (D.9)	46.329	13.611	13.600	32.336
Aides à l'investissement (D.92)	0	0	0	0
En provenance des administrations publiques	0	0	0	0
En provenance du reste du monde	0	0	0	0
Autres transferts en capital (D.99)	46.329	13.611	13.600	32.336
En provenance des administrations publiques	292	1.327	5.029	23.980
En provenance des autres secteurs	46.037	12.284	8.571	8.356
Total Variations des passifs et de la valeur nette	147.438	129.285	123.330	146.889

7.1.2 SOCIÉTÉS FINANCIÈRES (S.12) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Variations des actifs				
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	46.037	12.284	8.571	8.356
Impôts en capital (-) (D.91)	0	0	0	0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	46.037	12.284	8.571	8.356
Versés aux administrations publiques	0	0	0	0
Versés aux autres secteurs	46.037	12.284	8.571	8.356
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	101.401	117.001	114.759	138.533
Total Variations des actifs	147.438	129.285	123.330	146.889
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	101.401	117.001	114.759	138.533
Total Variations des passifs et de la valeur nette	101.401	117.001	114.759	138.533
Variations des actifs				
Formation brute de capital fixe (P.51)	55.218	68.643	78.856	74.720
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	40.710	50.317	58.356	55.572
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	44.732	53.863	62.521	61.488
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	3.397	2.261	5.841	4.118
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	7.419	5.807	10.006	10.034
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	14.508	18.326	20.500	19.148
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	14.550	18.348	20.512	19.162
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0	0	0	0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	42	22	12	14
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0	0	0	0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0	0	0	0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0	0	0	0
Consommation de capital fixe (K.1)	45.725	47.775	49.786	58.549
Variation des stocks (P.52)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	77	214	246	261
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	1.240	1.041	1.110	1.160
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	1.240	1.041	1.110	1.160
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0	0	0	0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	90.591	94.878	84.333	120.941
Total Variations des actifs	101.401	117.001	114.759	138.533

7.1.2.1 BANQUE CENTRALE ET AUTRES INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES (S.121 + S.122)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Compte de production (I)				
Ressources	426.739	466.333	475.617	529.361
Production (P.1)	426.739	466.333	475.617	529.361
Production marchande (P.11)	421.433	460.904	469.663	522.678
Production pour usage final propre (P.12)	5.306	5.429	5.954	6.683
Emplois				
Consommation intermédiaire (P.2)	128.850	138.565	152.178	181.005
Valeur ajoutée brute (B.1b)	297.889	327.768	323.439	348.356
Consommation de capital fixe (K.1)	23.044	25.495	27.151	30.747
Valeur ajoutée nette (B.1n)	274.845	302.273	296.288	317.609
Total Emplois	426.739	466.333	475.617	529.361
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)				
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)				
Compte d'exploitation (II.1.1)				
Ressources				
Valeur ajoutée nette (B.1n)	274.845	302.273	296.288	317.609
Total Ressources	274.845	302.273	296.288	317.609
Emplois				
Rémunération des salariés (D.1)	186.197	193.003	195.279	206.028
Salaires et traitements bruts (D.11)	133.321	138.218	140.435	148.332
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	52.876	54.785	54.844	57.696
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	48.498	50.539	51.378	54.045
A destination des administrations publiques	39.814	40.348	40.991	43.154
A destination des autres secteurs	8.684	10.191	10.387	10.891
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	4.378	4.246	3.466	3.651
Autres impôts sur la production (D.29)	2.901	3.306	4.012	4.419
Autres subventions sur la production (D.39)	0	0	0	0
Excédent d'exploitation (B.2n)	85.747	105.964	96.997	107.162
Total Emplois	274.845	302.273	296.288	317.609
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)				
Ressources				
Excédent d'exploitation (B.2n)	85.747	105.964	96.997	107.162
Revenus de la propriété (D.4)	1.563.457	1.449.876	1.450.939	1.443.967
Intérêts (D.41)	1.535.195	1.411.570	1.418.414	1.407.592
Revenus distribués des sociétés (D.42)	18.349	29.171	20.637	22.845
Dividendes (D.421)	18.349	29.171	20.637	22.845
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	9.468	8.659	11.328	13.035
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	403	441	514	447
Loyers (D.45)	42	35	46	48
Total Ressources	1.329.087	1.210.010	1.218.991	1.198.367
Emplois				
Revenus de la propriété (D.4)	1.229.581	1.090.118	1.109.008	1.061.009
Intérêts (D.41)	1.185.489	1.040.072	1.069.363	1.026.024
Revenus distribués des sociétés (D.42)	41.536	48.795	39.415	40.233
Dividendes (D.421)	41.536	48.795	39.415	40.233
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	2.532	1.218	196	-5.290
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0	0	0	0
Loyers (D.45)	24	33	34	42
Solde des revenus primaires (B.5n)	99.506	119.892	109.983	137.358
Total Emplois	1.329.087	1.210.010	1.218.991	1.198.367
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)				
Ressources				
Solde des revenus primaires (B.5n)	99.506	119.892	109.983	137.358
Cotisations sociales (D.61)	4.378	4.246	3.466	3.651
Cotisations sociales effectives (D.611)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0	0	0	0
A charge des administrations publiques	0	0	0	0
A charge des autres secteurs	0	0	0	0

7.1.2.1 BANQUE CENTRALE ET AUTRES INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES (S.121 + S.122) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0	0	0	0
A charge des administrations publiques	0	0	0	0
A charge des autres secteurs	0	0	0	0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0	0	0	0
Cotisations sociales imputées (D.612)	4.378	4.246	3.466	3.651
Autres transferts courants (D.7)	2.243	2.460	2.470	2.556
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0	0	0	0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	2.243	2.460	2.470	2.556
Transferts courants divers (D.75)	0	0	0	0
En provenance des administrations publiques	0	0	0	0
En provenance des autres secteurs	0	0	0	0
Total Ressources	106.127	126.598	115.919	143.565
Emplois				
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	31.951	37.726	43.463	57.735
Impôts sur le revenu (D.51)	31.918	37.682	43.216	57.444
Autres impôts courants (D.59)	33	44	247	291
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	4.378	4.246	3.466	3.651
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	4.378	4.246	3.466	3.651
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	0	0	0	0
Autres transferts courants (D.7)	3.744	3.528	3.884	4.071
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	2.330	2.480	2.534	2.622
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0	0	0	0
Transferts courants divers (D.75)	1.414	1.048	1.350	1.449
Versés aux administrations publiques	0	0	1	0
Versés aux autres secteurs	1.414	1.048	1.349	1.449
Revenu disponible (B.6n)	66.054	81.098	65.106	78.108
Total Emplois	106.127	126.598	115.919	143.565
Compte d'utilisation du revenu (II.4)				
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)				
Ressources				
Revenu disponible (B.6n)	66.054	81.098	65.106	78.108
Total Ressources	66.054	81.098	65.106	78.108
Emplois				
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0
Epargne (B.8n)	66.054	81.098	65.106	78.108
Total Emplois	66.054	81.098	65.106	78.108
Comptes d'accumulation (III)				
Compte de capital (III.1)				
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Epargne nette (B.8n)	66.054	81.098	65.106	78.108
Transferts en capital à recevoir (D.9)	292	1.327	5.029	23.980
Aides à l'investissement (D.92)	0	0	0	0
En provenance des administrations publiques	0	0	0	0
En provenance du reste du monde	0	0	0	0
Autres transferts en capital (D.99)	292	1.327	5.029	23.980
En provenance des administrations publiques	292	1.327	5.029	23.980
En provenance des autres secteurs	0	0	0	0
Total Variations des passifs et de la valeur nette	66.346	82.425	70.135	102.088

7.1.2.1 BANQUE CENTRALE ET AUTRES INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES (S.121 + S.122) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Variations des actifs				
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	0	0	0	0
Impôts en capital (-) (D.91)	0	0	0	0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	0	0	0	0
Versés aux administrations publiques	0	0	0	0
Versés aux autres secteurs	0	0	0	0
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	66.346	82.425	70.135	102.088
Total Variations des actifs	66.346	82.425	70.135	102.088
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	66.346	82.425	70.135	102.088
Total Variations des passifs et de la valeur nette	66.346	82.425	70.135	102.088
Variations des actifs				
Formation brute de capital fixe (P.51)	30.798	34.156	37.197	36.259
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	22.221	22.453	24.375	25.831
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	27.786	24.328	28.421	30.108
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0	0	0	0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	5.565	1.875	4.046	4.277
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	8.577	11.703	12.822	10.428
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	8.577	11.711	12.827	10.432
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0	0	0	0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0	8	5	4
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0	0	0	0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0	0	0	0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0	0	0	0
Consommation de capital fixe (K.1)	23.044	25.495	27.151	30.747
Variation des stocks (P.52)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	77	214	246	261
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	673	920	1.000	1.060
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	673	920	1.000	1.060
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0	0	0	0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	57.842	72.630	58.843	95.255
Total Variations des actifs	66.346	82.425	70.135	102.088

7.1.2.2 AUTRES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS, À L'EXCLUSION DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE ET DES FONDS DE PENSION (S.123)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Compte de production (I)				
Ressources				
Production (P.1)	68.836	72.316	75.158	97.949
Production marchande (P.11)	67.866	71.474	74.225	96.733
Production pour usage final propre (P.12)	970	842	933	1.216
Total Ressources	68.836	72.316	75.158	97.949
Emplois				
Consommation intermédiaire (P.2)	31.110	32.229	33.569	48.547
Valeur ajoutée brute (B.1b)	37.726	40.087	41.589	49.402
Consommation de capital fixe (K.1)	10.652	9.753	8.744	12.645
Valeur ajoutée nette (B.1n)	27.074	30.334	32.845	36.757
Total Emplois	68.836	72.316	75.158	97.949
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)				
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)				
Compte d'exploitation (II.1.1)				
Ressources				
Valeur ajoutée nette (B.1n)	27.074	30.334	32.845	36.757
Total Ressources	27.074	30.334	32.845	36.757
Emplois				
Rémunération des salariés (D.1)	11.598	11.701	12.572	14.113
Salaires et traitements bruts (D.11)	8.732	8.825	9.510	10.681
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	2.866	2.876	3.062	3.432
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	2.626	2.698	2.871	3.218
A destination des administrations publiques	2.126	2.177	2.370	2.664
A destination des autres secteurs	500	521	501	554
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	240	178	191	214
Autres impôts sur la production (D.29)	1.242	1.043	1.158	1.675
Autres subventions sur la production (D.39)	273	650	403	570
Excédent d'exploitation (B.2n)	14.507	18.240	19.518	21.539
Total Emplois	27.074	30.334	32.845	36.757
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)				
Ressources				
Excédent d'exploitation (B.2n)	14.507	18.240	19.518	21.539
Revenus de la propriété (D.4)	151.950	156.342	185.686	204.718
Intérêts (D.41)	107.420	109.794	111.030	129.507
Revenus distribués des sociétés (D.42)	44.435	46.444	74.534	75.105
Dividendes (D.421)	44.435	46.444	74.534	75.105
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0	0	0	0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	95	104	122	106
Loyers (D.45)	0	0	0	0
Total Ressources	150.173	156.262	186.516	207.179
Emplois				
Revenus de la propriété (D.4)	143.780	150.903	177.588	198.013
Intérêts (D.41)	105.314	102.209	101.851	122.825
Revenus distribués des sociétés (D.42)	38.466	48.694	75.737	75.188
Dividendes (D.421)	38.466	48.694	75.737	75.188
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0	0	0	0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0	0	0	0
Loyers (D.45)	0	0	0	0
Solde des revenus primaires (B.5n)	6.393	5.359	8.928	9.166
Total Emplois	150.173	156.262	186.516	207.179
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)				
Ressources				
Solde des revenus primaires (B.5n)	6.393	5.359	8.928	9.166
Cotisations sociales (D.61)	240	178	191	214
Cotisations sociales effectives (D.611)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0	0	0	0
A charge des administrations publiques	0	0	0	0

7.1.2.2 AUTRES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS, À L'EXCLUSION DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE ET DES FONDS DE PENSION (S.123) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
A charge des autres secteurs	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0	0	0	0
A charge des administrations publiques	0	0	0	0
A charge des autres secteurs	0	0	0	0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0	0	0	0
Cotisations sociales imputées (D.612)	240	178	191	214
Autres transferts courants (D.7)	1.806	1.502	1.789	1.889
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0	0	0	0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	531	583	585	606
Transferts courants divers (D.75)	1.275	919	1.204	1.283
En provenance des administrations publiques	0	0	0	0
En provenance des autres secteurs	1.275	919	1.204	1.283
Total Ressources	8.439	7.039	10.908	11.269
Emplois				
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	3.055	4.464	7.683	9.116
Impôts sur le revenu (D.51)	2.780	4.102	5.649	6.716
Autres impôts courants (D.59)	275	362	2.034	2.400
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	240	178	191	214
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	240	178	191	214
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	0	0	0	0
Autres transferts courants (D.7)	692	757	944	750
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	552	588	600	622
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0	0	0	0
Transferts courants divers (D.75)	140	169	344	128
Versés aux administrations publiques	0	0	0	0
Versés aux autres secteurs	140	169	344	128
Revenu disponible (B.6n)	4.452	1.640	2.090	1.189
Total Emplois	8.439	7.039	10.908	11.269
Compte d'utilisation du revenu (II.4)				
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)				
Ressources				
Revenu disponible (B.6n)	4.452	1.640	2.090	1.189
Total Ressources	4.452	1.640	2.090	1.189
Emplois				
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0
Epargne (B.8n)	4.452	1.640	2.090	1.189
Total Emplois	4.452	1.640	2.090	1.189
Comptes d'accumulation (III)				
Compte de capital (III.1)				
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Epargne nette (B.8n)	4.452	1.640	2.090	1.189
Transferts en capital à recevoir (D.9)	0	0	0	0
Aides à l'investissement (D.92)	0	0	0	0
En provenance des administrations publiques	0	0	0	0
En provenance du reste du monde	0	0	0	0
Autres transferts en capital (D.99)	0	0	0	0
En provenance des administrations publiques	0	0	0	0
En provenance des autres secteurs	0	0	0	0
Total Variations des passifs et de la valeur nette	4.452	1.640	2.090	1.189

7.1.2.2 AUTRES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS, À L'EXCLUSION DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE ET DES FONDS DE PENSION (S.123) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Variations des actifs				
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	0	0	0	0
Impôts en capital (-) (D.91)	0	0	0	0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	0	0	0	0
Versés aux administrations publiques	0	0	0	0
Versés aux autres secteurs	0	0	0	0
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	4.452	1.640	2.090	1.189
Total Variations des actifs	4.452	1.640	2.090	1.189
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	4.452	1.640	2.090	1.189
Total Variations des passifs et de la valeur nette	4.452	1.640	2.090	1.189
Variations des actifs				
Formation brute de capital fixe (P.51)	7.857	21.194	23.265	22.200
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	6.430	19.557	21.516	19.804
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	6.629	20.162	22.181	20.417
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0	0	0	0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	199	605	665	613
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	1.427	1.637	1.749	2.396
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	1.427	1.637	1.749	2.396
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0	0	0	0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0	0	0	0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0	0	0	0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0	0	0	0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0	0	0	0
Consommation de capital fixe (K.1)	10.652	9.753	8.744	12.645
Variation des stocks (P.52)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0	0	0	0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	7.247	-9.801	-12.431	-8.366
Total Variations des actifs	4.452	1.640	2.090	1.189

7.1.2.3 AUXILIAIRES FINANCIERS (S.124)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Compte de production (I)				
Ressources				
Production (P.1)	87.661	96.520	106.592	114.125
Production marchande (P.11)	87.626	96.484	106.537	114.064
Production pour usage final propre (P.12)	35	36	55	61
Total Ressources	87.661	96.520	106.592	114.125
Emplois				
Consommation intermédiaire (P.2)	48.149	56.808	62.933	68.779
Valeur ajoutée brute (B.1b)	39.512	39.712	43.659	45.346
Consommation de capital fixe (K.1)	2.687	2.720	2.885	3.290
Valeur ajoutée nette (B.1n)	36.825	36.992	40.774	42.056
Total Emplois	87.661	96.520	106.592	114.125
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)				
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)				
Compte d'exploitation (II.1.1)				
Ressources				
Valeur ajoutée nette (B.1n)	36.825	36.992	40.774	42.056
Total Ressources	36.825	36.992	40.774	42.056
Emplois				
Rémunération des salariés (D.1)	17.824	18.141	18.765	19.874
Salaires et traitements bruts (D.11)	13.224	13.444	13.862	14.641
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	4.600	4.697	4.903	5.233
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	4.282	4.376	4.575	4.887
A destination des administrations publiques	3.499	3.576	3.691	3.979
A destination des autres secteurs	783	800	884	908
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	318	321	328	346
Autres impôts sur la production (D.29)	289	359	332	367
Autres subventions sur la production (D.39)	0	0	0	0
Excédent d'exploitation (B.2n)	18.712	18.492	21.677	21.815
Total Emplois	36.825	36.992	40.774	42.056
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)				
Ressources				
Excédent d'exploitation (B.2n)	18.712	18.492	21.677	21.815
Revenus de la propriété (D.4)	6.905	7.285	8.007	9.576
Intérêts (D.41)	5.197	5.381	5.539	6.346
Revenus distribués des sociétés (D.42)	1.561	1.744	2.284	3.070
Dividendes (D.421)	1.561	1.744	2.284	3.070
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0	0	0	0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	147	160	184	160
Loyers (D.45)	0	0	0	0
Total Ressources	25.617	25.777	29.684	31.391
Emplois				
Revenus de la propriété (D.4)	5.180	5.687	6.051	8.008
Intérêts (D.41)	2.734	2.364	1.981	2.255
Revenus distribués des sociétés (D.42)	2.446	3.323	4.070	5.753
Dividendes (D.421)	2.446	3.323	4.070	5.753
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0	0	0	0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0	0	0	0
Loyers (D.45)	0	0	0	0
Solde des revenus primaires (B.5n)	20.437	20.090	23.633	23.383
Total Emplois	25.617	25.777	29.684	31.391
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)				
Ressources				
Solde des revenus primaires (B.5n)	20.437	20.090	23.633	23.383
Cotisations sociales (D.61)	318	321	328	346
Cotisations sociales effectives (D.611)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0	0	0	0
A charge des administrations publiques	0	0	0	0

7.1.2.3 AUXILIAIRES FINANCIERS (S.124) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
A charge des autres secteurs	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0	0	0	0
A charge des administrations publiques	0	0	0	0
A charge des autres secteurs	0	0	0	0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0	0	0	0
Cotisations sociales imputées (D.612)	318	321	328	346
Autres transferts courants (D.7)	954	1.043	1.023	1.003
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0	0	0	0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	818	889	887	918
Transferts courants divers (D.75)	136	154	136	85
En provenance des administrations publiques	0	0	0	0
En provenance des autres secteurs	136	154	136	85
Total Ressources	21.709	21.454	24.984	24.732
Emplois				
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	3.982	4.433	5.325	1.728
Impôts sur le revenu (D.51)	3.982	4.433	5.325	1.728
Autres impôts courants (D.59)	0	0	0	0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	318	321	328	346
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	318	321	328	346
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	0	0	0	0
Autres transferts courants (D.7)	849	895	909	942
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	849	895	909	942
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0	0	0	0
Transferts courants divers (D.75)	0	0	0	0
Versés aux administrations publiques	0	0	0	0
Versés aux autres secteurs	0	0	0	0
Revenu disponible (B.6n)	16.560	15.805	18.422	21.716
Total Emplois	21.709	21.454	24.984	24.732
Compte d'utilisation du revenu (II.4)				
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)				
Ressources				
Revenu disponible (B.6n)	16.560	15.805	18.422	21.716
Total Ressources	16.560	15.805	18.422	21.716
Emplois				
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0
Epargne (B.8n)	16.560	15.805	18.422	21.716
Total Emplois	16.560	15.805	18.422	21.716
Comptes d'accumulation (III)				
Compte de capital (III.1)				
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Epargne nette (B.8n)	16.560	15.805	18.422	21.716
Transferts en capital à recevoir (D.9)	0	0	0	0
Aides à l'investissement (D.92)	0	0	0	0
En provenance des administrations publiques	0	0	0	0
En provenance du reste du monde	0	0	0	0
Autres transferts en capital (D.99)	0	0	0	0
En provenance des administrations publiques	0	0	0	0
En provenance des autres secteurs	0	0	0	0
Total Variations des passifs et de la valeur nette	16.560	15.805	18.422	21.716

7.1.2.3 AUXILIAIRES FINANCIERS (S.124) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Variations des actifs				
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	0	0	0	0
Impôts en capital (-) (D.91)	0	0	0	0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	0	0	0	0
Versés aux administrations publiques	0	0	0	0
Versés aux autres secteurs	0	0	0	0
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	16.560	15.805	18.422	21.716
Total Variations des actifs	16.560	15.805	18.422	21.716
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	16.560	15.805	18.422	21.716
Total Variations des passifs et de la valeur nette	16.560	15.805	18.422	21.716
Variations des actifs				
Formation brute de capital fixe (P.51)	5.335	5.285	5.646	5.836
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	4.579	4.385	4.597	4.642
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	4.721	4.521	4.739	4.786
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0	0	0	0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	142	136	142	144
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	756	900	1.049	1.194
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	756	900	1.049	1.194
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0	0	0	0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0	0	0	0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0	0	0	0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0	0	0	0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0	0	0	0
Consommation de capital fixe (K.1)	2.687	2.720	2.885	3.290
Variation des stocks (P.52)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0	0	0	0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	13.912	13.240	15.661	19.170
Total Variations des actifs	16.560	15.805	18.422	21.716

7.1.2.4 SOCIÉTÉS D'ASSURANCE ET FONDS DE PENSION (S.125)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Compte de production (I)				
Ressources				
Production (P.1)	207.974	218.111	247.090	259.905
Production marchande (P.11)	205.303	215.310	243.890	256.705
Production pour usage final propre (P.12)	2.671	2.801	3.200	3.200
Total Ressources	207.974	218.111	247.090	259.905
Emplois				
Consommation intermédiaire (P.2)	116.794	121.987	127.192	133.077
Valeur ajoutée brute (B.1b)	91.180	96.124	119.898	126.828
Consommation de capital fixe (K.1)	9.342	9.807	11.006	11.867
Valeur ajoutée nette (B.1n)	81.838	86.317	108.892	114.961
Total Emplois	207.974	218.111	247.090	259.905
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)				
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)				
Compte d'exploitation (II.1.1)				
Ressources				
Valeur ajoutée nette (B.1n)	81.838	86.317	108.892	114.961
Total Ressources	81.838	86.317	108.892	114.961
Emplois				
Rémunération des salariés (D.1)	57.721	58.162	60.628	64.146
Salaires et traitements bruts (D.11)	40.061	40.413	42.708	46.048
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	17.660	17.749	17.920	18.098
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	15.884	16.044	16.249	16.336
A destination des administrations publiques	12.997	13.020	13.085	13.020
A destination des autres secteurs	2.887	3.024	3.164	3.316
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	1.776	1.705	1.671	1.762
Autres impôts sur la production (D.29)	1.222	1.150	1.175	1.201
Autres subventions sur la production (D.39)	2.178	1.159	3.172	141
Excédent d'exploitation (B.2n)	25.073	28.164	50.261	49.755
Total Emplois	81.838	86.317	108.892	114.961
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)				
Ressources				
Excédent d'exploitation (B.2n)	25.073	28.164	50.261	49.755
Revenus de la propriété (D.4)	154.588	167.970	172.532	185.629
Intérêts (D.41)	137.712	146.696	148.256	154.029
Revenus distribués des sociétés (D.42)	16.723	21.127	24.102	31.420
Dividendes (D.421)	16.723	21.127	24.102	31.420
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0	0	0	0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0	0	0	0
Loyers (D.45)	153	147	174	180
Total Ressources	179.661	196.134	222.793	235.384
Emplois				
Revenus de la propriété (D.4)	151.403	163.975	177.759	195.461
Intérêts (D.41)	5.342	5.596	4.959	6.664
Revenus distribués des sociétés (D.42)	11.550	15.311	19.240	31.487
Dividendes (D.421)	11.550	15.311	19.240	31.487
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0	0	0	0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	134.502	143.063	153.549	157.300
Loyers (D.45)	9	5	11	10
Solde des revenus primaires (B.5n)	28.258	32.159	45.034	39.923
Total Emplois	179.661	196.134	222.793	235.384
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)				
Ressources				
Solde des revenus primaires (B.5n)	28.258	32.159	45.034	39.923
Cotisations sociales (D.61)	193.638	223.224	236.135	233.118
Cotisations sociales effectives (D.611)	191.862	221.519	234.464	231.356
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	125.531	146.018	151.484	156.133
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	118.159	137.654	142.287	146.844
A charge des administrations publiques	8.552	9.280	10.013	10.650

7.1.2.4 SOCIÉTÉS D'ASSURANCE ET FONDS DE PENSION (S.125) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
A charge des autres secteurs	109.607	128.374	132.274	136.194
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	7.372	8.364	9.197	9.289
A charge des administrations publiques	0	0	0	0
A charge des autres secteurs	7.372	8.364	9.197	9.289
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	55.981	64.649	72.402	64.645
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	55.981	64.649	72.402	64.645
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	10.350	10.852	10.578	10.578
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	10.350	10.852	10.578	10.578
Cotisations sociales imputées (D.612)	1.776	1.705	1.671	1.762
Autres transferts courants (D.7)	160.750	168.706	167.711	172.490
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	160.750	168.706	167.711	172.490
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0	0	0	0
Transferts courants divers (D.75)	0	0	0	0
En provenance des administrations publiques	0	0	0	0
En provenance des autres secteurs	0	0	0	0
Total Ressources	382.646	424.089	448.880	445.531
Emplois				
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	14.188	15.004	20.897	26.358
Impôts sur le revenu (D.51)	9.292	10.228	11.572	16.949
Autres impôts courants (D.59)	4.896	4.776	9.325	9.409
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	147.872	154.014	158.864	170.276
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	146.096	152.309	157.193	168.514
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	1.776	1.705	1.671	1.762
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	0	0	0	0
Autres transferts courants (D.7)	160.777	168.730	167.736	172.515
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0	0	0	0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	160.750	168.706	167.711	172.490
Transferts courants divers (D.75)	27	24	25	25
Versés aux administrations publiques	0	0	0	0
Versés aux autres secteurs	27	24	25	25
Revenu disponible (B.6n)	59.809	86.341	101.383	76.382
Total Emplois	382.646	424.089	448.880	445.531
Compte d'utilisation du revenu (II.4)				
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)				
Ressources				
Revenu disponible (B.6n)	59.809	86.341	101.383	76.382
Total Ressources	59.809	86.341	101.383	76.382
Emplois				
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	45.766	69.210	77.271	62.842
Epargne (B.8n)	14.043	17.131	24.112	13.540
Total Emplois	59.809	86.341	101.383	76.382
Comptes d'accumulation (III)				
Compte de capital (III.1)				
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Epargne nette (B.8n)	14.043	17.131	24.112	13.540
Transferts en capital à recevoir (D.9)	46.037	12.284	8.571	8.356
Aides à l'investissement (D.92)	0	0	0	0
En provenance des administrations publiques	0	0	0	0
En provenance du reste du monde	0	0	0	0
Autres transferts en capital (D.99)	46.037	12.284	8.571	8.356
En provenance des administrations publiques	0	0	0	0
En provenance des autres secteurs	46.037	12.284	8.571	8.356
Total Variations des passifs et de la valeur nette	60.080	29.415	32.683	21.896

7.1.2.4 SOCIÉTÉS D'ASSURANCE ET FONDS DE PENSION (S.125) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Variations des actifs				
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	46.037	12.284	8.571	8.356
Impôts en capital (-) (D.91)	0	0	0	0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	46.037	12.284	8.571	8.356
Versés aux administrations publiques	0	0	0	0
Versés aux autres secteurs	46.037	12.284	8.571	8.356
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	14.043	17.131	24.112	13.540
Total Variations des actifs	60.080	29.415	32.683	21.896
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	14.043	17.131	24.112	13.540
Total Variations des passifs et de la valeur nette	14.043	17.131	24.112	13.540
Variations des actifs				
Formation brute de capital fixe (P.51)	11.228	8.008	12.748	10.425
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	7.480	3.922	7.868	5.295
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	5.596	4.852	7.180	6.177
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	3.397	2.261	5.841	4.118
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	1.513	3.191	5.153	5.000
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	3.748	4.086	4.880	5.130
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	3.790	4.100	4.887	5.140
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0	0	0	0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	42	14	7	10
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0	0	0	0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0	0	0	0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0	0	0	0
Consommation de capital fixe (K.1)	9.342	9.807	11.006	11.867
Variation des stocks (P.52)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	567	121	110	100
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	567	121	110	100
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0	0	0	0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	11.590	18.809	22.260	14.882
Total Variations des actifs	14.043	17.131	24.112	13.540

7.1.3 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Compte de production (I)				
Ressources				
Production (P.1)	1.349.402	1.382.873	1.426.136	1.477.107
Production marchande (P.11)	49.477	52.905	53.242	55.185
Production pour usage final propre (P.12)	3.968	4.329	4.513	4.544
Autre production non marchande (P.13)	1.295.957	1.325.639	1.368.381	1.417.378
Total Ressources	1.349.402	1.382.873	1.426.136	1.477.107
Emplois				
Consommation intermédiaire (P.2)	223.665	235.992	242.156	258.500
Valeur ajoutée brute (B.1b)	1.125.737	1.146.881	1.183.980	1.218.607
Consommation de capital fixe (K.1)	146.401	147.962	149.769	151.265
Valeur ajoutée nette (B.1n)	979.336	998.919	1.034.211	1.067.342
Total Emplois	1.349.402	1.382.873	1.426.136	1.477.107
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)				
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)				
Compte d'exploitation (II.1.1)				
Ressources				
Valeur ajoutée nette (B.1n)	979.336	998.919	1.034.211	1.067.342
Total Ressources	979.336	998.919	1.034.211	1.067.342
Emplois				
Rémunération des salariés (D.1)	978.797	998.130	1.033.964	1.066.732
Salaires et traitements bruts (D.11)	715.793	723.933	748.868	772.675
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	263.004	274.197	285.096	294.057
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	96.982	100.283	104.174	107.388
A destination des administrations publiques	88.430	91.003	94.161	96.738
A destination des autres secteurs	8.552	9.280	10.013	10.650
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	166.022	173.914	180.922	186.669
Excédent d'exploitation (B.2n)	539	789	247	610
Total Emplois	979.336	998.919	1.034.211	1.067.342
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)				
Ressources				
Excédent d'exploitation (B.2n)	539	789	247	610
Impôts sur la production et les importations (D.2)	992.582	1.062.388	1.125.869	1.171.960
Impôts sur les produits (D.21)	839.351	897.878	947.155	985.828
Taxe du type TVA (D.211)	509.042	536.856	567.528	586.051
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	19.930	20.764	23.204	23.482
Droits sur les importations (D.2121)	0	0	0	0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	19.930	20.764	23.204	23.482
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	310.379	340.258	356.423	376.295
Autres impôts sur la production (D.29)	153.231	164.510	178.714	186.132
Subventions (D.3)	-123.535	-134.510	-128.449	-132.438
Subventions sur les produits (D.31)	-69.881	-74.981	-70.604	-75.082
Subventions sur les importations (D.311)	0	0	0	0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-69.881	-74.981	-70.604	-75.082
Autres subventions sur la production (D.39)	-53.654	-59.529	-57.845	-57.356
Revenus de la propriété (D.4)	81.625	95.570	75.645	76.404
Intérêts (D.41)	32.115	31.962	28.591	27.509
Revenus distribués des sociétés (D.42)	44.507	57.703	40.994	43.351
Dividendes (D.421)	42.635	55.240	38.564	40.530
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	1.872	2.463	2.430	2.821
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0	0	0	0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	505	539	550	561
Loyers (D.45)	4.498	5.366	5.510	4.983
Total Ressources	951.211	1.024.237	1.073.312	1.116.536

7.1.3 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Emplois				
Revenus de la propriété (D.4)	746.845	734.327	700.627	707.231
Intérêts (D.41)	746.845	734.327	700.627	707.231
Solde des revenus primaires (B.5n)	204.366	289.910	372.685	409.305
Total Emplois	951.211	1.024.237	1.073.312	1.116.536
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)				
Ressources				
Solde des revenus primaires (B.5n)	204.366	289.910	372.685	409.305
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	1.360.967	1.389.464	1.495.610	1.603.228
Impôts sur le revenu (D.51)	1.325.168	1.344.543	1.442.424	1.549.455
Autres impôts courants (D.59)	35.799	44.921	53.186	53.773
Cotisations sociales (D.61)	1.368.761	1.397.634	1.459.754	1.504.497
Cotisations sociales effectives (D.611)	1.202.739	1.223.720	1.278.832	1.317.828
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	722.776	736.525	776.197	799.989
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	722.776	736.525	776.197	799.989
A charge des administrations publiques	88.430	91.003	94.161	96.738
A charge des autres secteurs	634.346	645.522	682.036	703.251
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0	0	0	0
A charge des administrations publiques	0	0	0	0
A charge des autres secteurs	0	0	0	0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	371.465	375.729	389.022	402.793
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	371.465	375.729	389.022	402.793
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	108.498	111.466	113.613	115.046
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	106.659	109.580	111.727	113.160
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	1.839	1.886	1.886	1.886
Cotisations sociales imputées (D.612)	166.022	173.914	180.922	186.669
Autres transferts courants (D.7)	1.416.612	1.465.637	1.530.235	1.602.145
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	1.978	2.029	2.070	2.111
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	1.391.069	1.440.788	1.507.701	1.574.387
Transferts de recettes fiscales	848.243	893.679	961.884	1.006.800
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	542.826	547.109	545.817	567.587
Coopération internationale courante (D.74)	6.150	4.346	3.676	7.240
En provenance des états membres de l'Union européenne	2.343	29	0	4.573
En provenance des institutions de l'Union européenne	3.805	4.210	3.671	2.587
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	2	107	5	80
Transferts courants divers (D.75)	17.415	18.474	16.788	18.407
En provenance des administrations publiques	0	0	0	0
En provenance des autres secteurs	17.415	18.474	16.788	18.407
Total Ressources	4.350.706	4.542.645	4.858.284	5.119.175
Emplois				
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	380	489	481	497
Impôts sur le revenu (D.51)	380	489	481	497
Autres impôts courants (D.59)	0	0	0	0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	1.350.134	1.387.409	1.422.025	1.457.240
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	1.086.866	1.115.118	1.144.585	1.171.485
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	169.234	177.071	184.175	189.921
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	94.034	95.220	93.265	95.834
Autres transferts courants (D.7)	1.554.290	1.617.978	1.696.059	1.770.324
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	3.001	3.114	3.176	3.240
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	1.391.069	1.440.788	1.507.701	1.574.387
Transferts de recettes fiscales	848.243	893.679	961.884	1.006.800
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	542.826	547.109	545.817	567.587
Coopération internationale courante (D.74)	17.504	19.881	19.205	20.317
Versée aux états membres de l'Union européenne	0	0	8	0
Versée aux institutions de l'Union européenne	2.476	1.486	1.949	2.688

7.1.3 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	15.028	18.395	17.248	17.629
Transferts courants divers (D.75)	142.716	154.195	165.977	172.380
Versés aux administrations publiques	0	0	0	0
Versés aux autres secteurs	142.716	154.195	165.977	172.380
Revenu disponible (B.6n)	1.445.902	1.536.769	1.739.719	1.891.114
Total Emplois	4.350.706	4.542.645	4.858.284	5.119.175
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)				
Ressources				
Revenu disponible (B.6n)	1.445.902	1.536.769	1.739.719	1.891.114
Total Ressources	1.445.902	1.536.769	1.739.719	1.891.114
Emplois				
Transferts sociaux en nature (D.63)	1.146.583	1.201.466	1.225.024	1.267.085
Prestations sociales en nature (D.631)	494.389	530.020	531.976	553.850
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	44.798	53.961	54.261	57.453
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	364.855	386.287	384.803	403.468
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	84.736	89.772	92.912	92.929
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	652.194	671.446	693.048	713.235
Revenu disponible ajusté (B.7n)	299.319	335.303	514.695	624.029
Total Emplois	1.445.902	1.536.769	1.739.719	1.891.114
Compte d'utilisation du revenu (II.4)				
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)				
Ressources				
Revenu disponible (B.6n)	1.445.902	1.536.769	1.739.719	1.891.114
Total Ressources	1.445.902	1.536.769	1.739.719	1.891.114
Emplois				
Dépenses de consommation finale (P.3)	1.744.994	1.807.226	1.850.888	1.916.653
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	1.146.583	1.201.466	1.225.024	1.267.085
Dépenses de consommation collective (P.32)	598.411	605.760	625.864	649.568
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0
Epargne (B.8n)	-299.092	-270.457	-111.169	-25.539
Total Emplois	1.445.902	1.536.769	1.739.719	1.891.114
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)				
Ressources				
Revenu disponible ajusté (B.7n)	299.319	335.303	514.695	624.029
Total Ressources	299.319	335.303	514.695	624.029
Emplois				
Consommation finale effective (P.4)	598.411	605.760	625.864	649.568
Consommation collective effective (P.42)	598.411	605.760	625.864	649.568
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0
Epargne (B.8n)	-299.092	-270.457	-111.169	-25.539
Total Emplois	299.319	335.303	514.695	624.029
Comptes d'accumulation (III)				
Compte de capital (III.1)				
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Epargne nette (B.8n)	-299.092	-270.457	-111.169	-25.539
Transferts en capital à recevoir (D.9)	63.449	64.197	81.484	71.011
Impôts en capital (D.91)	30.708	33.428	32.760	38.668
Aides à l'investissement (D.92)	24.185	25.232	43.407	28.038
En provenance des administrations publiques	24.185	25.232	27.735	27.798
En provenance du reste du monde	0	0	15.672	240
En provenance des états membres de l'Union européenne	0	0	15.347	0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0	0	325	240
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0	0	0	0
Autres transferts en capital (D.99)	8.556	5.537	5.317	4.305
En provenance des administrations publiques	4.828	1.332	1.405	1.437
En provenance des autres secteurs	3.728	4.205	3.912	2.868
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-115.023	-121.543	-130.508	-150.352
Impôts en capital (-) (D.91)	0	0	0	0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-101.264	-108.760	-119.340	-119.593

7.1.3 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Versées aux administrations publiques	-24.185	-25.232	-27.735	-27.798
Versées aux autres secteurs	-77.079	-83.528	-91.605	-91.795
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-13.759	-12.783	-11.168	-30.759
Versés aux administrations publiques	-4.828	-1.332	-1.405	-1.437
Versés aux autres secteurs	-8.931	-11.451	-9.763	-29.322
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-350.666	-327.803	-160.193	-104.880
Variations des actifs				
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-350.666	-327.803	-160.193	-104.880
Total Variations des actifs	-350.666	-327.803	-160.193	-104.880
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-350.666	-327.803	-160.193	-104.880
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-350.666	-327.803	-160.193	-104.880
Variations des actifs				
Formation brute de capital (P.5)	144.197	133.661	143.679	145.343
Formation brute de capital fixe (P.51)	144.057	133.833	143.628	145.126
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	140.089	129.495	139.094	140.562
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	141.356	131.830	141.189	142.655
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0	4	-8	-6
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-1.267	-2.339	-2.087	-2.087
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	3.968	4.338	4.534	4.564
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	3.968	4.338	4.534	4.564
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0	0	0	0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0	0	0	0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0	0	0	0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0	0	0	0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0	0	0	0
Consommation de capital fixe (K.1)	-146.401	-147.962	-149.769	-151.265
Variation des stocks (P.52)	140	-172	51	217
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	-8.841	-8.796	-145	-7.633
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	159	204	-145	325
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	-9.000	-9.000	0	-7.958
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-339.621	-304.706	-153.958	-91.325
Total Variations des actifs	-350.666	-327.803	-160.193	-104.880

N.B.: Les comptes détaillés des administrations publiques sont repris dans la publication "Comptes nationaux 1998 - Partie 2 - Comptes des administrations publiques" de l'ICN.

7.1.4 MÉNAGES (S.14)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Compte de production (I)				
Ressources				
Production (P.1)	2.415.081	2.458.095	2.518.592	2.627.621
Production marchande (P.11)	1.851.541	1.873.239	1.912.772	1.996.070
Production pour usage final propre (P.12)	563.540	584.856	605.820	631.551
Total Ressources	2.415.081	2.458.095	2.518.592	2.627.621
Emplois				
Consommation intermédiaire (P.2)	896.889	903.239	918.885	955.108
Valeur ajoutée brute (B.1b)	1.518.192	1.554.856	1.599.707	1.672.513
Consommation de capital fixe (K.1)	234.604	256.028	269.074	283.398
Valeur ajoutée nette (B.1n)	1.283.588	1.298.828	1.330.633	1.389.115
Total Emplois	2.415.081	2.458.095	2.518.592	2.627.621
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)				
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)				
Compte d'exploitation (II.1.1)				
Ressources				
Valeur ajoutée nette (B.1n)	1.283.588	1.298.828	1.330.633	1.389.115
Total Ressources	1.283.588	1.298.828	1.330.633	1.389.115
Emplois				
Rémunération des salariés (D.1)	133.385	131.583	129.099	129.128
Salaires et traitements bruts (D.11)	112.680	111.748	109.073	109.035
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	20.705	19.835	20.026	20.093
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	19.055	18.224	18.478	18.545
A destination des administrations publiques	17.709	16.866	17.266	17.296
A destination des autres secteurs	1.346	1.358	1.212	1.249
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	1.650	1.611	1.548	1.548
Autres impôts sur la production (D.29)	67.479	73.919	79.955	83.749
Autres subventions sur la production (D.39)	4.338	4.226	4.307	2.725
Excédent d'exploitation (B.2n)	590.216	611.387	630.291	655.092
Revenu mixte (B.3n)	496.846	486.165	495.595	523.871
Total Emplois	1.283.588	1.298.828	1.330.633	1.389.115
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)				
Ressources				
Excédent d'exploitation (B.2n)	590.216	611.387	630.291	655.092
Revenu mixte (B.3n)	496.871	486.176	495.588	523.918
Rémunération des salariés (D.1)	4.336.908	4.400.639	4.569.910	4.742.095
Salaires et traitements bruts (D.11)	3.226.029	3.247.313	3.365.228	3.500.511
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	1.110.879	1.153.326	1.204.682	1.241.584
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	867.407	902.243	947.481	975.722
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	243.472	251.083	257.201	265.862
Revenus de la propriété (D.4)	1.116.997	1.098.576	1.115.169	1.125.370
Intérêts (D.41)	774.378	732.005	725.855	711.509
Revenus distribués des sociétés (D.42)	217.757	233.388	248.986	268.813
Dividendes (D.421)	217.757	233.388	248.986	268.813
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0	0	0	0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	123.622	131.903	139.743	144.407
Loyers (D.45)	1.240	1.280	585	641
Total Ressources	6.540.967	6.596.767	6.810.965	7.046.428
Emplois				
Revenus de la propriété (D.4)	275.390	263.941	258.886	248.790
Intérêts (D.41)	275.390	263.941	258.886	248.790
Loyers (D.45)	0	0	0	0
Solde des revenus primaires (B.5n)	6.265.577	6.332.826	6.552.079	6.797.638
Total Emplois	6.540.967	6.596.767	6.810.965	7.046.428
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)				
Ressources				
Solde des revenus primaires (B.5n)	6.265.577	6.332.826	6.552.079	6.797.638
Cotisations sociales (D.61)	1.650	1.611	1.548	1.548
Cotisations sociales effectives (D.611)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0	0	0	0

7.1.4 MÉNAGES (S.14) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0	0	0	0
A charge des administrations publiques	0	0	0	0
A charge des autres secteurs	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0	0	0	0
A charge des administrations publiques	0	0	0	0
A charge des autres secteurs	0	0	0	0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0	0	0	0
Cotisations sociales imputées (D.612)	1.650	1.611	1.548	1.548
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	1.604.866	1.646.017	1.684.879	1.723.514
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	1.086.166	1.112.018	1.148.885	1.169.185
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	146.096	152.309	157.193	168.514
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	278.570	286.470	285.536	289.981
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	94.034	95.220	93.265	95.834
Autres transferts courants (D.7)	167.412	178.678	154.979	164.682
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	103.043	110.219	105.093	107.374
Transferts courants divers (D.75)	64.369	68.459	49.886	57.308
En provenance des administrations publiques	11.287	12.321	10.041	9.746
En provenance des autres secteurs	53.082	56.138	39.845	47.562
Total Ressources	8.039.505	8.159.132	8.393.485	8.687.382
Emplois				
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	1.142.982	1.151.526	1.221.945	1.270.012
Impôts sur le revenu (D.51)	1.113.398	1.112.876	1.181.583	1.229.714
Autres impôts courants (D.59)	29.584	38.650	40.362	40.298
Cotisations sociales (D.61)	1.669.221	1.728.973	1.804.019	1.848.146
Cotisations sociales effectives (D.611)	1.425.749	1.477.890	1.546.814	1.582.284
Cotisations sociales imputées (D.612)	243.472	251.083	257.205	265.862
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	1.650	1.611	1.548	1.548
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	1.650	1.611	1.548	1.548
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	0	0	0	0
Autres transferts courants (D.7)	188.052	186.083	166.953	180.000
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	98.796	107.297	100.332	102.617
Transferts courants divers (D.75)	89.256	78.786	66.621	77.383
Versés aux administrations publiques	15.716	14.457	12.968	14.759
Versés aux autres secteurs	73.540	64.329	53.653	62.624
Revenu disponible (B.6n)	5.037.600	5.090.939	5.199.020	5.387.676
Total Emplois	8.039.505	8.159.132	8.393.485	8.687.382
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)				
Ressources				
Revenu disponible (B.6n)	5.037.600	5.090.939	5.199.020	5.387.676
Transferts sociaux en nature (D.63)	1.252.369	1.312.612	1.338.986	1.387.209
Prestations sociales en nature (D.631)	495.166	530.792	533.008	554.809
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	44.798	53.961	54.261	57.453
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	364.855	386.287	384.803	403.468
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	85.513	90.544	93.944	93.888
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	757.203	781.820	805.978	832.400
Total Ressources	6.289.969	6.403.551	6.538.006	6.774.885
Emplois				
Revenu disponible ajusté (B.7n)	6.289.969	6.403.551	6.538.006	6.774.885
Total Emplois	6.289.969	6.403.551	6.538.006	6.774.885

7.1.4 MÉNAGES (S.14) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Compte d'utilisation du revenu (II.4)				
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)				
Ressources				
Revenu disponible (B.6n)	5.037.600	5.090.939	5.199.020	5.387.676
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	45.766	69.210	77.271	62.842
Total Ressources	5.083.366	5.160.149	5.276.291	5.450.518
Emplois				
Dépenses de consommation finale (P.3)	4.278.743	4.393.191	4.556.892	4.769.661
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	4.278.743	4.393.191	4.556.892	4.769.661
Épargne (B.8n)	804.623	766.958	719.399	680.857
Total Emplois	5.083.366	5.160.149	5.276.291	5.450.518
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)				
Ressources				
Revenu disponible ajusté (B.7n)	6.289.969	6.403.551	6.538.006	6.774.885
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	45.766	69.210	77.271	62.842
Total Ressources	6.335.735	6.472.761	6.615.277	6.837.727
Emplois				
Consommation finale effective (P.4)	5.531.112	5.705.803	5.895.878	6.156.870
Consommation individuelle effective (P.41)	5.531.112	5.705.803	5.895.878	6.156.870
Épargne (B.8n)	804.623	766.958	719.399	680.857
Total Emplois	6.335.735	6.472.761	6.615.277	6.837.727
Comptes d'accumulation (III)				
Compte de capital (III.1)				
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Épargne nette (B.8n)	804.623	766.958	719.399	680.857
Transferts en capital à recevoir (D.9)	62.902	30.126	24.286	22.219
Aides à l'investissement (D.92)	7.210	6.458	6.089	6.759
En provenance des administrations publiques	6.303	4.512	4.963	4.758
En provenance du reste du monde	907	1.946	1.126	2.001
Autres transferts en capital (D.99)	55.692	23.668	18.197	15.460
En provenance des administrations publiques	275	1.283	926	479
En provenance des autres secteurs	55.417	22.385	17.271	14.981
Total Variations des passifs et de la valeur nette	867.525	797.084	743.685	703.076
Variations des actifs				
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	38.930	44.850	41.328	48.528
Impôts en capital (-) (D.91)	30.708	33.428	32.760	38.668
Autres transferts en capital (-) (D.99)	8.222	11.422	8.568	9.860
Versés aux administrations publiques	522	922	1.168	1.300
Versés aux autres secteurs	7.700	10.500	7.400	8.560
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	828.595	752.234	702.357	654.548
Total Variations des actifs	867.525	797.084	743.685	703.076
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	828.595	752.234	702.357	654.548
Total Variations des passifs et de la valeur nette	828.595	752.234	702.357	654.548
Variations des actifs				
Formation brute de capital fixe (P.51)	535.605	526.102	561.237	588.921
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	528.777	520.281	555.199	582.585
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	528.777	520.281	555.199	582.585
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0	0	0	0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	6.828	5.821	6.038	6.336
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	6.828	5.821	6.038	6.336
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0	0	0	0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0	0	0	0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0	0	0	0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0	0	0	0

7.1.4 MÉNAGES (S.14) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0	0	0	0
Consommation de capital fixe (K.1)	234.604	256.028	269.074	283.398
Variation des stocks (P.52)	100	-250	-200	50
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	-77	-214	-246	-261
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	-7.399	-6.545	-6.065	-9.085
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	-7.399	-6.545	-6.065	-9.085
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0	0	0	0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	534.970	489.169	416.705	358.321
Total Variations des actifs	828.595	752.234	702.357	654.548

7.1.5 INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MÉNAGES (S.15)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Compte de production (I)				
Ressources				
Production (P.1)	112.813	118.997	121.988	128.644
Production marchande (P.11)	7.453	7.872	8.189	8.610
Production pour usage final propre (P.12)	351	751	869	869
Autre production non marchande (P.13)	105.009	110.374	112.930	119.165
Total Ressources	112.813	118.997	121.988	128.644
Emplois				
Consommation intermédiaire (P.2)	37.527	39.768	39.171	41.876
Valeur ajoutée brute (B.1b)	75.286	79.229	82.817	86.768
Consommation de capital fixe (K.1)	2.018	2.294	2.397	2.513
Valeur ajoutée nette (B.1n)	73.268	76.935	80.420	84.255
Total Emplois	112.813	118.997	121.988	128.644
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)				
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)				
Compte d'exploitation (II.1.1)				
Ressources				
Valeur ajoutée nette (B.1n)	73.268	76.935	80.420	84.255
Total Ressources	73.268	76.935	80.420	84.255
Emplois				
Rémunération des salariés (D.1)	72.864	76.476	79.941	83.753
Salaires et traitements bruts (D.11)	50.730	53.586	55.700	58.361
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	22.134	22.890	24.241	25.392
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	19.267	20.050	21.304	22.364
A destination des administrations publiques	18.099	18.889	19.992	20.944
A destination des autres secteurs	1.168	1.161	1.312	1.420
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	2.867	2.840	2.937	3.028
Autres impôts sur la production (D.29)	404	459	479	502
Autres subventions sur la production (D.39)	0	0	0	0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0	0	0	0
Total Emplois	73.268	76.935	80.420	84.255
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)				
Ressources				
Excédent d'exploitation (B.2n)	0	0	0	0
Revenus de la propriété (D.4)	1.825	1.725	1.559	1.490
Intérêts (D.41)	1.728	1.620	1.473	1.404
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0	0	0	0
Dividendes (D.421)	0	0	0	0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0	0	0	0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	97	105	86	86
Loyers (D.45)	0	0	0	0
Total Ressources	1.825	1.725	1.559	1.490
Emplois				
Revenus de la propriété (D.4)	447	443	455	500
Intérêts (D.41)	447	443	455	500
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0	0	0	0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0	0	0	0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0	0	0	0
Loyers (D.45)	0	0	0	0
Solde des revenus primaires (B.5n)	1.378	1.282	1.104	990
Total Emplois	1.825	1.725	1.559	1.490
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)				
Ressources				
Solde des revenus primaires (B.5n)	1.378	1.282	1.104	990
Cotisations sociales (D.61)	2.867	2.840	2.941	3.028
Cotisations sociales effectives (D.611)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0	0	0	0
A charge des administrations publiques	0	0	0	0

7.1.5 INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MÉNAGES (S.15) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
A charge des autres secteurs	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0	0	0	0
A charge des administrations publiques	0	0	0	0
A charge des autres secteurs	0	0	0	0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0	0	0	0
Cotisations sociales imputées (D.612)	2.867	2.840	2.941	3.028
Autres transferts courants (D.7)	118.567	114.883	129.282	136.173
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	539	584	416	494
Transferts courants divers (D.75)	118.028	114.299	128.866	135.679
En provenance des administrations publiques	84.506	80.263	93.580	98.805
En provenance des autres secteurs	33.522	34.036	35.286	36.874
Total Ressources	122.812	119.005	133.327	140.191
Emplois				
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	1.011	1.089	1.218	1.375
Autres impôts courants (D.59)	1.011	1.089	1.218	1.375
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	2.867	2.840	2.941	3.028
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	2.867	2.840	2.941	3.028
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	0	0	0	0
Autres transferts courants (D.7)	8.428	8.523	9.978	11.932
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	560	588	426	507
Transferts courants divers (D.75)	7.868	7.935	9.552	11.425
Versés aux administrations publiques	0	0	0	0
Versés aux autres secteurs	7.868	7.935	9.552	11.425
Revenu disponible (B.6n)	110.506	106.553	119.190	123.856
Total Emplois	122.812	119.005	133.327	140.191
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)				
Ressources				
Revenu disponible (B.6n)	110.506	106.553	119.190	123.856
Total Ressources	110.506	106.553	119.190	123.856
Emplois				
Transferts sociaux en nature (D.63)	105.786	111.146	113.962	120.124
Prestations sociales en nature (D.631)	777	772	1.032	959
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	777	772	1.032	959
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	105.009	110.374	112.930	119.165
Revenu disponible ajusté (B.7n)	4.720	-4.593	5.228	3.732
Total Emplois	110.506	106.553	119.190	123.856
Compte d'utilisation du revenu (II.4)				
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)				
Ressources				
Revenu disponible (B.6n)	110.506	106.553	119.190	123.856
Total Ressources	110.506	106.553	119.190	123.856
Emplois				
Dépenses de consommation finale (P.3)	105.786	111.146	113.962	120.124
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	105.786	111.146	113.962	120.124
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0
Epargne (B.8n)	4.720	-4.593	5.228	3.732
Total Emplois	110.506	106.553	119.190	123.856
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)				
Ressources				
Revenu disponible ajusté (B.7n)	4.720	-4.593	5.228	3.732
Total Ressources	4.720	-4.593	5.228	3.732

7.1.5 INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MÉNAGES (S.15) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Emplois				
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0
Epargne (B.8n)	4.720	-4.593	5.228	3.732
Total Emplois	4.720	-4.593	5.228	3.732
Comptes d'accumulation (III)				
Compte de capital (III.1)				
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Epargne nette (B.8n)	4.720	-4.593	5.228	3.732
Transferts en capital à recevoir (D.9)	3.405	5.813	4.917	5.093
Aides à l'investissement (D.92)	3.405	5.813	4.917	5.093
En provenance des administrations publiques	3.405	5.813	4.917	5.093
En provenance du reste du monde	0	0	0	0
Autres transferts en capital (D.99)	0	0	0	0
En provenance des administrations publiques	0	0	0	0
En provenance des autres secteurs	0	0	0	0
Total Variations des passifs et de la valeur nette	8.125	1.220	10.145	8.825
Variations des actifs				
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	0	0	0	0
Impôts en capital (-) (D.91)	0	0	0	0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	0	0	0	0
Versés aux administrations publiques	0	0	0	0
Versés aux autres secteurs	0	0	0	0
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	8.125	1.220	10.145	8.825
Total Variations des actifs	8.125	1.220	10.145	8.825
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	8.125	1.220	10.145	8.825
Total Variations des passifs et de la valeur nette	8.125	1.220	10.145	8.825
Variations des actifs				
Formation brute de capital fixe (P.51)	3.180	3.902	5.393	5.592
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	2.788	3.236	4.291	4.486
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	2.250	2.676	3.439	3.595
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	642	668	1.088	1.137
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	104	108	236	246
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	392	666	1.102	1.106
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	392	666	1.102	1.106
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0	0	0	0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0	0	0	0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0	0	0	0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0	0	0	0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0	0	0	0
Consommation de capital fixe (K.1)	2.018	2.294	2.397	2.513
Variation des stocks (P.52)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0	0	0	0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	6.963	-388	7.149	5.746
Total Variations des actifs	8.125	1.220	10.145	8.825

7.2 RESTE DU MONDE (S.2)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Compte extérieur des opérations sur biens et services (V.I)				
Ressources				
Importations de biens et services (P.7)	5.372.400	5.582.900	6.214.700	6.502.500
Importations de biens (P.61)	4.483.600	4.677.400	5.219.300	5.429.300
Importations de services (P.72)	888.800	905.500	995.400	1.073.200
Total Ressources	5.372.400	5.582.900	6.214.700	6.502.500
Emplois				
Exportations de biens et services (P.6)	5.702.400	5.917.200	6.608.300	6.868.000
Exportations de biens (P.61)	4.812.000	5.000.000	5.567.600	5.772.800
Exportations de services (P.62)	890.400	917.200	1.040.700	1.095.200
Solde des échanges extérieurs de biens et de services (B.11)	-330.000	-334.300	-393.600	-365.500
Total Emplois	5.372.400	5.582.900	6.214.700	6.502.500
Compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants (V.II)				
Ressources				
Solde des échanges extérieurs de biens et de services (B.11)	-330.000	-334.300	-393.600	-365.500
Rémunération des salariés (D.1)	22.400	24.900	26.800	29.800
Salaires et traitements bruts (D.11)	17.100	19.000	20.400	22.700
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	5.300	5.900	6.400	7.100
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	5.300	5.900	6.400	7.100
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	0	0	0	0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	89.679	83.567	89.495	90.227
Impôts sur les produits (D.21)	89.679	83.567	89.495	90.227
Taxe du type TVA (D.211)	45.159	40.939	39.842	38.815
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	40.791	39.207	46.660	48.544
Droits sur les importations (D.2121)	39.722	37.840	45.434	46.771
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	1.069	1.367	1.226	1.773
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	3.729	3.421	2.993	2.868
Autres impôts sur la production (D.29)	0	0	0	0
Subventions (D.3)	41.193	33.978	33.334	27.339
Subventions sur les produits (D.31)	40.663	33.417	31.881	27.076
Subventions sur les importations (D.311)	0	0	0	0
Autres subventions sur les produits (D.319)	40.663	33.417	31.881	27.076
Autres subventions sur la production (D.39)	530	561	1.453	263
Revenus de la propriété (D.4)	984.631	904.239	1.036.630	1.058.468
Intérêts (D.41)	784.978	713.685	760.917	771.937
Revenus distribués des sociétés (D.42)	132.200	154.300	172.200	191.800
Dividendes (D.421)	132.200	154.300	172.200	191.800
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	65.500	34.400	100.300	91.300
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	1.953	1.854	3.213	3.431
Loyers (D.45)	0	0	0	0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	0	0	0	0
Impôts sur le revenu (D.51)	0	0	0	0
Autres impôts courants (D.59)	0	0	0	0
Cotisations sociales (D.61)	35.000	36.700	38.000	38.800
Cotisations sociales effectives (D.611)	35.000	36.700	38.000	38.800
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	24.400	25.600	26.200	26.700
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	24.400	25.600	26.200	26.700
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0	0	0	0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	10.600	11.100	11.800	12.100
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	10.600	11.100	11.800	12.100
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0	0	0	0
Cotisations sociales imputées (D.612)	0	0	0	0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	18.600	20.100	20.400	21.100

7.2 RESTE DU MONDE (S.2) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	18.600	20.100	20.400	21.100
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	0	0	0	0
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	0	0	0	0
Autres transferts courants (D.7)	99.580	105.905	115.377	131.301
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	6.049	5.340	12.296	12.693
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	8.642	7.352	12.480	11.829
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	0	0	0	0
Coopération internationale courante (D.74)	17.504	19.881	19.205	20.317
Transferts courants divers (D.75)	67.385	73.332	71.396	86.462
En provenance des administrations publiques	18.485	33.432	41.496	46.962
En provenance des autres secteurs	48.900	39.900	29.900	39.500
Ajustement pour variations des droits des ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0
Total Ressources	878.697	807.133	899.768	976.857
Emplois				
Rémunération des salariés (D.1)	130.100	132.900	136.300	140.900
Salaires et traitements bruts (D.11)	105.700	107.300	110.100	114.200
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	24.400	25.600	26.200	26.700
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	24.400	25.600	26.200	26.700
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	0	0	0	0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	0	0	0	0
Impôts sur les produits (D.21)	0	0	0	0
Taxe du type TVA (D.211)	0	0	0	0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0	0	0	0
Droits sur les importations (D.2121)	0	0	0	0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0	0	0	0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	0	0	0	0
Autres impôts sur la production (D.29)	0	0	0	0
Subventions (D.3)	0	0	0	0
Subventions sur les produits (D.31)	0	0	0	0
Subventions sur les importations (D.311)	0	0	0	0
Autres subventions sur les produits (D.319)	0	0	0	0
Autres subventions sur la production (D.39)	0	0	0	0
Revenus de la propriété (D.4)	1.008.483	952.816	1.065.416	1.096.515
Intérêts (D.41)	899.383	842.816	904.816	930.815
Revenus distribués des sociétés (D.42)	71.500	89.700	99.800	110.300
Dividendes (D.421)	71.500	89.700	99.800	110.300
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	37.600	20.300	60.800	55.400
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0	0	0	0
Loyers (D.45)	0	0	0	0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	2.844	2.395	2.872	2.636
Impôts sur le revenu (D.51)	2.844	2.395	2.872	2.636
Autres impôts courants (D.59)	0	0	0	0
Cotisations sociales (D.61)	7.300	8.100	8.700	9.700
Cotisations sociales effectives (D.611)	7.300	8.100	8.700	9.700
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	5.300	5.900	6.400	7.100
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	5.300	5.900	6.400	7.100
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0	0	0	0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	2.000	2.200	2.300	2.600
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	2.000	2.200	2.300	2.600
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0	0	0	0
Cotisations sociales imputées (D.612)	0	0	0	0

7.2 RESTE DU MONDE (S.2) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	17.900	17.000	24.700	18.800
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	17.900	17.000	24.700	18.800
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	0	0	0	0
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	0	0	0	0
Autres transferts courants (D.7)	73.589	70.158	68.722	77.321
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	10.052	8.827	14.982	14.200
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	6.087	2.785	12.337	10.080
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	0	0	0	0
Coopération internationale courante (D.74)	6.150	4.346	3.676	7.240
Transferts courants divers (D.75)	51.300	54.200	37.727	45.801
Versés aux administrations publiques	0	0	127	1
Versés aux autres secteurs	51.300	54.200	37.600	45.800
Ajustement pour variations des droits des ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (B.11)	-361.519	-376.236	-406.942	-369.015
Total Emplois	878.697	807.133	899.768	976.857
Comptes d'accumulation (III)				
Compte de capital (III.1)				
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Solde des opérations courantes avec l'extérieur (B.12)	-361.519	-376.236	-406.942	-369.015
Transferts en capital à recevoir (D.9)	22.624	17.355	13.819	14.142
Impôts en capital (D.91)	0	0	0	0
Aides à l'investissement (D.92)	10.415	3.245	3.452	3.406
En provenance des administrations publiques	10.415	3.245	3.452	3.406
En provenance des autres secteurs	0	0	0	0
Autres transferts en capital (D.99)	12.209	14.110	10.367	10.736
En provenance des administrations publiques	3.809	2.810	1.967	1.536
En provenance des autres secteurs	8.400	11.300	8.400	9.200
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-338.895	-358.881	-393.123	-354.873
Variations des actifs				
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	13.521	16.555	31.809	13.884
Impôts en capital (-) (D.91)	0	0	0	0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	3.335	5.347	20.847	6.676
Versées aux administrations publiques	0	0	15.672	240
Versées aux autres secteurs	3.335	5.347	5.175	6.436
Autres transferts en capital (-) (D.99)	10.186	11.208	10.962	7.208
Versées aux administrations publiques	6	107	162	87
Versées aux autres secteurs	10.180	11.101	10.800	7.121
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.101)	-352.416	-375.436	-424.932	-368.757
Total Variations des actifs	-338.895	-358.881	-393.123	-354.873
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.101)	-352.416	-375.436	-424.932	-368.757
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-352.416	-375.436	-424.932	-368.757
Variations des actifs				
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	-200	-700	-2.100	-1.000
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	-200	-700	-2.100	-1.000
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0	0	0	0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-352.216	-374.736	-422.832	-367.757
Total Variations des actifs	-352.416	-375.436	-424.932	-368.757

7.2.1 UNION EUROPÉENNE (S.21)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Compte extérieur des opérations sur biens et services (V.I)				
Ressources				
Importations de biens et services (P.7)	3.659.900	3.855.400	4.242.900	4.459.400
Importations de biens (P.71)	3.039.600	3.228.600	3.560.700	3.717.800
Importations de services (P.72)	620.300	626.800	682.200	741.600
Total Ressources	3.659.900	3.855.400	4.242.900	4.459.400
Emplois				
Exportations de biens et services (P.6)	4.052.300	4.240.200	4.622.800	4.898.900
Exportations de biens (P.61)	3.427.200	3.582.500	3.909.900	4.144.900
Exportations de services (P.62)	625.100	657.700	712.900	754.000
Solde des échanges extérieurs de biens et de services (B.11)	-392.400	-384.800	-379.900	-439.500
Total Emplois	3.659.900	3.855.400	4.242.900	4.459.400
Compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants (V.II)				
Ressources				
Solde des échanges extérieurs de biens et de services (B.11)	-392.400	-384.800	-379.900	-439.500
Rémunération des salariés (D.1)	22.400	24.900	26.800	29.800
Salaires et traitements bruts (D.11)	17.100	19.000	20.400	22.700
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	5.300	5.900	6.400	7.100
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	5.300	5.900	6.400	7.100
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	0	0	0	0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	89.679	83.567	89.495	90.227
Impôts sur les produits (D.21)	89.679	83.567	89.495	90.227
Taxe du type TVA (D.211)	45.159	40.939	39.842	38.815
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	40.791	39.207	46.660	48.544
Droits sur les importations (D.2121)	39.722	37.840	45.434	46.771
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	1.069	1.367	1.226	1.773
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	3.729	3.421	2.993	2.868
Autres impôts sur la production (D.29)	0	0	0	0
Subventions (D.3)	41.193	33.978	33.334	27.339
Subventions sur les produits (D.31)	40.663	33.417	31.881	27.076
Subventions sur les importations (D.311)	0	0	0	0
Autres subventions sur les produits (D.319)	40.663	33.417	31.881	27.076
Autres subventions sur la production (D.39)	530	561	1.453	263
Revenus de la propriété (D.4)	744.643	681.394	750.340	766.633
Intérêts (D.41)	601.900	532.100	547.500	562.700
Revenus distribués des sociétés (D.42)	94.500	120.800	126.400	136.100
Dividendes (D.421)	94.500	120.800	126.400	136.100
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	46.800	26.900	73.600	64.800
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	1.443	1.594	2.840	3.033
Loyers (D.45)				
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	0	0	0	0
Impôts sur le revenu (D.51)	0	0	0	0
Autres impôts courants (D.59)	0	0	0	0
Cotisations sociales (D.61)	35.000	36.700	38.000	38.800
Cotisations sociales effectives (D.611)	35.000	36.700	38.000	38.800
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	24.400	25.600	26.200	26.700
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	24.400	25.600	26.200	26.700
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0	0	0	0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	10.600	11.100	11.800	12.100
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	10.600	11.100	11.800	12.100
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)				
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)				
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)				
Cotisations sociales imputées (D.612)	0	0	0	0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	18.600	20.100	20.400	21.100

7.2.1 UNION EUROPÉENNE (S.21) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	18.600	20.100	20.400	21.100
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	0	0	0	0
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	0	0	0	0
Autres transferts courants (D.7)	61.761	63.515	72.610	82.699
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	4.470	4.592	10.870	11.221
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	6.430	5.654	9.073	8.600
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	0	0	0	0
Coopération internationale courante (D.74)	2.476	1.486	1.957	2.688
Transferts courants divers (D.75)	48.385	51.783	50.710	60.190
En provenance des administrations publiques	18.485	29.783	36.910	41.790
En provenance des autres secteurs	29.900	22.000	13.800	18.400
Ajustement pour variations des droits des ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0
Total Ressources	538.490	491.398	584.411	562.420
Emplois				
Rémunération des salariés (D.1)	124.800	127.600	130.900	135.500
Salaires et traitements bruts (D.11)	100.400	102.000	104.700	108.800
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	24.400	25.600	26.200	26.700
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	24.400	25.600	26.200	26.700
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	0	0	0	0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	0	0	0	0
Impôts sur les produits (D.21)	0	0	0	0
Taxe du type TVA (D.211)	0	0	0	0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0	0	0	0
Droits sur les importations (D.2121)	0	0	0	0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0	0	0	0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	0	0	0	0
Autres impôts sur la production (D.29)	0	0	0	0
Subventions (D.3)	0	0	0	0
Subventions sur les produits (D.31)	0	0	0	0
Subventions sur les importations (D.311)	0	0	0	0
Autres subventions sur les produits (D.319)	0	0	0	0
Autres subventions sur la production (D.39)	0	0	0	0
Revenus de la propriété (D.4)	688.500	641.900	703.500	754.000
Intérêts (D.41)	616.500	561.900	594.700	639.200
Revenus distribués des sociétés (D.42)	47.200	65.200	67.600	76.400
Dividendes (D.421)	47.200	65.200	67.600	76.400
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	24.800	14.800	41.200	38.400
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0	0	0	0
Loyers (D.45)	0	0	0	0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	2.844	2.395	2.872	2.636
Impôts sur le revenu (D.51)	2.844	2.395	2.872	2.636
Autres impôts courants (D.59)	0	0	0	0
Cotisations sociales (D.61)	7.300	8.100	8.700	9.700
Cotisations sociales effectives (D.611)	7.300	8.100	8.700	9.700
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	5.300	5.900	6.400	7.100
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	5.300	5.900	6.400	7.100
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0	0	0	0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	2.000	2.200	2.300	2.600
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	2.000	2.200	2.300	2.600
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0	0	0	0
Cotisations sociales imputées (D.612)	0	0	0	0

7.2.1 UNION EUROPÉENNE (S.21) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	17.900	17.000	24.700	18.800
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	17.900	17.000	24.700	18.800
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	0	0	0	0
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	0	0	0	0
Autres transferts courants (D.7)	58.155	56.047	55.182	62.433
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	7.479	6.788	10.892	10.323
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	4.498	2.395	10.906	8.911
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	0	0	0	0
Coopération internationale courante (D.74)	6.148	4.239	3.671	7.160
Transferts courants divers (D.75)	40.030	42.625	29.713	36.039
Versés aux administrations publiques	0	0	127	1
Versés aux autres secteurs	40.030	42.625	29.586	36.038
Ajustement pour variations des droits des ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (B.11)	-361.009	-361.644	-341.443	-420.649
Total Emplois	538.490	491.398	584.411	562.420
Comptes d'accumulation (III)				
Compte de capital (III.1)				
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Solde des opérations courantes avec l'extérieur (B.12)	-361.009	-361.644	-341.443	-420.649
Transferts en capital à recevoir (D.9)	5.352	6.485	6.039	6.908
Impôts en capital (D.91)	0	0	0	0
Aides à l'investissement (D.92)	152	45	504	261
En provenance des administrations publiques	152	45	504	261
En provenance des autres secteurs	0	0	0	0
Autres transferts en capital (D.99)	5.200	6.440	5.535	6.647
En provenance des administrations publiques	0	40	35	47
En provenance des autres secteurs	5.200	6.400	5.500	6.600
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-355.657	-355.159	-335.404	-413.741
Variations des actifs				
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	9.421	13.555	29.609	11.884
Impôts en capital (-) (D.91)	0	0	0	0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	3.335	5.347	20.847	6.676
Versées aux administrations publiques	0	0	15.672	240
Versées aux autres secteurs	3.335	5.347	5.175	6.436
Autres transferts en capital (-) (D.99)	6.086	8.208	8.762	5.208
Versées aux administrations publiques	6	107	162	87
Versées aux autres secteurs	6.080	8.101	8.600	5.121
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.101)	-365.078	-368.714	-365.013	-425.625
Total Variations des actifs	-355.657	-355.159	-335.404	-413.741
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.101)	-365.078	-368.714	-365.013	-425.625
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-365.078	-368.714	-365.013	-425.625
Variations des actifs				
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	-300	-400	-300	-800
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	-300	-400	-300	-800
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0	0	0	0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-364.778	-368.314	-364.713	-424.825
Total Variations des actifs	-365.078	-368.714	-365.013	-425.625

7.2.1.1 ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE (S.211)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Compte extérieur des opérations sur biens et services (V.I)				
Ressources				
Importations de biens et services (P.7)	3.659.400	3.853.500	4.242.700	4.459.200
Importations de biens (P.71)	3.039.600	3.228.600	3.560.700	3.717.800
Importations de services (P.72)	619.800	624.900	682.000	741.100
Total Ressources	3.659.400	3.853.500	4.242.700	4.459.200
Emplois				
Exportations de biens et services (P.6)	3.999.900	4.188.100	4.569.600	4.849.300
Exportations de biens (P.61)	3.424.600	3.579.100	3.905.700	4.140.600
Exportations de services (P.62)	575.300	609.000	663.900	708.600
Solde des échanges extérieurs de biens et de services (B.11)	-340.500	-334.600	-326.900	-390.100
Total Emplois	3.659.400	3.853.500	4.242.700	4.459.200
Compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants (V.II)				
Ressources				
Solde des échanges extérieurs de biens et de services (B.11)	-340.500	-334.600	-326.900	-390.100
Rémunération des salariés (D.1)	22.400	24.900	26.800	29.800
Salaires et traitements bruts (D.11)	17.100	19.000	20.400	22.700
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	5.300	5.900	6.400	7.100
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	5.300	5.900	6.400	7.100
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	0	0	0	0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	0	0	0	0
Impôts sur les produits (D.21)	0	0	0	0
Taxe du type TVA (D.211)	0	0	0	0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0	0	0	0
Droits sur les importations (D.2121)	0	0	0	0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0	0	0	0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	0	0	0	0
Autres impôts sur la production (D.29)	0	0	0	0
Subventions (D.3)	0	0	0	0
Subventions sur les produits (D.31)	0	0	0	0
Subventions sur les importations (D.311)	0	0	0	0
Autres subventions sur les produits (D.319)	0	0	0	0
Autres subventions sur la production (D.39)	0	0	0	0
Revenus de la propriété (D.4)	737.843	678.094	746.840	765.233
Intérêts (D.41)	595.100	528.800	544.000	561.300
Revenus distribués des sociétés (D.42)	94.500	120.800	126.400	136.100
Dividendes (D.421)	94.500	120.800	126.400	136.100
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	46.800	26.900	73.600	64.800
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	1.443	1.594	2.840	3.033
Loyers (D.45)	0	0	0	0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	0	0	0	0
Impôts sur le revenu (D.51)	0	0	0	0
Autres impôts courants (D.59)	0	0	0	0
Cotisations sociales (D.61)	16.900	17.800	18.800	19.600
Cotisations sociales effectives (D.611)	16.900	17.800	18.800	19.600
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	6.300	6.700	7.000	7.500
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	6.300	6.700	7.000	7.500
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0	0	0	0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	10.600	11.100	11.800	12.100
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	10.600	11.100	11.800	12.100
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0	0	0	0
Cotisations sociales imputées (D.612)	0	0	0	0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	18.600	20.100	20.400	21.100

7.2.1.1 ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE (S.211) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	18.600	20.100	20.400	21.100
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	0	0	0	0
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	0	0	0	0
Autres transferts courants (D.7)	40.800	32.246	33.751	38.221
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	4.470	4.592	10.870	11.221
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	6.430	5.654	9.073	8.600
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	0	0	0	0
Coopération internationale courante (D.74)	0	0	8	0
Transferts courants divers (D.75)	29.900	22.000	13.800	18.400
En provenance des administrations publiques	0	0	0	0
En provenance des autres secteurs	29.900	22.000	13.800	18.400
Ajustement pour variations des droits des ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0
Total Ressources	496.043	438.540	519.691	483.854
Emplois				
Rémunération des salariés (D.1)	53.900	57.700	59.100	63.900
Salaires et traitements bruts (D.11)	47.600	51.000	52.100	56.400
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	6.300	6.700	7.000	7.500
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	6.300	6.700	7.000	7.500
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	0	0	0	0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	0	0	0	0
Impôts sur les produits (D.21)	0	0	0	0
Taxe du type TVA (D.211)	0	0	0	0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0	0	0	0
Droits sur les importations (D.2121)	0	0	0	0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0	0	0	0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	0	0	0	0
Autres impôts sur la production (D.29)	0	0	0	0
Subventions (D.3)	0	0	0	0
Subventions sur les produits (D.31)	0	0	0	0
Subventions sur les importations (D.311)	0	0	0	0
Autres subventions sur les produits (D.319)	0	0	0	0
Autres subventions sur la production (D.39)	0	0	0	0
Revenus de la propriété (D.4)	678.500	633.300	695.500	749.500
Intérêts (D.41)	606.500	553.300	586.700	634.700
Revenus distribués des sociétés (D.42)	47.200	65.200	67.600	76.400
Dividendes (D.421)	47.200	65.200	67.600	76.400
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	24.800	14.800	41.200	38.400
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0	0	0	0
Loyers (D.45)	0	0	0	0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	2.844	2.395	2.872	2.636
Impôts sur le revenu (D.51)	2.844	2.395	2.872	2.636
Autres impôts courants (D.59)	0	0	0	0
Cotisations sociales (D.61)	7.300	8.100	8.700	9.700
Cotisations sociales effectives (D.611)	7.300	8.100	8.700	9.700
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	5.300	5.900	6.400	7.100
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	5.300	5.900	6.400	7.100
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0	0	0	0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	2.000	2.200	2.300	2.600
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	2.000	2.200	2.300	2.600
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0	0	0	0
Cotisations sociales imputées (D.612)	0	0	0	0

7.2.1.1 ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE (S.211) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	5.800	5.500	8.700	6.700
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	5.800	5.500	8.700	6.700
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	0	0	0	0
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	0	0	0	0
Autres transferts courants (D.7)	53.193	50.712	50.225	58.208
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	7.479	6.788	10.892	10.323
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	4.498	2.395	10.906	8.911
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	0	0	0	0
Coopération internationale courante (D.74)	2.343	29	0	4.573
Transferts courants divers (D.75)	38.873	41.500	28.427	34.401
Versés aux administrations publiques	0	0	127	1
Versés aux autres secteurs	38.873	41.500	28.300	34.400
Ajustement pour variations des droits des ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (B.11)	-305.494	-319.167	-305.406	-406.790
Total Emplois	496.043	438.540	519.691	483.854
Comptes d'accumulation (III)				
Compte de capital (III.1)				
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Solde des opérations courantes avec l'extérieur (B.12)	-305.494	-319.167	-305.406	-406.790
Transferts en capital à recevoir (D.9)	5.200	6.400	5.500	6.600
Impôts en capital (D.91)	0	0	0	0
Aides à l'investissement (D.92)	0	0	0	0
En provenance des administrations publiques	0	0	0	0
En provenance des autres secteurs	0	0	0	0
Autres transferts en capital (D.99)	5.200	6.400	5.500	6.600
En provenance des administrations publiques	0	0	0	0
En provenance des autres secteurs	5.200	6.400	5.500	6.600
Impôts en capital (-) (D.91)	0	0	0	0
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-300.294	-312.767	-299.906	-400.190
Variations des actifs				
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	6.000	8.100	23.947	5.100
Aides à l'investissement (-) (D.92)	0	0	15.347	0
Versées aux administrations publiques	0	0	15.347	0
Versées aux autres secteurs	0	0	0	0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	6.000	8.100	8.600	5.100
Versées aux administrations publiques	0	0	0	0
Versées aux autres secteurs	6.000	8.100	8.600	5.100
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.101)	-306.294	-320.867	-323.853	-405.290
Total Variations des actifs	-300.294	-312.767	-299.906	-400.190
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.101)	-306.294	-320.867	-323.853	-405.290
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-306.294	-320.867	-323.853	-405.290
Variations des actifs				
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	-300	-400	-300	-800
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	-300	-400	-300	-800
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0	0	0	0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-305.994	-320.467	-323.553	-404.490
Total Variations des actifs	-306.294	-320.867	-323.853	-405.290

7.2.1.2 INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Compte extérieur des opérations sur biens et services (V.I)				
Ressources				
Importations de biens et services (P.7)	500	1.900	200	200
Importations de biens (P.71)	0	0	0	0
Importations de services (P.72)	500	1.900	200	200
Total Ressources	500	1.900	200	200
Emplois				
Exportations de biens et services (P.6)	52.400	52.100	53.200	49.600
Exportations de biens (P.61)	2.600	3.400	4.200	4.300
Exportations de services (P.62)	49.800	48.700	49.000	45.300
Solde des échanges extérieurs de biens et de services (B.11)	-51.900	-50.200	-53.000	-49.400
Total Emplois	500	1.900	200	200
Compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants (V.II)				
Ressources				
Solde des échanges extérieurs de biens et de services (B.11)	-51.900	-50.200	-53.000	-49.400
Rémunération des salariés (D.1)	0	0	0	0
Salaires et traitements bruts (D.11)	0	0	0	0
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	0	0	0	0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	0	0	0	0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	89.679	83.567	89.495	90.227
Impôts sur les produits (D.21)	89.679	83.567	89.495	90.227
Taxe du type TVA (D.211)	45.159	40.939	39.842	38.815
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	40.791	39.207	46.660	48.544
Droits sur les importations (D.2121)	39.722	37.840	45.434	46.771
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	1.069	1.367	1.226	1.773
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	3.729	3.421	2.993	2.868
Autres impôts sur la production (D.29)	0	0	0	0
Subventions (D.3)	41.193	33.978	33.334	27.339
Subventions sur les produits (D.31)	40.663	33.417	31.881	27.076
Subventions sur les importations (D.311)	0	0	0	0
Autres subventions sur les produits (D.319)	40.663	33.417	31.881	27.076
Autres subventions sur la production (D.39)	530	561	1.453	263
Revenus de la propriété (D.4)	6.800	3.300	3.500	1.400
Intérêts (D.41)	6.800	3.300	3.500	1.400
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0	0	0	0
Dividendes (D.421)	0	0	0	0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0	0	0	0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0	0	0	0
Loyers (D.45)	0	0	0	0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	0	0	0	0
Impôts sur le revenu (D.51)	0	0	0	0
Autres impôts courants (D.59)	0	0	0	0
Cotisations sociales (D.61)	18.100	18.900	19.200	19.200
Cotisations sociales effectives (D.611)	18.100	18.900	19.200	19.200
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	18.100	18.900	19.200	19.200
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	18.100	18.900	19.200	19.200
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0	0	0	0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0	0	0	0
Cotisations sociales imputées (D.612)	0	0	0	0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	0	0	0	0

7.2.1.2 INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	0	0	0	0
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	0	0	0	0
Autres transferts courants (D.7)	20.961	31.269	38.859	44.478
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0	0	0	0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0	0	0	0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	0	0	0	0
Coopération internationale courante (D.74)	2.476	1.486	1.949	2.688
Transferts courants divers (D.75)	18.485	29.783	36.910	41.790
En provenance des administrations publiques	18.485	29.783	36.910	41.790
En provenance des autres secteurs	0	0	0	0
Ajustement pour variations des droits des ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0
Total Ressources	42.447	52.858	64.720	78.566
Emplois				
Rémunération des salariés (D.1)	70.900	69.900	71.800	71.600
Salaires et traitements bruts (D.11)	52.800	51.000	52.600	52.400
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	18.100	18.900	19.200	19.200
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	18.100	18.900	19.200	19.200
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	0	0	0	0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	0	0	0	0
Impôts sur les produits (D.21)	0	0	0	0
Taxe du type TVA (D.211)	0	0	0	0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0	0	0	0
Droits sur les importations (D.2121)	0	0	0	0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0	0	0	0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	0	0	0	0
Autres impôts sur la production (D.29)	0	0	0	0
Subventions (D.3)	0	0	0	0
Subventions sur les produits (D.31)	0	0	0	0
Subventions sur les importations (D.311)	0	0	0	0
Autres subventions sur les produits (D.319)	0	0	0	0
Autres subventions sur la production (D.39)	0	0	0	0
Revenus de la propriété (D.4)	10.000	8.600	8.000	4.500
Intérêts (D.41)	10.000	8.600	8.000	4.500
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0	0	0	0
Dividendes (D.421)	0	0	0	0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0	0	0	0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0	0	0	0
Loyers (D.45)	0	0	0	0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	0	0	0	0
Impôts sur le revenu (D.51)	0	0	0	0
Autres impôts courants (D.59)	0	0	0	0
Cotisations sociales (D.61)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives (D.611)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0	0	0	0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0	0	0	0
Cotisations sociales imputées (D.612)	0	0	0	0

7.2.1.2 INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	12.100	11.500	16.000	12.100
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	12.100	11.500	16.000	12.100
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	0	0	0	0
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	0	0	0	0
Autres transferts courants (D.7)	4.962	5.335	4.957	4.225
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0	0	0	0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0	0	0	0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	0	0	0	0
Coopération internationale courante (D.74)	3.805	4.210	3.671	2.587
Transferts courants divers (D.75)	1.157	1.125	1.286	1.638
Versés aux administrations publiques	0	0	0	0
Versés aux autres secteurs	1.157	1.125	1.286	1.638
Ajustement pour variations des droits des ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (B.11)	-55.515	-42.477	-36.037	-13.859
Total Emplois	42.447	52.858	64.720	78.566
Comptes d'accumulation (III)				
Compte de capital (III.1)				
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Solde des opérations courantes avec l'extérieur (B.12)	-55.515	-42.477	-36.037	-13.859
Transferts en capital à recevoir (D.9)	152	85	539	308
Impôts en capital (D.91)	0	0	0	0
Aides à l'investissement (D.92)	152	45	504	261
En provenance des administrations publiques	152	45	504	261
En provenance des autres secteurs	0	0	0	0
Autres transferts en capital (D.99)	0	40	35	47
En provenance des administrations publiques	0	40	35	47
En provenance des autres secteurs	0	0	0	0
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-55.363	-42.392	-35.498	-13.551
Variations des actifs				
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	3.421	5.455	5.662	6.784
Impôts en capital (-) (D.91)	0	0	0	0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	3.335	5.347	5.500	6.676
Versées aux administrations publiques	0	0	325	240
Versées aux autres secteurs	3.335	5.347	5.175	6.436
Autres transferts en capital (-) (D.99)	86	108	162	108
Versées aux administrations publiques	6	107	162	87
Versées aux autres secteurs	80	1	0	21
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.101)	-58.784	-47.847	-41.160	-20.335
Total Variations des actifs	-55.363	-42.392	-35.498	-13.551
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)				
Variations des passifs de la valeur nette				
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.101)	-58.784	-47.847	-41.160	-20.335
Total Variations des passifs de la valeur nette	-58.784	-47.847	-41.160	-20.335
Variations des actifs				
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	0	0	0	0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0	0	0	0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-58.784	-47.847	-41.160	-20.335
Total Variations des actifs	-58.784	-47.847	-41.160	-20.335

7.2.2 PAYS TIERS ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES (S.22)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Compte extérieur des opérations sur biens et services (V.I)				
Ressources				
Importations de biens et services (P.7)	1.712.500	1.727.500	1.971.800	2.043.100
Importations de biens (P.61)	1.444.000	1.448.800	1.658.600	1.711.500
Importations de services (P.72)	268.500	278.700	313.200	331.600
Total Ressources	1.712.500	1.727.500	1.971.800	2.043.100
Emplois				
Exportations de biens et services (P.6)	1.650.100	1.677.000	1.985.500	1.969.100
Exportations de biens (P.61)	1.384.800	1.417.500	1.657.700	1.627.900
Exportations de services (P.62)	265.300	259.500	327.800	341.200
Solde des échanges extérieurs de biens et de services (B.11)	62.400	50.500	-13.700	74.000
Total Emplois	1.712.500	1.727.500	1.971.800	2.043.100
Compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants (V.II)				
Ressources				
Solde des échanges extérieurs de biens et de services (B.11)	62.400	50.500	-13.700	74.000
Rémunération des salariés (D.1)	0	0	0	0
Salaires et traitements bruts (D.11)	0	0	0	0
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	0	0	0	0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	0	0	0	0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	0	0	0	0
Impôts sur les produits (D.21)	0	0	0	0
Taxe du type TVA (D.211)	0	0	0	0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0	0	0	0
Droits sur les importations (D.2121)	0	0	0	0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0	0	0	0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	0	0	0	0
Autres impôts sur la production (D.29)	0	0	0	0
Subventions (D.3)	0	0	0	0
Subventions sur les produits (D.31)	0	0	0	0
Subventions sur les importations (D.311)	0	0	0	0
Autres subventions sur les produits (D.319)	0	0	0	0
Autres subventions sur la production (D.39)	0	0	0	0
Revenus de la propriété (D.4)	239.988	222.845	286.290	291.835
Intérêts (D.41)	183.078	181.585	213.417	209.237
Revenus distribués des sociétés (D.42)	37.700	33.500	45.800	55.700
Dividendes (D.421)	37.700	33.500	45.800	55.700
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	18.700	7.500	26.700	26.500
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	510	260	373	398
Loyers (D.45)	0	0	0	0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	0	0	0	0
Impôts sur le revenu (D.51)	0	0	0	0
Autres impôts courants (D.59)	0	0	0	0
Cotisations sociales (D.61)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives (D.611)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0	0	0	0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0	0	0	0
Cotisations sociales imputées (D.612)	0	0	0	0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	0	0	0	0

7.2.2 PAYS TIERS ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES (S.22) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	0	0	0	0
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	0	0	0	0
Autres transferts courants (D.7)	37.819	42.390	42.767	48.602
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	1.579	748	1.426	1.472
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	2.212	1.698	3.407	3.229
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	0	0	0	0
Coopération internationale courante (D.74)	15.028	18.395	17.248	17.629
Transferts courants divers (D.75)	19.000	21.549	20.686	26.272
En provenance des administrations publiques	0	3.649	4.586	5.172
En provenance des autres secteurs	19.000	17.900	16.100	21.100
Ajustement pour variations des droits des ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0
Total Ressources	340.207	315.735	315.357	414.437
Emplois				
Rémunération des salariés (D.1)	5.300	5.300	5.400	5.400
Salaires et traitements bruts (D.11)	5.300	5.300	5.400	5.400
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	0	0	0	0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	0	0	0	0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	0	0	0	0
Impôts sur les produits (D.21)	0	0	0	0
Taxe du type TVA (D.211)	0	0	0	0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0	0	0	0
Droits sur les importations (D.2121)	0	0	0	0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0	0	0	0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	0	0	0	0
Autres impôts sur la production (D.29)	0	0	0	0
Subventions (D.3)	0	0	0	0
Subventions sur les produits (D.31)	0	0	0	0
Subventions sur les importations (D.311)	0	0	0	0
Autres subventions sur les produits (D.319)	0	0	0	0
Autres subventions sur la production (D.39)	0	0	0	0
Revenus de la propriété (D.4)	319.983	310.916	361.916	342.515
Intérêts (D.41)	282.883	280.916	310.116	291.615
Revenus distribués des sociétés (D.42)	24.300	24.500	32.200	33.900
Dividendes (D.421)	24.300	24.500	32.200	33.900
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0	0	0	0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	12.800	5.500	19.600	17.000
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0	0	0	0
Loyers (D.45)	0	0	0	0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	0	0	0	0
Impôts sur le revenu (D.51)	0	0	0	0
Autres impôts courants (D.59)	0	0	0	0
Cotisations sociales (D.61)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives (D.611)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0	0	0	0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0	0	0	0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0	0	0	0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0	0	0	0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0	0	0	0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0	0	0	0
Cotisations sociales imputées (D.612)	0	0	0	0

7.2.2 PAYS TIERS ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES (S.22) (SUITE)

(millions de francs)

	1995	1996	1997	1998
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	0	0	0	0
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0	0	0	0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	0	0	0	0
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	0	0	0	0
Autres transferts courants (D.7)	15.434	14.111	13.540	14.888
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	2.573	2.039	4.090	3.877
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	1.589	390	1.431	1.169
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	0	0	0	0
Coopération internationale courante (D.74)	2	107	5	80
Transferts courants divers (D.75)	11.270	11.575	8.014	9.762
Versés aux administrations publiques	0	0	0	0
Versés aux autres secteurs	11.270	11.575	8.014	9.762
Ajustement pour variations des droits des ménages sur les fonds de pension (D.8)	0	0	0	0
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (B.11)	-510	-14.592	-65.499	51.634
Total Emplois	340.207	315.735	315.357	414.437
Comptes d'accumulation (III)				
Compte de capital (III.1)				
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)				
Variations des passifs et de la valeur nette				
Solde des opérations courantes avec l'extérieur (B.12)	-510	-14.592	-65.499	51.634
Transferts en capital à recevoir (D.9)	17.272	10.870	7.780	7.234
Impôts en capital (D.91)	0	0	0	0
Aides à l'investissement (D.92)	10.263	3.200	2.948	3.145
En provenance des administrations publiques	10.263	3.200	2.948	3.145
En provenance des autres secteurs	0	0	0	0
Autres transferts en capital (D.99)	7.009	7.670	4.832	4.089
En provenance des administrations publiques	3.809	2.770	1.932	1.489
En provenance des autres secteurs	3.200	4.900	2.900	2.600
Total Variations des passifs et de la valeur nette	16.762	-3.722	-57.719	58.868
Variations des actifs				
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	4.100	3.000	2.200	2.000
Impôts en capital (-) (D.91)	0	0	0	0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	0	0	0	0
Versées aux administrations publiques	0	0	0	0
Versées aux autres secteurs	0	0	0	0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	4.100	3.000	2.200	2.000
Versées aux administrations publiques	0	0	0	0
Versées aux autres secteurs	4.100	3.000	2.200	2.000
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.101)	12.662	-6.722	-59.919	56.868
Total Variations des actifs	16.762	-3.722	-57.719	58.868
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)				
Variations des passifs de la valeur nette				
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.101)	12.662	-6.722	-59.919	56.868
Total Variations des passifs de la valeur nette	12.662	-6.722	-59.919	56.868
Variations des actifs				
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	100	-300	-1.800	-200
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	100	-300	-1.800	-200
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0	0	0	0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	12.562	-6.422	-58.119	57.068
Total Variations des actifs	12.662	-6.722	-59.919	56.868